

REVOLUTION PERMANENTE

LE CRI DE GUERRE DES TRAVAILLEURS DOIT ÊTRE : LA RÉVOLUTION EN PERMANENCE ! ENGELS & MARX, CIRCULAIRE À LA LC, 1850



2023

Iran / 8 mars / 1^{er} mai / France / Russie / Niger / Haut-Karabakh / Palestine

NPA-R / conférence LC de Milan / camp L5I de Berlin

Allemagne de l'Est 1953 / La révolution permanente et la Palestine

COLLECTIF RÉVOLUTION PERMANENTE / 4 €



CoReP

NI AYATOLLAH, NI CHAH !

POUR UN GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN !

13 JANVIER

Le soulèvement contre le régime islamiste

Le 13 septembre, Masha Jina Amini, étudiante de 22 ans, en visite à Téhéran avec sa famille, est morte à l'hôpital Kassra, quelques heures après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour avoir laissé dépasser une mèche de cheveux de son hijab (voile).

Le meurtre de Jina a provoqué un soulèvement populaire qui menace le régime issu de la contre-révolution islamo-fasciste de 1979. Les protestations ont débuté dans le Rojhilat (Kurdistan de l'État iranien) où elle vivait et se sont étendues rapidement à 140 villes, dans tout le pays. Au total, plusieurs millions de personnes ont manifesté contre l'obligation faite aux femmes de se couvrir les membres et la tête. Les manifestants ont crié « *Femme, vie, liberté !* », un slogan du Parti des travailleurs du Kurdistan de Turquie (PKK) et « *Mort au dictateur !* », ce qui vise le Guide suprême, l'ayatollah (le titre des hauts dignitaires du clergé musulman chiite) Ali Khamenei, 85 ans.

Les jeunes travailleuses et les étudiantes sont à l'origine de la révolte. Malgré les risques, beaucoup ont ôté leur voile, se sont coupé les cheveux. C'est une revanche historique, après la première protestation face à la contre-révolution islamiste en mars 1979, celle des femmes travailleuses et étudiantes. C'est un coup porté à toute la réaction mondiale, qu'elle soit d'inspiration chrétienne, musulmane ou hindoue, qui discrimine juridiquement les femmes, leur impose un code vestimentaire, les empêche d'avorter, les soumet à la domination masculine et aux violences machistes...

Les manifestations sont particulièrement massives au Kurdistan (ouest de l'Iran) et au Baloutchistan (sud-est). Le 18 novembre, le musée consacré à l'ayatollah Khomeini, le fondateur du régime, a été incendié. Tous les jours, des mollahs (prêtres chiites) se font arracher leur turban dans la rue. Les ouvriers et les petits commerçants se joignent de plus en plus à la protestation. Toutes les universités sont touchées.

Comme souvent en cas de révolte populaire, le pouvoir en place et les médias ont mis en cause l'étranger. Le guide suprême, le président Ebrahim Raïssi, les chaînes de télévision et les journaux (qui sont tous islamistes) ont dénoncé un complot d'Israël et des puissances impérialistes occidentales.

Ces émeutes et l'insécurité sont l'oeuvre des États-Unis, du régime sioniste usurpateur, leurs mercenaires et certains Iraniens traîtres qui les ont aidés à l'étranger... Dans ces événements, les organisations de la police, les bassidjis et le peuple ont subi des injustices plus que tout le monde. (Ali Khamenei, 4 octobre 2022)

Les Pasdarans (gardiens de la révolution), les Basidjis (volontaires), certains corps de l'armée (dont la 65^e brigade aéroportée) et des miliciens islamistes venus du Liban (Hezbollah) ou d'Irak (Hashd Al-Sha'bi), qui se qualifient de « fouet de Dieu », ont matraqué, arrêté, tiré de la grenaille de plomb, mais aussi des balles. 18 000 manifestants, journalistes, blogueurs, chanteurs ont été arrêtés, certains torturés et contraints à des aveux publics.

Les forces de sécurité iraniennes ciblent les femmes lors des manifestations contre le régime. Elles leur tirent au visage, à la poitrine et au bas-ventre... Alors que la fermeture d'Internet a camouflé une grande partie de la répression sanglante, les photos

fournies par des médecins montrent des blessures terribles sur tout le corps, causées par de la grenaille de plomb que les forces de sécurité ont tirée, à bout portant, sur les personnes... Les tirs dans les yeux sont particulièrement fréquents. (The Guardian, 8 décembre 2022)

Dans la nuit du 15 au 16 octobre, la prison Evin à Téhéran où sont détenus les prisonniers politiques a brûlé, causant 4 décès selon les autorités. Le 19 novembre, à Mahabad, au Kurdistan, les forces de répression sont entrées avec des chars et ont tiré à la mitrailleuse sur tout ce qui bougeait. À cette date, la répression étatique a causé au moins 510 morts et des milliers de blessés (*Reuters*). 18 000 personnes ont été arrêtées. Les minorités nationales ont payé un lourd tribut : outre les Kurdes, il y a plus de 100 Baloutches parmi les assassinés. Les tribunaux islamiques ont condamné à mort plusieurs manifestants pour « inimitié à l'égard de Dieu ». Le 8 décembre, le gouvernement Khamenei-Raïssi a fait pendre Mohsen Shekari (serveur, 23 ans), le 12 décembre, Majidreza Rahnavard (vendeur, 23 ans aussi), le 7 janvier 2023, Mohammad Mahdi Karami (sportif, 22 ans) et Seyed Mohammad Hosseini (ouvrier, 39 ans).

Le 28 septembre, les 14 et 21 novembre, les pasdarans ont bombardé en Irak les locaux du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) et du Parti communiste d'Iran (CPI) dont le bras armé est désormais le Komala. Au même moment, l'État turc dirigé par Erdogan et reposant sur le bloc de l'AKP islamiste et du MHP chauvin déclenchait une offensive contre le Rojava, le territoire kurde de Syrie contrôlé par le Parti de l'union démocratique (PYD) et sa branche militaire YPG, liés au PKK.

Le budget 2023-2024 présenté par le président Raïssi le 22 janvier au parlement prévoit d'augmenter de 45 % le financement public des prisons, de 50 % celui de la police, de 50 % celui des services de renseignement, de 50 % celui des pasdarans, de 55 % le bureau de propagande religieuse.

Mais le mouvement populaire n'a pas cessé. 44 ans après son instauration, les masses se mobilisent pour renverser la République islamique d'Iran.

Depuis 1979, un régime despotique, patriarcal et colonial

La contre-révolution menée de 1979 à 1983 par le clergé et ses milices islamo-fascistes ont préservé l'essentiel, l'armée du chah, et officialisé de nouveaux corps de répression, ont instauré la censure, ont réprimé le mouvement des femmes, ont interdit les organisations ouvrières et en ont exterminé les militants, ont écrasé la résistance kurde⁰, ont liquidé les conseils ouvriers (shoras)...

Depuis, le clergé chiite impose son monopole politique, son immixtion dans la vie privée, la charia (droit islamique). Depuis le référendum de décembre 1979, la

constitution officialise la domination sur les institutions du guide désigné à vie par une « assemblée d'experts » composée de 86 religieux élus. Un « conseil des gardiens » choisis par le guide vérifie la conformité des lois à la religion islamique et trie les candidatures aux élections des « experts », aux élections législatives et à l'élection présidentielle. Le président élu au suffrage universel pour 4 ans est chargé de gouverner sous l'autorité du guide. Le Majlis (assemblée islamique) composé de 285 députés élus (parmi des candidats tous islamistes) vote le budget et les autres lois sous le contrôle du conseil des gardiens. L'État sépare les hommes et les femmes dans l'espace public, fixe des tenues vestimentaires, condamne l'homosexualité (du fouet à la peine de mort). Le code civil accorde moins de droits aux femmes qu'aux hommes, il permet aux pères de marier leurs filles à 13 ans. En 2021, le gouvernement de Raïssi a mis fin à la distribution de contraceptifs gratuits et a restreint de droit à l'avortement. Le code pénal comprend des peines de flagellation, d'aveuglement, d'amputation... Même des mineurs sont exécutés. La torture est la règle durant les interrogatoires.

Pour faire face à la conscription massive des hommes lors de la guerre contre l'Irak, les femmes furent réinsérées dans l'activité salariée. Pour assurer l'accumulation du capital, la bourgeoisie a maintenu l'enseignement du plus grand nombre. Sur la lancée de l'effort amorcé sous la monarchie, l'enseignement supérieur s'est développé, y compris pour les jeunes femmes. L'État finance aussi un clergé parasite qui encadre la population et un appareil d'État pléthorique offrant des emplois de fonctionnaires civils ou de corps paramilitaires et militaires à une partie des déclassés urbains et des paysans ruinés. L'appareil répressif (pasdarans, armée, poli

ce, police des mœurs, bassidjis, juges, gardiens de prison...) et l'appareil idéologique (clergé, télévision...) de l'État absorbent une large partie de la sur-valeur sociale, ce qui entrave l'accumulation du capital.

Les institutions religieuses étaient du temps du chah déjà des grands propriétaires terriens, au nom de la charité qui tient lieu de sécurité sociale. De nouveaux acteurs capitalistes sont apparus, en particulier les fondations religieuses subventionnées par l'État et échappant à tout impôt (Fondation des déshérités, Fondation des martyrs, etc.). Les institutions islamistes (fondations religieuses, sociétés écrans des pasdarans...) sont devenues de véritables groupes capitalistes qui produisent et vendent des armements, de l'énergie, des télécommunications, des produits chimiques et pharmaceutiques, des aliments. Selon les données officielles, les entreprises des pasdarans contrôlent un tiers de l'économie iranienne (bâtiment, télécommunications, mines...).

Comme les textes sacrés juifs et chrétiens, le Coran condamne le prêt à intérêt. Une loi de 1983 sur les

opérations bancaires a officialisé en Iran l'interdiction de l'intérêt. Cependant, comme aucune économie capitaliste ne peut fonctionner sans le crédit, il s'agit d'un simple changement sémantique où les termes de « profit » et de « charges de service » ont remplacé le mot « intérêt ». Comme en Arabie saoudite, la « finance islamique » invente toutes sortes de montages juridico-financiers pour masquer l'intérêt. Aux grandes banques nationalisées en 1979, font concurrence toutes sortes de banques contrôlées par les bazaris et les pasdarans qui souvent spéculent, tout en échappant au contrôle de la banque centrale (Bank Markazi Jomhuri Islami Iran).

Grâce à la rente pétrolière qu'il se procure sur le marché mondial, l'État subventionne l'énergie domestique (carburant, chauffage) et des produits alimentaires de base. Mais, même dans les phases de prix du baril élevé, cette manne ne peut satisfaire une population bien plus importante qu'en Arabie saoudite.

Depuis 1979, la république islamique assume une totale continuité avec la monarchie perse dans son attitude envers les minorités de type iranien (Kurdes, Baloutches...), turc (Azéris, Turkmènes...), arabe, etc. qui, au total, constituent presque la moitié de la population.

En 1984, Khomeini relance le programme nucléaire du chah. Cela déchaîne l'ire du gouvernement américain qui n'est pas gêné de sa détention par Israël, l'Inde et le Pakistan en dépit des règles internationales, sans parler de l'arsenal des puissances impérialistes de l'époque (États-Unis, France, Grande-Bretagne). L'État bourgeois perse se pose en puissance régionale jouant un rôle en Irak, au Liban, à Gaza, en Syrie, au Yémen, au Soudan...

Un capitalisme dépendant du système impérialiste mondial

L'économie iranienne est la 2^e de la région, derrière la Turquie. Son PIB a récemment dépassé celui de l'Arabie saoudite. Cependant, la reproduction élargie du capital reste rabougrie, l'inflation est récurrente, le chômage important, le négoce et l'immobilier sont préférés à l'industrie manufacturière par la bourgeoisie, l'agriculture souffre du dérèglement climatique et de l'incompétence de l'administration.

Depuis 1979, les États-Unis, suivis parfois de l'Union européenne, sanctionnent économiquement l'Iran, de manière quasi-permanente, sous différents prétextes : occupation de l'ambassade, guerre avec l'Irak, attentats, marche à l'arme nucléaire. En outre, Israël multiplie les attaques militaires en Syrie contre les troupes iraniennes et les attentats en Iran même. Les risques de conflit viennent d'augmenter avec la mise en place du gouvernement Netanyahu-Gvir-Smotrich.

Même si l'effet est atténué grâce à la complicité de plusieurs États voisins ou d'autres puissances impérialistes (Oman, Tadjikistan, Syrie, Irak, Pakistan, Afghanistan,



Émirats, Turquie, Russie, Chine...), la principale victime de cette pression économique est, comme toujours en pareil cas, la classe ouvrière. Par contre, le secteur parapublic (fondations, entreprises des gardiens) s'enrichit de la contrebande, du marché noir et du trafic de devises. Les inégalités de revenu et de patrimoine se sont accrues à partir de 2013. En outre, le régime des ayatollahs se sert des sanctions pour expliquer le sous-développement, attiser le nationalisme, justifier la répression. Bruler ostensiblement des drapeaux américains devant les caméras n'empêche pas la République islamique de coopérer en 2001 avec les États-Unis quand ils envahissent l'Afghanistan.

Pour compenser l'hostilité des États-Unis, l'Iran joue la carte des autres puissances impérialistes, surtout la Russie et la Chine devenues capitalistes depuis le début des années 1990, mais la concurrence entre les exportations de gaz et de pétrole limite les échanges avec la Russie. La République islamique et la RPC signent en mars 2021 un partenariat stratégique sur 25 ans. En 2023, l'Iran entrera dans l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) sous le patronage de Pékin. D'un côté, l'Iran est le seul pays exportateur de pétrole échappant aux pressions américaines en cas de confrontation ouverte entre Pékin et Washington. De l'autre, les tensions irano-américaines représentent une opportunité pour la Chine, afin notamment d'acquérir des entreprises iraniennes à bas prix et afin d'exporter ses produits, des biens de consommation aux nouvelles technologies (5G, intelligence artificielle, etc.). Évidemment, la relation entre les deux États reste fondamentalement asymétrique. L'isolement diplomatique de l'Iran, combiné aux sanctions américaines et à une forte crise économique, contraint le pays à rechercher le parrainage d'une grande puissance. Côté chinois, l'Iran n'est qu'une option parmi d'autres.

Comme dans la plupart des pays capitalistes dominés, la corruption de l'appareil d'État n'est pas l'exception mais la règle. Depuis 1989, comme les autres gouvernements capitalistes américains, européens, africains et asiatiques, l'État des ayatollahs priva-

tise, réduit les subventions aux produits de première nécessité, facilite la flexibilité de l'emploi. Par exemple, dans la branche du gaz et de l'électricité, il y aurait 90 000 travailleurs sous contrat à durée indéterminée alors que les travailleurs en contrat à durée déterminée ou temporaires seraient 160 000 (soit 64 % du total). Entre 40 et 50 % de la force de travail est occupée dans le secteur informel, comme travailleurs plus ou moins indépendants ou salariés sans aucun contrat. En outre, l'État bourgeois a réprimé systématiquement les grévistes et les militants des syndicats qui ont émergé.

Avec 130 000 morts, l'Iran est le pays du Proche-Orient le plus touché par la pandémie du covid. Si l'exportation de pétrole bénéficie de la guerre en Ukraine et de la hausse des prix de l'énergie, si la croissance économique est de 3 %, le chômage est officiellement de 9,4 % de la population active et les prix à la consommation ont augmenté officiellement de 40 % sur un an, sans doute bien plus. Les salaires et les pensions n'ont pas suivi. La majorité des 82 millions d'Iraniens vit sous le seuil de pauvreté défini par l'ONU, un quart de la population est mal logé.

La jeunesse est plus instruite que dans bien d'autres pays de la région mais peine à trouver un emploi, si bien qu'une partie notable des diplômés émigre, rejoignant une diaspora politique et économique de 2 à 3 millions de personnes. Des petits commerçants sont ruinés par les nouveaux centres commerciaux (400 créés de 2010 à 2015). Après avoir été autosuffisant sur le plan alimentaire jusque dans les années 1960, l'Iran est devenu un des plus grands importateurs mondiaux de produits agricoles (de 30 à 50 % de ses besoins). L'agriculture est de plus en plus capitaliste, avec

de grandes fermes privées de 100 à 200 hectares qui deviennent des pôles locaux de production où sont embauchés les paysans-travailleurs des villages voisins en complément de leur petite exploitation familiale. D'autres tentent leur chance dans les villes à cause de la concentration des terres et des sécheresses répétées.

En 5 ans, le rial iranien a perdu 90 % de sa valeur sur les marchés de change. Le déficit public serait de 7 % du PIB (l'équivalent de 10 milliards de dollars), ce qui pose la question de l'ampleur des dépenses militaires et de l'aide accordée à d'autres gouvernement de la région, d'autant que le pays tire moins de gains économiques que la Russie de son aide militaire et financière à la Syrie (une exception est l'acquisition de la majorité des actions de Wafa Telecom par une société malaisienne aux mains des pasdarans d'Iran).

Aux difficultés pandémiques et économiques, il faut ajouter une crise de l'environnement. La pollution de l'air, causée entre autres par 3 millions de voitures (il y en a 1,2 million à Berlin et 1,4 à New-York), nuit à la santé des habitants de la capitale. La pénurie d'eau relève du dérèglement climatique mais est aggravée par la mauvaise gestion de la ressource naturelle, gaspillée par l'agriculture capitaliste. Par exemple, le lac salé d'Oroumieh a perdu la moitié de sa superficie.

Pour que la classe ouvrière prenne la tête du mouvement

Les minorités nationales haïssent le joug de l'État perse. Une partie significative de la classe ouvrière est kurde, azérie, arabe.

La jeunesse aspire à la liberté : en 1999, des émeutes étudiantes sont violemment réprimées par les basidjis dans plusieurs villes.

En 2009, la proclamation des résultats de l'élection présidentielle conduit à une mobilisation des classes petites-bourgeoises des villes pour appuyer une aile de l'islamisme qui ne met pas en cause le régime, mais en fait partie et en vit. 150 manifestants sont tués. Les multiples viols des basidjis sont dénoncés. Mais cette protestation en prépare d'autres, nettement plus plébéiennes.

En 2017-2018, la fraction la plus autoritaire déclenche des manifestations contre l'aile dite libérale, mais se fait déborder par des travailleurs qui s'en prennent au régime tout entier. Le pouvoir accuse les États-Unis. La répression cause environ 20 morts.

En 2019, des hausses de prix entraînent des manifestations de grande ampleur, écrasées au prix de plusieurs centaines de morts, particulièrement au Kurdistan. Comme de coutume dans les régimes totalitaires, les manifestants arrêtés sont torturés pour leur extorquer des aveux publics. En 2021, des ouvriers et des paysans manifestent dans la province du Khuzistan, au moins 8 sont tués.



REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste | Collectif révolution permanente en France |

Ouverture des frontières aux réfugiés, aux travailleurs et aux étudiants |



Une fois la menace de la grève générale écartée
le gouvernement accélère p. 2

Lycées professionnels : une attaque contre notre classe p. 6

COP 27 : la feuille de vigne du capitalisme destructeur p. 9

Brazil : la victoire présidentielle de Lula p. 10

Italie : Meloni au pouvoir p. 14

Chine : le congrès du PCC et la coté qui gronde p. 16

Histoire du Parti communiste chinois : 1939-1940 p. 18

Le mouvement ouvrier français et la guerre d'Algérie p. 21

1922 : la partition de l'Irlande p. 25

Christine Heurteloux 1953-2022 p. 27

ABC du marxisme : migration p. 28

n° 53
décembre 2022
2 euros

Depuis le début du siècle, des grèves ont lieu. Même des syndicats indépendants du régime apparaissent dans les transports publics et les raffineries, malgré la répression féroce.

Depuis plusieurs mois, la spontanéité des masses iraniennes est formidable et attire l'admiration des exploités et des opprimés du monde entier. Malgré tout, le régime assassin est toujours en place. La bourgeoisie iranienne n'a rien perdu d'essentiel et les ayatollahs ne sont pas renversés. Ils tiennent toujours l'État bourgeois, ses finances, son armement, ses tribunaux, la centralisation des informations, des moyens de communication, des forces d'espionnage et de répression face à des travailleurs et des étudiants qui restent sans stratégie, sans programme, sans direction. C'est pourquoi il faut des mots d'ordre au-delà des slogans de la première vague. C'est pourquoi il faut identifier la classe capable de renverser l'ordre ancien et d'en créer un nouveau. C'est pourquoi il faut des organismes d'autodéfense et d'auto-organisation. C'est pourquoi il faut une stratégie de révolution permanente. C'est pourquoi il faut un parti.

Sinon, le terrain sera occupé par des « réformateurs » du régime, par des monarchistes soutenus par Washington, par des bourgeois « démocratiques », des djihadistes baloutches qui veulent imiter les Talibans, des nationalistes bourgeois kurdes qui veulent imiter le clan Barzani d'Irak, des faux communistes (Tudeh) qui veulent aménager le régime islamiste, des faux communistes (WPI, PCOI-WCPI) qui donnent la parole aux monarchistes dans les manifestations des exilés ou qui font appel aux États impérialistes, par la secte des Modjahedines vendus aux services secrets américains.

Les ennemis des ennemis du prolétariat ne sont pas forcément ses amis. En 1978, au nom du front uni anti-impérialiste, les opportunistes (Toudeh, Fedayins...) étaient prêts à tout, y compris la soumission aux islamistes, pour renverser le chah, ce qui a facilité la contre-révolution de 1979-1983. Aujourd'hui, au nom de la démocratie, ils sont prêts à tout pour renverser Khamenei, y compris la soumission aux puissances impérialistes occidentales.

Mais les États impérialistes avaient aidé en 1953 à mettre en place la monarchie en Iran avec l'aide des islamistes, ont mis sur l'ayatollah Khomeini en 1979, ont depuis détruit l'Irak et la Lybie, ont abandonné l'Afghanistan aux islamistes.

La priorité est de répondre de manière progressiste et prolétarienne aux slogans lancés par les masses : « Femme, vie, liberté ! » et « Mort au dictateur ! ».

- Comment empêcher le formidable appareil de répression de tuer, d'arracher la vie à la jeunesse, aux femmes et aux minorités nationales opprimées ?
- Comment arracher l'égalité pour les femmes ?

- Comment obtenir la liberté ?
- Par quoi remplacer le dictateur ?

Pour l'hégémonie du prolétariat

Le déclin historique du capitalisme s'exprime partout dans le monde, en particulier dans les pays économiquement dominés, par une instabilité politique des régimes. Les États bourgeois renforcent de plus en plus l'appareil répressif pour tenter de garantir leur pouvoir. Cela rend d'autant plus dangereuses les illusions « démocratiques » de réforme de l'État bourgeois.

Afin de vaincre la répression d'un État qui n'est pas disloqué, afin de déjouer les tentatives de rafistoler le régime de la part de sa fraction pro-occidentale, afin de porter le coup de grâce au régime islamiste, afin d'éviter le rétablissement de la monarchie, afin de déjouer les manoeuvres de l'opposition « démocratique » pour sauver le capitalisme iranien, il faut que le prolétariat fasse irruption en tant que classe dans la lutte. Il ne peut le faire que par un parti regroupant l'avant-garde et la reliant à ses frères et soeurs du monde entier, dans la tradition de la Ligue des communistes, de l'Association internationale des travailleurs, de l'Internationale ouvrière, de l'Internationale communiste, de la 4^e Internationale.

Sans tarder, toutes les organisations ouvrières doivent constituer un front unique afin d'organiser la grève générale, pour se défendre en armant les travailleuses et les travailleurs, pour créer des shoras dans les entreprises, les administrations, les universités, les quartiers, les campagnes, les centraliser.

Une manière décisive de donner confiance à la classe ouvrière et d'ouvrir une perspective politique révolutionnaire à la société est la grève générale. Les forces révolutionnaires iraniennes ne doivent pas agir avec une perspective économiste ou pour obtenir des concessions du régime mais avec la perspective de faire arriver la classe ouvrière au pouvoir. La destruction de l'État bourgeois islamiste, la dispersion de ses forces de répression, la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan appuyé sur les conseils ouvriers doivent être l'objectif central de la révolution.

Une grève générale montre la force des travailleurs, issue de leur position dans la production. Au-delà des revendications immédiates, la grève de masse avec occupation remet en cause la sacrosainte propriété capitaliste, l'appropriation par une minorité de la société des moyens de production créés par les producteurs qui en fait du capital et transforme les producteurs eux-mêmes en exploités. La grève générale ne peut pas durer longtemps mais elle pose pratiquement la question de savoir quelle classe doit diriger la société.

De l'aspiration à la liberté, de l'autodéfense, de la grève générale et du contrôle ouvrier, renaîtront inévitablement les shoras. Les comités de grève, les conseils ouvriers ne doivent pas se limiter aux lieux de travail et doivent s'étendre aux lieux de formation, aux lieux de vie pour souder tous les travailleurs entre eux, les souder aux futurs et aux anciens travailleurs, aux chômeurs. Ils doivent instaurer une démocratie directe. Chaque parti, chaque courant pourra présenter son analyse et faire ses propositions. Les shoras trancheront.

Pour une république fédérale, ouvrière et paysanne

Les communistes sont, sans restriction, pour les libertés démocratiques. Leur conquête s'est esquissée en Iran en 1905-1906 et de nouveau en 1979. Sachant que jamais, même en 1906, il n'y a eu d'assemblée élue au suffrage universel, les communistes sont partisans d'élections libres pour une assemblée nationale ou constituante, une fois supprimés le monopole politique des ayatollahs, les institutions de la république islamique, la censure...

Mais les communistes ne cachent pas que leur but est bien plus qu'un régime faussement démocratique où les groupes capitalistes gouvernent dans l'ombre des chambres parlementaires et où des appareils de menteurs professionnels les servent en se remplissant les poches au passage. Ils sont partisans d'une démocratie bien supérieure, du type de la Commune de Paris de 1871 ou des soviets de la Russie de 1917, qui est la forme adéquate de la dictature du prolétariat.

La généralisation et la centralisation des conseils exigent l'armement des masses, préparent leur prise du pouvoir et l'expropriation des groupes capitalistes nationaux et étrangers. Toute la richesse de la société vient de la nature à partir du travail collectif des producteurs, les travailleurs doivent prendre le contrôle de la richesse sociale tout en ménageant la nature.

Face aux pasdarans, aux bassidjis, aux policiers et aux militaires professionnels, l'autodéfense des manifestants, la création des milices ouvrières, leur armement sont des tâches urgentes. La classe ouvrière produit des armes, les transporte ; elle gère les comptes bancaires, la paye des policiers et des militaires. Elle doit désarmer les mercenaires de la bourgeoisie. Au sein de l'armée, il faut mener un travail systématique d'agitation et de propagande pour gagner les conscrits à la révolution, pour qu'ils retournent leurs armes contre les généraux et les dirigeants politiques qui sont les bourreaux des femmes, des travailleurs et des minorités nationales.

L'activité des milices ouvrières commercera par l'autodéfense. Mais elle devra passer, comme en 1979, à l'offensive : prendre d'assaut les postes de police où sont détenus et torturés les militants afin de les libérer, les casernes pour s'armer, le ministre du renseignement

pour le paralyser, les sièges du pouvoir islamiste pour les disperser et les détruire, les tribunaux islamiques pour punir les bourreaux.

Solidarité internationaliste des organisations ouvrières et féminines de tous les pays avec la lutte des masses iraniennes !

Grève générale ! Autodéfense des manifestations ! Création de shoras sur les lieux de travail, de vie et d'étude, dans les casernes !

Liberté des femmes de porter ou non le voile et de s'habiller comme elles veulent ! Pour l'égalité des hommes et des femmes !

À bas la dictature islamiste ! Abolition du guide suprême, de l'assemblée des experts, du conseil de discernement ! Assemblée constituante !

Dissolution des corps de répression ! Libertés démocratiques pour les conscrits ! Élection des officiers !

Pour la liberté des relations entre jeunes ! Pour le respect des homosexuels et lesbiennes !

Pour le respect des minorités religieuses et des athées ! Pour la laïcité ! Abolition de toute censure dans les sciences et dans les arts ! Séparation de l'État et du clergé chiite ! Aucune subvention de l'État à une quelconque religion !

Pour la libération des prisonniers politiques ! Pour toutes les libertés démocratiques (liberté d'expression liberté d'organisation, droit de grève, droit de manifester...) ! Pour des élections libres !

Droit à l'autodétermination des minorités nationales ! Droit pour les Kurdes d'Iran, de Syrie, d'Irak, de Turquie de constituer, s'ils le désirent, leur propre État !

Blocage des loyers, indexation immédiate des salaires sur le cout de la vie !

Expropriation des terres des grandes fermes capitalistes et des fondations religieuses ! Gestion collective de l'eau ! Coopératives basées sur le volontariat !

Contrôle ouvrier sur la production, la distribution ! Expropriation des grandes entreprises et des fondations ! Une seule banque publique !

Protection sociale ! Enseignement et santé laïques, publics et gratuits !

Levée de toutes les sanctions américaines et fin des assassinats sionistes !

Fermeture de toutes les bases militaires (française, chinoise, russe, britanniques, américaines) au Proche-Orient et en Méditerranée, départ de la flotte américaine du golfe Arabo-persique, de l'océan Indien et de la mer Méditerranée !

Gouvernement ouvrier et paysan ! Fédération socialiste du Proche-Orient !

13 janvier 2023

Collectif révolution permanente
(Autriche, Espagne, France, Turquie)



CoReP

FEMMES TRAVAILLEUSES, LUTTONS POUR METTRE FIN À LA DOUBLE EXPLOITATION !

8 MARS

Les travailleuses et les étudiantes d'Iran sont au premier rang de la lutte contre le régime des ayatollahs misogynes. Les étudiantes et les travailleuses d'Afghanistan résistent au régime taliban obscurantiste. Des femmes kurdes combattent les armes à la main les bandes islamo-fascistes de l'EI ainsi que l'armée turque envoyée par le gouvernement islamiste et ses supplétifs syriens issus d'Al-Qaida. Les femmes de Pologne et des États-Unis se battent pour le droit à l'avortement dont les restrictions frappent particulièrement les chômeuses, les ouvrières, les employées. Partout, les travailleuses participent aux luttes collectives pour les salaires, contre la précarité, pour la réduction du temps de travail, le droit à la retraite...

Le patriarcat est un héritage des sociétés précapitalistes qui est ébranlé par l'extension mondiale du salariat. Mais comme le chauvinisme et le racisme, le machisme peut servir le capital : il divise la classe ouvrière, il détourne la colère vers un bouc émissaire faible plutôt que vers le pouvoir des exploiters.

C'est pourquoi, au XXI^e siècle, alors qu'il est très difficile de trouver des territoires où internet n'arrive pas, il existe encore des inégalités juridiques par rapport aux hommes, des limitations à l'éducation, à la mobilité et à l'habillement des femmes, des mutilations génitales, l'interdiction de la contraception ou de l'avortement. Pour la même raison, alors que le capitalisme menace la planète, engendre crise sur crise économique, multiplie les guerres, partout, des forces réactionnaires (partis fascistes, prêtres de toutes les religions...) remettent en cause les acquis obtenus par les femmes au cours de plus d'un siècle et demi de luttes appuyées sur le mouvement ouvrier.

La décadence capitaliste a même créé un marché structuré (légal !) pour la fabrication, la vente et l'achat d'enfants, de sorte que dans les pays qui l'autorisent -

comme les États-Unis, le Mexique, la Russie ou l'Ukraine- des entreprises capitalistes gèrent des « fermes » de femmes pauvres qui donnent naissance à des enfants pour les familles riches qui n'en ont pas.

Le féminisme bourgeois et petit-bourgeois prêche l'unité de toutes les femmes face à tous les hommes, ignorant les différences de classe. Une aile converge avec la réaction cléricale en matière de censure. Il condamne la prostitution sans en voir les racines économiques et sociales et elle ne se bat pas pour abolir les conditions qui l'engendrent. Comme si nos vies étaient étrangères aux classes sociales qui composent la société et comme si nous, femmes travailleuses, n'avions pas des intérêts opposés à ceux des femmes bourgeoises qui tirent leurs revenus de l'exploitation des travailleurs des campagnes ou des villes et qui se font servir par des travailleurs domestiques (majoritairement femmes).

Que les femmes restent en minorité dans les positions hiérarchiques, surtout dans les sommets des groupes capitalistes et de leurs États, est un signe de l'oppression spécifique. Mais le sexe des actionnaires et des patrons ne change rien au sort de la majorité des femmes. Mary Barra (PDG de GM), Carol Tomé (PDG d'UPS), Lisa Su (PDG d'AMD), Joey Wat (PDG de Yum China), Marta Ortega (présidente d'Inditex), Gülsüm Azeri (PDG de la filiale turque d'OMV en Turquie), Catherine MacGregor (DG d'Engie), Gerda Holzinger-Burgstaller (PDG d'Erste Bank)... nous exploitent tout autant que les managers hommes.

De même, le genre des dirigeants politiques ne change rien au sort de la majorité des femmes. Les cheffes de parti xénophobe comme Le Pen (FN France), les cheffes d'État bourgeois comme Draupadi Murmu (présidente de l'Inde) ou comme Margrethe d'Oldenbourg (reine du Danemark), les membres de gouvernement bourgeois comme Yolanda Díaz Pérez (ministre

du travail en Espagne), Ursula von der Leyen (présidente de la Commission européenne), Kamalas Harris (vice-présidente des Etats-Unis), Elisabeth Borne (première ministre de France), Giorgia Meloni (président du conseil en Italie), Sheikh Hasina (première ministre du Bangladesh)... font la même chose que leurs équivalents masculins.

Le socialisme réactionnaire (dont Proudhon) soutenait que la place des femmes était au foyer et s'opposait à leur droit de vote. La bureaucratie des syndicats de métier s'opposait au travail des femmes. Aujourd'hui, les réformistes s'adaptent au féminisme bourgeois et petit-bourgeois et adoptent généralement la « politique identitaire » du Parti démocrate américain, c'est-à-dire séparent ~~sur le terrain~~ les différents opprimés, les isolent de la classe ouvrière. Leur « intersectionnalité » se réduit en fait à appeler à voter pour eux et à faire confiance à l'État bourgeois. La politique identitaire et l'intersectionnalité affaiblissent toutes les luttes.

Par contre, le communisme révolutionnaire (Marx, Engels, Dmitrieff, Bebel, Zetkin, Lénine, Kollontaï...) s'est toujours prononcé pour l'égalité totale et contre la double exploitation (comme travailleuse des campagnes ou des villes, comme fournissant l'essentiel du travail domestique).

Toute résistance des opprimées est justifiée, mais les luttes sociales d'ampleur (années 1970 dans le monde entier) et les révolutions prolétariennes (Commune de Paris, 1871 ; révolution russe, 1917 ; révolution espa-

gnole, 1936 ; révolution chinoise, 1949...) ont fait plus avancer la cause des femmes que les bombes des suffragettes. Parce que nous ne mettrons définitivement fin à notre oppression et à notre exploitation qu'en menant la lutte de classe contre le capital, en luttant pour une société dont les fondements économiques ne sont pas le profit de quelques propriétaires des moyens de production et l'exploitation d'une classe par une autre.

Égalité juridique totale des femmes dans tous les pays.

Répartition du travail entre tous, par la réduction du temps de travail sans baisse des salaires, jusqu'à l'élimination du chômage. Fin des emplois précaires. Égalité salariale complète entre les hommes et les femmes.

Récupération automatique du pouvoir d'achat perdu en raison de l'inflation. Des salaires, des prestations sociales et des pensions de retraites permettant à tous les travailleurs de vivre décemment.

Pour les travailleurs des deux sexes, des services publics en quantité suffisante, gratuits et de qualité, permettant d'assurer les trajets domicile-travail, la garde des enfants, les soins aux malades et aux personnes dépendantes.

Logement décent pour tous les travailleurs.

Élimination immédiate de toute religion dans les écoles. Système scolaire unique, public, laïc, gratuit et mixte. Éducation sexuelle scientifique basée sur l'amour, la liberté sexuelle et le consentement des partenaires, quelle que soit son orientation.

Suppression de tout financement direct ou indirect des différentes religions.

Interdiction de toute mutilation génitale. Contraception et avortement libres et gratuits pris en charge par le système de santé publique. Système de santé universel, gratuit et laïc. Prise en compte et traitement médical adéquat des pathologies et maladies spécifiquement féminines. Gratuité des protections périodiques.

Interdiction et pénalisation du proxénétisme. Interdiction de la gestation pour autrui (mères porteuses).

Liberté pour les travailleuses et les travailleurs, les réfugiées et les réfugiés, les jeunes en formation de franchir librement et en toute sécurité les frontières.

Fin de la justice sexiste et des lynchages médiatiques en tout genre. Épuration de tous les juges réactionnaires. Pour un véritable système judiciaire démocratique et non sexiste dans lequel les juges peuvent être élus et révoqués par les conseils des travailleurs. Pour l'autodéfense des femmes contre la violence sexiste.

Pour un gouvernement des travailleuses et des travailleurs vers une société sans classe, sans exploitation, sans oppression. Pour le socialisme international.

8 mars 2023

Collectif révolution permanente
(Autriche, France, Espagne, Turquie)





CoREP

POUR EN FINIR AVEC LE CAPITALISME POURRISSANT, POUR LE POUVOIR DES TRAVAILLEURS !

1 MAI

La survie du capitalisme menace l'humanité

Les gouvernants en place bavardent tous, chacun à sa manière, sur la démocratie, l'écologie et la paix mais subventionnent des entreprises capitalistes extractives, manufacturières, agricoles qui gaspillent les ressources, émettent inutilement des gaz à effet de serre et polluent durablement. Les États bourgeois consacrent des budgets grandissants à l'espionnage et la répression de la population ainsi qu'aux armées. Alors qu'une partie significative de la population mondiale, même dans les pays impérialistes, ne mange pas correctement, n'a pas de logement décent, n'accède pas à des soins et à une éducation de qualité, les dépenses militaires mondiales ont dépassé en 2021 2 000 milliards de dollars soit presque 6 % des budgets.

L'Éthiopie a écrasé en novembre 2022 l'insurrection du Tigré avec l'aide de l'armée érythréenne. La Russie mène une guerre coloniale et destructrice en Ukraine. La dictature militaire a déclenché en Birmanie une guerre civile contre ses peuples. Le territoire de la Syrie est disputé entre le régime tortionnaire du Baas, soutenu par la Russie et l'Iran, et les factions islamistes dont certaines appuyées par la Turquie. Israël bombarde périodiquement en Syrie et parfois au Liban. La Turquie occupe une partie de la Syrie et bombarde en Irak. Deux fractions de l'armée se disputent le Soudan. Les deux principales puissances impérialistes (États-Unis, Chine), se défient militairement en mer de Chine.

Le réchauffement climatique se poursuit, absolument pas freiné malgré les accords internationaux des COP, à cause de la logique du profit, de la rivalité entre États et de la concurrence entre firmes. Il s'accompagne de pollutions de l'environnement, de perte de diversité biologique, de pénurie grandissante d'eau douce, de

déforestations massives et de détérioration des terres cultivables. Sans oublier les dramatiques pandémies causées par des agents pathogènes d'origine animale (ébola, covid...) résultat prévisible de la pression brutale de la production capitaliste humaine sur les habitats naturels des autres espèces.

Ralentissement économique mondial et inflation

Le capitalisme fonctionne de manière cyclique, il est secoué inévitablement de crises économiques qui rétablissent temporairement les conditions de l'accumulation élargie du capital. Mais, à cause des subventions des gouvernements qui cherchent à sauver leurs propres entreprises et des politiques permissives des banques centrales, la destruction du capital mondial a été limitée lors des dernières récessions mondiales, dont celle de 2020-2021. Par conséquent, les phases d'expansion économique qui leur succèdent sont d'ampleur restreinte et semblent plus courtes : la croissance mondiale devrait se limiter selon le FMI à 2,8 % en 2023.

S'y ajoute la remontée du protectionnisme sous toutes ses formes qui conduit à une certaine fragmentation du marché mondial, limite la croissance mondiale et alimente l'inflation : le commerce international de biens et de services n'augmenterait selon l'OMC que de 1,7 % en 2023.

La dernière reprise s'est accompagnée d'une poussée d'inflation : 8,7 de hausse des prix à l'échelle mondiale en 2022 selon le FMI. Dans plusieurs États, la monnaie ne joue plus correctement son rôle : en 2022, en Turquie, l'inflation a dépassé 64 % et, en Argentine, 94 %. En réalité, l'augmentation des prix de l'alimentation, de l'énergie et du logement dépasse de loin les

taux moyens d'augmentation des prix et a atteint un niveau douloureux pour les travailleurs salariés de tous les pays.

Face à l'inflation, la politique monétaire restrictive des principales banques centrales tend à faire monter les taux d'intérêt mondiaux au détriment des économies nationales les plus faibles, des États les plus endettés, des entreprises « zombies » non rentables dont les banques les plus fragiles. La remontée des taux bancaires affecte particulièrement les familles travailleuses endettées dans les États où le crédit bancaire est à taux variable.

Les rivalités impérialistes déclenchent une escalade militaire mondiale

Dans la période de déclin du capitalisme (la phase impérialiste), les principaux États, inévitablement, défendent l'ancien partage du monde qui leur était avantageux ou le remettent en cause pour ouvrir la voie à leurs groupes capitalistes contre leurs concurrents étrangers.

La situation mondiale est marquée par la rivalité grandissante entre les États-Unis qui restent la première puissance impérialiste et la Chine, une puissance impérialiste ascendante qui remet en question le partage du monde. Les autres puissances impérialistes (Japon, Allemagne, Grande-Bretagne, France, Russie, Italie...) sont écartelées entre ces deux pôles.

Ainsi, l'État américain tente d'étrangler le capitalisme chinois en limitant ses exportations et en le privant des composants électroniques nécessaires à la montée en gamme de son industrie (et de son armée). Au plan militaire, l'État américain a de loin le plus grand budget militaire du monde. Avec l'excuse de la guerre impérialiste de la Russie contre l'Ukraine, il renforce l'OTAN. En outre, il a conclu en 2021 une nouvelle coopération militaire avec l'Australie et la Grande-Bretagne (Aukus) et multiplie les manœuvres militaires avec ses alliés, dont les Philippines et le Japon, en mer de Chine. De son côté, l'État chinois rallie la Russie et le Brésil. Avec le 2^e budget militaire du monde, il raffermi son contrôle de Hongkong, militarise des îlots de mer de Chine et multiplie les manœuvres militaires dans le détroit de Taïwan.

La montée mondiale du militarisme généralisé se fait sans souci de limiter les pollutions ou d'économiser l'énergie. L'armée bourgeoise, ses services secrets, constituent non seulement un fardeau fiscal pour les travailleurs, mais un outil répressif contre leur émancipation.

La réaction sur toute la ligne

Dans les économies les plus avancées, les États reviennent sur les conquêtes sociales antérieures. Même les démocraties bourgeoises les mieux établies restreignent les libertés : espionnage systématique de leur population, restriction au droit de grève, de circuler, de manifester, de publier... D'anciens présidents (Trump, Bolsonaro) remettent en cause les élections quand elles leur sont défavorables et lancent des bandes fascistes faire

pression sur les institutions. Partout, des partis politiques bourgeois et des démagogues populistes misent sur la xénophobie, la religion, le racisme, le machisme, le complotisme ... Les travailleurs immigrés, les femmes travailleuses et les minorités ethniques, religieuses ou sexuelles sont les premières victimes de la montée de la réaction mondiale.

L'État indien persécute les musulmans et occupe militairement le Cachemire. Israël, basé sur la colonisation de la Palestine, la poursuit inévitablement en Cisjordanie et à Jérusalem, tout en aggravant l'apartheid contre les Arabes en son sein. La Russie capitaliste ne peut se défendre face la pression militaire et économique des États-Unis et de l'Union européenne qu'en niant le droit à l'existence de l'Ukraine et en réprimant de plus en plus sa propre population. La Turquie persécute les Kurdes au sein de ses frontières, son armée les attaque en Irak et en Syrie. En Iran, le régime des ayatollahs opprime plus que jamais les femmes et les minorités nationales. Le régime quasi-féodal des talibans revenu au pouvoir en 2021 interdit désormais aux citadines de travailler et aux filles d'étudier.

La crise de direction du mouvement ouvrier

Depuis le 1^{er} mai 2022, la population laborieuse a mené des luttes d'envergure dans tous les continents, en particulier au Pérou, contre la destitution du président élu et la répression policière ; en Iran, contre l'obligation du voile ; en Chine, contre le confinement excessif ; en Grande-Bretagne, au Sri Lanka, en Belgique, en Autriche, en Tchéquie, en Allemagne, aux États Unis... contre l'inflation ; en France, contre le report de l'âge de la retraite.

Mais les directions actuelles de la classe ouvrière mondiale ne servent pas réellement les intérêts des travailleurs. Les syndicats majoritaires restent aux mains de bureaucraties corrompues et parfois liées à des partis bourgeois comme aux États-Unis, en Argentine, en Algérie... Par conséquent, en Grande-Bretagne, en Belgique, en France... les chefs syndicaux refusent d'appeler à la grève générale jusqu'à la victoire. En Grande-Bretagne, ils ont même suspendu les grèves quand la reine est morte.

La restauration du capitalisme en 1992 en Russie et en Chine a aggravé la crise du mouvement ouvrier. Les vieux partis ouvriers-bourgeois (« travaillistes », « sociaux-démocrates », « communistes ») obéissent plus que jamais à leur classe dominante. Les partis créés sur leur modèle (PT brésilien, DL allemand, Respect britannique, Syriza grecque, Podemos espagnol, LFI française, PT belge, PSOL brésilien...) ne valent pas mieux.

Le LP britannique, plus monarchiste que jamais, est favorable à l'OTAN et refuse de soutenir les grèves ; le SPD allemand gouverne avec les Verts et le Parti libéral ; le PSOE, le PCE et Podemos forment en Espagne un gouvernement social-impérialiste enthousiasmé par l'escalade militaire de l'OTAN ; au Brésil, Lula a pour

vice-président un vieux politicien bourgeois, s'oppose au droit à l'avortement et s'agenouille devant l'état-major de l'armée ; au Népal, le PCUN-M est actuellement membre du gouvernement bourgeois ; le SACP de même en Afrique du Sud ; le KPRF russe soutient l'invasion de l'Ukraine ; les DSA étasuniens sont dans le Parti démocrate et servent de piétaille à l'impérialiste Biden ; etc.

Le centrisme contribue à la confusion et à l'émiettement

La direction de la 4^e Internationale, créée pour remplacer l'Internationale ouvrière et l'Internationale communiste, a révisé son programme en 1949-1951. L'éclatement qui s'en est suivi et qui se poursuit a engendré une foison de sectes stériles et une vingtaine de courants opportunistes rivaux qui se sont tous adaptés au « réformisme » ou au nationalisme bourgeois.

Le PTS et le PO argentins ont voté le 3 septembre, avec les partis bourgeois au pouvoir, une motion au parlement régional de Buenos-Aires « pour la paix sociale ». Ces derniers mois, LO, le NPA-B, CR et RP français, le SWP, le SP, l'AWL, ACR et WF britanniques se sont alignés sur les appareils syndicaux qui ont multiplié les « journées d'action » et éparpillé les grèves. Lors de la pandémie de covid, des « trotskystes » (LO, NPA et RP français, SL étasunien, RKOB d'Autriche...) ont appuyé les manifestations contre les masques et les vaccins dirigée par des complotistes des fascistes.

Certaines organisations incarnant le « trotskysme » dans leur pays sont entrées dans des blocs avec les islamistes : le SWP britannique avec Respect en 2004, PT algérien avec la plateforme de Rome en 1995. À partir de 2011, plusieurs groupes se réclamant du trotskysme (CST brésilien, IS argentine, RKOB autrichien, CWG néo-zélandais...) ont présenté les djihadistes comme menant une révolution en Syrie et l'un d'entre eux (LOI argentine) leur a même fourni des troupes.

Plusieurs organisations avancent l'assemblée constituante dans des pays où elle ne peut avoir qu'une fonction contrerévolutionnaire : le PTS et le MST en Argentine, le PTU et la CST au Pérou, le POI et le POID en

France... D'autres présentent les flics comme des travailleurs comme les autres : SP britannique, LO française, PSTU brésilien, SP irlandais... Tous refusent de prôner et d'organiser l'autodéfense contre la police, l'armée et les fascistes.

Nombreux sont les courants « trotskystes » qui refusent de condamner l'invasion de l'Ukraine ou qui mettent sur le même plan l'opresseur sioniste et le peuple arabe en Palestine/Israël. Certains refusent de se prononcer pour l'ouverture des frontières aux réfugiés, aux travailleurs et aux étudiants.

Pour l'internationale ouvrière révolutionnaire, pour la révolution socialiste mondiale

La bourgeoisie, même dans les pays dominés, ne peut plus jouer de rôle progressiste. La stratégie qui répond à la phase impérialiste est la révolution permanente adoptée au 20^e siècle par la 4^e Internationale.

Il est possible de mettre fin à tout ce monde pourri si, par-delà les frontières, l'avant-garde des travailleurs se regroupe dans une internationale ouvrière révolutionnaire basée sur le marxisme. Dans chaque État, l'internationale aidera à construire un parti de type bolchevik pour exproprier le grand capital et détruire l'État bourgeois, instaurer un gouvernement ouvrier basés sur les conseils armés des travailleurs des villes et des campagnes.

Alors, la classe ouvrière pourra prendre le pouvoir à la tête des luttes contre l'exploitation et l'oppression, pour les libertés démocratiques et le droit des nations opprimées, pour l'égalité des femmes et pour la défense de l'environnement. La dictature du prolétariat ouvrira la voie du socialisme-communisme mondial débarrassé de l'État, un mode de production basé sur l'égalité et la solidarité, où les travailleurs gèreront consciemment les ressources, la production et la répartition au profit de l'humanité actuelle et future.

1^{er} mai 2023

Collectif révolution permanente
(Argentine, Autriche, Espagne, France, Turquie)





CoReP

POURQUOI LE PUISSANT MOUVEMENT EN DÉFENSE DES RETRAITES EN FRANCE SE TERMINE-T-IL PAR UNE DÉFAITE ?

23 JUIN

Aucun révolutionnaire qui pèse ses paroles n'affirmera que par la grève générale la victoire était assurée. Mais ce n'est que dans cette voie qu'elle était possible. (Trotsky, « Critique du programme de l'IC », 1928)

Il y a eu en France pendant 6 mois, entre janvier et le début juin, de puissantes manifestations, y compris dans les petites villes, et des grèves contre le projet du gouvernement qui a attaqué les droits à la retraite.

Cette attaque du gouvernement contre le système de retraites n'est pas la première. Au début des années 1980, la règle commune en France était :

- Droit de partir en retraite à 60 ans avec une retraite pleine après 37,5 années de cotisations. C'était même plus favorable pour les « régimes spéciaux » de travailleurs de certains secteurs comme dans la compagnie nationale de transport ferroviaire (SNCF) et le métro parisien (RATP) où les conducteurs pouvaient partir avec une retraite complète à 50 ans.

Une série d'attaques de l'État bourgeois ont depuis considérablement rogné les droits des travailleurs. Avec la contre-réforme du gouvernement Macron-Borne qui est maintenant votée et promulguée, la situation sera :

- Droit de partir en retraite seulement à partir de 64 ans et pour avoir une retraite complète avoir cotisé 43 ans (sinon, ce sera 67 ans).

La bourgeoisie a donc réussi en une quarantaine d'années à imposer à la classe ouvrière presque 6 ans de travail supplémentaire pour pouvoir toucher une retraite entière !

Il y a donc eu déjà de nombreuses attaques et à chaque fois il y a eu combat de la classe ouvrière et à chaque fois cela s'est terminé par une défaite sauf en 1995 quand le gouvernement a partiellement reculé.

Pourquoi ? La réponse est assez simple : parce qu'à chaque fois, les gouvernements n'ont pas été confron-

tés à la grève générale de la classe ouvrière, dressée et organisée en un seul bloc pour les faire céder, mais ils n'ont eu en face d'eux que des grèves morcelées en journées d'action, un jour de grève par ci, un jour de grève par-là, étalées pendant plusieurs mois.

En 1995, le gouvernement a dû reculer en partie, en différant l'attaque contre les régimes spéciaux, parce que la situation risquait de plus en plus de déborder en grève générale qui s'esquissait à la SNCF, la RATP, l'enseignement public... et parce que la jeunesse scolarisée rejoignait massivement le combat des salariés.

Cependant, en 2003, le gouvernement a allongé la durée de cotisations des fonctionnaires de 37,5 à 40 ans. Malgré de puissantes assemblées générales et manifestations, l'intersyndicale CGT-FO-UNSA-FSU-Solidaires refusa d'appeler à la grève générale. Tout au long du mouvement, les chefs syndicaux acceptèrent de discuter du plan gouvernemental et lui demandèrent « de réelles négociations pour une autre réforme ». Après une dizaine de journées d'actions, ce fut la défaite pour les salariés de l'État, des collectivités territoriales et des hôpitaux publics.

En 2010, le gouvernement a décidé de reporter l'âge de la retraite de 60 à 62 ans. Il y a eu jusqu'à 14 journées d'action pendant plus de 6 mois ! Le gouvernement se moquait de ces grèves éparpillées, sans perspective. Il attendait chaque fois le lendemain du jour de grève et tout rentrait dans l'ordre, jusqu'à la prochaine. Et ainsi, peu à peu, la combattivité des travailleurs s'épuisa.

Fin 2019, le gouvernement a décidé la fin des « régimes spéciaux ». Les bureaucrates syndicaux à la SNCF ont fait faire jusqu'à 50 jours de grèves aux travailleurs, seuls, en pure perte, pendant que les autres travailleurs étaient appelés à des journées d'action de temps en temps. Les travailleurs de la SNCF et de la RATP, qui représentaient des secteurs organi-

sés et combattifs, ont été battus

De même, en 2023, le gouvernement a gagné, après 6 mois luttes et de mobilisations de la classe ouvrière, après 15 journées d'action et des grèves reconductibles qui ont duré plusieurs jours, voire plusieurs semaines dans certains secteurs comme à la SNCF, chez les éboueurs de certaines grandes villes comme Paris, les raffineries de pétrole, etc. Tous les bureaucrates prétendent encore que « rien n'est perdu », que « la bataille continue », mais en réalité, la contreréforme commence à s'appliquer et les travailleurs le savent parfaitement. Mais les bureaucrates mentent car ils ont besoin de dissimuler qu'ils ont conduit les masses à une nouvelle défaite.

Pourquoi n'y a-t-il pas eu d'appel à la grève générale ? Parce que les dirigeants syndicaux, les dirigeants des partis réformistes comme le PS, le PCF ou LFI ne veulent pas de grève générale. Et pourquoi n'en veulent-ils pas ? Parce que les bureaucrates syndicaux, les partis réformistes ne veulent surtout pas nuire au capitalisme français, mettre en cause l'État bourgeois.

La division syndicale bat des records en France : CFTD, CGT, FO, SUD-Solidaires, FSU, CFTC, UNSA, etc. Les dirigeants syndicaux sont tellement liés au maintien du capitalisme qu'ils acceptent tous de discuter et de négocier toutes les attaques voulues par le patronat et le gouvernement, comme s'il pouvait en sortir quelque chose de positif pour la classe ouvrière. Par exemple, ils ont accepté de discuter du projet de la contreréforme des retraites pendant plus de 6 mois.

Ils ont essayé d'abord de faire croire aux travailleurs qu'ils pourraient, en négociant, la transformer en « une bonne réforme ». C'est seulement la mobilisation qui a imposé le mot d'ordre de retrait de la réforme aux chefs de l'intersyndicale qui n'en voulaient pas. Les dirigeants syndicaux ont refusé jusqu'au bout d'appeler à la grève générale, sous prétexte que « la grève générale ne se décrète pas ». Mais ils ont eux-mêmes décrété 15 journées d'action, en comptant le 1^{er} mai, parfaitement inefficaces ! Et là où les travailleurs étaient les plus combattifs et cherchaient à dépasser le cadre des journées d'action, les chefs syndicaux ont appelé à la grève reconductible. Ils proposent donc aux travailleurs de prolonger la grève le lendemain, voire le surlendemain, voire encore plus si nécessaire. Mais il s'agit de grèves décidées site par site, secteur par secteur, chacune dans son coin, isolées et sans jamais la perspective d'un combat centralisé, tous ensemble, en même temps, contre le gouvernement.

Les partis ouvriers bourgeois PS, PCF et LFI qui sont liés aux bureaucraties syndicales ont déployé tous leurs efforts pour faire croire qu'un « combat parlementaire » à l'Assemblée nationale avec leurs députés pouvait amener la victoire. C'est du crétinisme parlementaire comme le disait Lénine. Déjà le gouvernement dispose d'une constitution réactionnaire qui lui donne presque tous les moyens de contrôler les débats et les votes. Mais de plus le PS, le PCF et LFI qui ont formé une alliance avec le parti bourgeois écologiste dans la NUPES sont minori-

taires à l'Assemblée nationale. Donc, toute leur activité parlementaire a consisté à faire appel aux députés du parti bourgeois LR, le vieux parti gaulliste qui est un concurrent à Macron et même aux voix du parti xénophobe de Le Pen, le RN ! Ils ont donc voté ensemble des motions de censure pour essayer de faire tomber le gouvernement, sans y parvenir. Les mêmes qui avaient appelé les travailleurs à voter pour Macron aux élections présidentielles de 2017 et de 2022 sous prétexte de faire barrage au parti fascisant de Le Pen ont rassemblé leur voix cette fois-ci avec le parti fascisant de Le Pen pour essayer de faire tomber le gouvernement de Macron. Mais que ce serait-il passé s'ils étaient parvenus à faire voter la motion de censure ? Il y aurait eu de nouvelles élections de députés et c'était alors un boulevard pour le RN ! Pas plus que les dirigeants syndicaux, aucun parti « réformiste » n'a appelé à la grève générale. Ils n'en veulent pas car cela signifierait l'ouverture d'une situation potentiellement révolutionnaire.

En effet, la grève générale signifie le combat pour les comités de grève élus, mandatés et révocables, la coordination de ces comités de grève, de quartiers etc., la constitution d'un comité central et national de grève, seul habilité à diriger la grève, appuyé sur la force immense de la classe ouvrière rassemblée, qui se dresse comme l'embryon d'un double pouvoir face à l'État bourgeois. Voilà pourquoi la grève générale fait si peur au gouvernement comme aux bureaucrates, parce qu'elle contient en germe le renversement de la bourgeoisie, la prise du pouvoir par la classe ouvrière, le gouvernement des travailleurs appuyé sur les conseils ouvriers. Bref la grève générale, c'est le mouvement-même de la révolution.

Mais pourquoi la classe ouvrière suit elle toujours les dirigeants alors qu'ils la mènent à la défaite ? La réponse à cette question est décisive :

Évidemment, une partie de la classe ouvrière, et aussi et plus encore de la jeunesse, se rend bien compte que les journées d'action des bureaucrates, les actions bidon telle que retraites aux flambeaux, lâchers de ballons, etc. ne mènent à rien. Elle cherche alors une autre perspective. Mais que trouve-t-elle ? Elle trouve des organisations révolutionnaires le dimanche et qui suivent et couvrent la trahison des bureaucrates tous les jours de la semaine. LO, le NPA, RP, le POID, le POI, l'UCL, le PCOF... disent aux jeunes et aux travailleurs : « les journées d'action, c'est bien, c'est un point d'appui, c'est un tremplin, il faut les soutenir ». « Leur seul défaut est d'être insuffisantes ». Alors que faut-il à côté, en plus ? Des grèves reconductibles. Il faut « élargir les grèves reconductibles ». Le pluriel indique la différence avec la grève générale.

Ce ne sont pas des grèves corporatives, ce ne sont même pas des grèves. C'est la grève. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les op-

presseurs, c'est le début classique de la révolution.
(Trotsky, *La Révolution française a commencé*, 9 juin 1936)

Pas une de ces organisations centristes n'a combattu pour la grève générale, n'a appelé à s'organiser pour la grève générale, à constituer dès l'annonce du projet de loi des comités d'action pour la grève générale, à faire prendre position les sections syndicales, les assemblées générales pour la grève générale, comme l'a fait le GMI à la mesure de ses moyens. Pourquoi LO, NPA, RP, etc. font-elles cela ? Parce qu'elles ne veulent pas rompre avec les appareils syndicaux, dans lesquels elles ont des positions. Elles les suivent donc toujours, tout en tenant un langage plus radical.

La deuxième raison qui explique que la classe ouvrière n'est pas parvenue à déborder les appareils contrerévolutionnaires, qui explique que la jeunesse scolarisée ne s'est pas mobilisée en masse, c'est le poids des défaites précédentes et l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, et même d'une organisation communiste internationaliste de taille nationale, qui combatte de toutes ses forces pour imposer la grève générale contre les bureaucrates. Le GMI n'est pas ce parti, il vise à le construire, mais nos forces sont faibles. Et pourtant, même tout petits, nous arrivons à marquer des points : par exemple à Lyon, le syndicat des pompiers, puis une assemblée générale de l'enseignement supérieur ; à Nantes, une assemblée des travailleurs du traitement de l'eau ; à Toulouse, une assemblée générale d'une université.

Les journées d'action à répétition, les « temps forts », les « actions qui s'inscrivent dans la durée, le gouvernement s'en moque ! Il attend à chaque fois le lendemain que tout rentre dans l'ordre. Les grèves reconductibles isolées dans tel ou tel secteur épuisent les plus combattifs, sans donner plus de résultats. Pour gagner, la question n'est pas de durer le plus long-



temps possible, c'est de taper tous ensemble le plus fort possible pour gagner le plus vite possible, c'est la grève générale jusqu'au retrait. Dirigeants des syndicats, appelez immédiatement à la grève générale jusqu'au retrait du projet ! Organisons-nous pour la grève générale ! (AG de l'enseignement supérieur et de la recherche publique, 31 janvier)

C'est bien, mais par exemple les militants étudiants du NPA qui ont voté cette motion ne l'ont pas reprise ensuite, ni à Lyon ni ailleurs, malgré notre proposition.

La lutte de classes ne cesse pas à cause d'une défaite. Le gouvernement est déjà passé à de nouvelles attaques contre la classe ouvrière. Un peu plus tôt, un peu plus tard, la classe ouvrière reprendra le combat d'ensemble. Parce qu'elle n'a pas le choix. Il lui faudra repartir des enseignements qu'elle aura pu tirer de cette mobilisation en défense des retraites.

Le Groupe marxiste internationaliste a combattu avec toutes ses forces pour ouvrir cette voie, dès l'annonce du projet de loi par le gouvernement. Mais il faut pour y parvenir une organisation révolutionnaire solidement implantée qui aura ouvertement pour programme l'armement du peuple, le gouvernement ouvrier, l'expropriation du grand capital et les États-Unis socialistes d'Europe. Une telle organisation se battra pour le front unique ouvrier contre toutes les attaques de la bourgeoisie, pour l'indépendance des syndicats et pour leur unification, pour le contrôle des travailleurs sur la production et la distribution, pour l'autodéfense des luttes sociales et des organisations ouvrières. Elle préparera aussi la grève générale contre la prochaine attaque, sans craindre d'affronter les agents de la bourgeoisie au sein des travailleurs.

*Les partis ouvriers bourgeois se sont constitués dans tous les pays capitalistes avancés. Sans une lutte résolue et implacable contre ces partis, ces groupes, ces tendances, il ne saurait être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme. (Lénine, *L'impérialisme et la scission du socialisme*, octobre 1916)*

Car la bourgeoisie tire sa force non seulement de son appareil d'État, du capital, de l'idéologie dominante, mais aussi des puissants relais dont elle dispose dans les partis réformistes et à la tête des syndicats. Voués avant tout à la défense du capitalisme français, attachés par mille liens à l'État bourgeois, craignant par-dessus tout la révolution, ces appareils contrerévolutionnaires refusent tout combat véritable pour défendre les revendications car il les amènerait inévitablement à être balayés par le mouvement de la classe ouvrière.

Pour tous ceux qui veulent construire cette organisation révolutionnaire, il n'y a pas de voie médiane. Il faut choisir.

23 juin 2023

Collectif révolution permanente
(Argentine, Autriche, Espagne, France, Turquie)



CoReP

LE PROLÉTARIAT RUSSE PEUT ARRÊTER LA GUERRE IMPÉRIALISTE EN UKRAINE !

29 JUIN

L'impérialisme russe empêtré dans la guerre

En décidant d'envahir l'Ukraine le 24 février 2022, Poutine s'est trompé deux fois. Il s'est trompé sur les capacités de son armée et il s'est trompé symétriquement sur les capacités de résistance de l'Ukraine. Déjà, l'échec initial de l'invasion de l'Ukraine visant à prendre Kiev en quelques jours, le mauvais accueil reçu par les troupes alors que Poutine avait expliqué qu'elles allaient jeter à bas un régime fasciste, la conduite chaotique des opérations militaires avec des pertes en hommes et en matériels nombreuses marquaient la faiblesse de l'impérialisme russe, malgré toutes les bénédictions du patriarche Cyrille.

En mobilisant le sentiment national, en recevant l'aide des services de renseignement occidentaux, de l'entraînement de troupes et du matériel militaire des États membres de l'OTAN, l'Ukraine est même parvenue à repousser l'armée russe au nord, à l'est et partiellement au sud, celle-ci occupant encore environ 20 % du territoire ukrainien. Depuis, c'est l'enlèvement du front sans percée stratégique significative de part et d'autre, malgré des dizaines de milliers de morts.

Comme en 2014, lors de l'annexion de la Crimée et du dépeçage du Donbass, Poutine a recouru à plusieurs milices indépendantes de l'armée régulière russe, dont des bataillons islamistes de Ramzan Kadyrov à qui Poutine a délégué la gestion de la Tchétchénie, et les armées privées Patriot, Redut et Wagner.

Comme les compagnies Academi (ex-Blackwater), KBR, MVM, Vinnell, Custer Battles... des États-Unis, le groupe Wagner est une entreprise capitaliste intimement liée aux sommets l'appareil d'État. Elle est aux mains de l'oligarque Prigogine, commandée par le néonazi Outkine, composée de mercenaires plus ou moins expérimentés et de repris de justice. La milice Wagner était déjà intervenue au compte de l'État russe durant la guerre du Donbass en

2018, la guerre civile syrienne en 2015, la guerre civile libyenne en 2020, des affrontements en Centrafrique en 2020 impliquant aussi le Rwanda...

Mais l'engagement de cette milice en Ukraine se déroule sous le commandement autonome de Prigogine, concurrentement avec l'armée régulière, ce qui est une preuve supplémentaire de la fragilité du dispositif de l'impérialisme russe. La résistance de l'Ukraine à l'agression impérialiste russe est pour le moment le moteur principal de l'accroissement des difficultés politiques du pouvoir russe. En effet, le prolétariat russe dans sa grande majorité est resté spectateur, sans manifester un soutien spontané à la guerre déclenchée par Poutine ni pouvoir montrer une forte opposition organisée. Le pouvoir est parvenu à juguler les manifestations répétées et courageuses de plusieurs milliers d'opposants dans les grandes villes en multipliant les matraquages et les arrestations (2 000 d'après *Novaja Gazeta*), les amendes et les peines de prison infligées par une justice aux ordres.

Cependant il n'a pas eu les moyens politiques d'empêcher la fuite hors des frontières de centaines de milliers de réfractaires à l'enrôlement à la suite de la mobilisation partielle décidée en septembre 2022.

La Russie est impérialiste

Il n'y avait guère que le SWP de Grande-Bretagne pour croire que l'URSS était capitaliste du temps de Staline. Aujourd'hui, il y a encore des organisations « marxistes » qui jugent que la Russie n'est pas devenue capitaliste : LO de France, le PTS et le PO d'Argentine, etc.

Toute la bourgeoisie russe est issue du même moule : la dislocation de l'Union soviétique en 1991, dont les travailleurs ne contrôlaient pas l'économie restée collectivisée, et la restauration du capitalisme en 1992 (« thérapie de choc »). Après l'échec de Gorbatchev à moderniser

Inégalités de revenu, Russie, 1905-2021



l'économie en introduisant plus de marché, Eltsine a abandonné le plan, transformé la force de travail en marchandise, laissé les anciens bureaucrates staliniens les mieux placés, les affairistes et les gangsters accaparer les dépouilles des propriétés d'État de l'État ouvrier dégénéré. D'où la marchandisation de l'économie, la réapparition du chômage, un bond des inégalités de revenus et de patrimoines.

Les oligarques qui étaient disposés à vendre à l'encan ce qui était monnayable aux capitalistes étrangers se sont vus écartés ou liquidés à partir de 1999 par Poutine. L'ancien des services secrets (FSB) mis en selle par Eltsine a consolidé des firmes industrielles et bancaires d'envergure mondiale et rétabli un État bourgeois structuré sur un territoire rétréci en réactivant le nationalisme russe et la religion chrétienne. La Russie a pris un caractère au moins aussi impérialiste qu'en 1914 (Lénine caractérisait clairement l'empire russe comme une puissance impérialiste malgré ses traits arriérés), en maintenant des minorités nationales par la force, en tentant de desserrer l'encercllement militaire opéré par les États-Unis à ses frontières, en intervenant en Asie et en Afrique pour garantir sa place face à ses rivaux (États-Unis, Chine, Allemagne, Japon, France, Grande-Bretagne...).

Il n'y a donc aucune différence de nature entre un Poutine, un Prigogine ou par exemple un Sechine, le dirigeant du groupe pétrolier Rosneft qui fut pendant un temps vice-premier ministre de Poutine. Tous se con-

naissent, font des affaires ensemble. Les ramifications affairistes et politiques s'entrelacent étroitement.

Les divisions dans la bourgeoisie russe

Mais devant les difficultés sur le terrain militaire, les sanctions décidées par les États-Unis et leurs alliés, avec leurs conséquences politiques et économiques, dont une dépendance accrue envers la Chine voisine, la bourgeoisie nationale se divise sur la conduite à tenir.

S'il existe inévitablement une fraction importante de la bourgeoisie russe qui veut mettre fin le plus vite possible à cette funeste aventure en Ukraine qui entraîne des pertes de revenus substantielles, elle n'a pas la force pour apparaître publiquement jusqu'à présent dans le cadre d'un régime semi-dictatorial. L'incarcération de Navalny sert d'exemple.

Les deux fractions qui s'affrontent donc publiquement aujourd'hui sont toutes les deux pour la continuation de la guerre impérialiste. Mais elles s'opposent sur les moyens à mettre en œuvre et, partant de là, sur la forme du régime qui doit les conduire.

Celle qui est rangée derrière Poutine est pour la continuation de la guerre, mais sans pousser la politique extérieure et intérieure au-delà de ce qu'elle estime pouvoir contrôler. Internationalement, cette fraction sait très bien par exemple que l'emploi des armes nucléaires tactiques pour venir à bout de l'Ukraine, techniquement possible, entraînerait une aggravation con-

sidérable des sanctions économiques et de l'isolement de la Russie. Sur le plan intérieur, cette fraction craint qu'une militarisation totale de la société, une « mobilisation générale » ne se heurte à une résistance de la classe ouvrière, des minorités nationales, des femmes, de la jeunesse, telle qu'elle serait menacée et pourrait être renversée, car même si les travailleurs n'ont pas bougé collectivement pour le moment, ce serait une autre paire de manches si la majorité des jeunes hommes devait partir au front. Cette fraction majoritaire gouverne à vue, empiriquement.

L'autre fraction qui est apparue est partisane d'une accentuation de l'effort de guerre, de la militarisation, de la mobilisation, de la répression des opposants. Prigogine en est la pointe avancée, mais il dispose nécessairement de soutiens dans l'appareil d'État et dans la bourgeoisie, ne serait-ce qu'en raison de la place qu'il a acquise. C'est ouvertement la voie du fascisme que défend Prigogine, en mêlant des accents populistes contre les planqués, les généraux incapables, les profiteurs et les corrompus (dont il fait partie...) et la militarisation à outrance.

Si les Russes ordinaires continuent de récupérer leurs enfants dans des cercueils de zinc alors que les enfants de l'élite se dorment le cul au soleil, la Russie pourrait être confrontée à une crise du type des révolutions de 1917 qui ont conduit à une guerre civile. La division pourrait finir comme en 1917 par une révolution. Nous sommes dans la situation où nous pouvons tout simplement perdre la Russie. (Prigogine, 24 mai)

Il préconise l'introduction de la loi martiale, une mobilisation générale, une économie de guerre. Ainsi, l'opposition entre les deux fractions prend une dimension politique et non plus seulement militaire.

La tentative de coup d'État de Prigogine

La lutte entre ces deux fractions a pris un tour exacerbé à partir des affrontements entre Russes à Bakhmout, avec la capture et la détention d'un haut gradé de l'armée russe par les troupes de Wagner, les accusations de Wagner contre l'armée russe qui aurait bombardé ses positions et aurait refusé de lui fournir les armes et les munitions, etc.

En accord avec Poutine, qui avait jusque-là protégé Prigogine, le commandement de l'armée russe s'est résolu à faire rentrer dans le rang toutes les milices, en particulier Wagner, et à faire taire toute critique sur sa conduite des opérations. D'abord, un terme a été mis au recrutement direct de Wagner dans les prisons, puis a été mise en place l'obligation de la signature d'un contrat d'engagement valant allégeance au commandement militaire russe. C'est ce qui a déclenché la réaction de Prigogine et sa tentative de coup d'État militaire, sans doute bien avant qu'il ne soit totalement préparé, car cela signifiait pour lui la disparition de ses forces à très brève échéance.

Le 23 juin, avec une facilité déconcertante, les mercenaires de Wagner se sont emparés de Rostov « sans tirer un coup de fusil », puis ont parcouru par colonne

de milliers d'hommes et de matériels militaires près de 800 km par la route en direction de Moscou, jusqu'à environ 200 km de la capitale russe sans rencontrer une forte résistance, excepté l'engagement de quelques appareils de l'armée de l'air qui ont été abattus. Au contraire, au moins un régiment de l'armée régulière leur a fait allégeance tandis que d'autres ont refusé le combat. Prigogine a appelé la garde nationale et la population à « la libération », mais les scènes de fraternisation sont restées limitées.

C'est Poutine qui a déclenché la guerre civile. Au lieu d'envoyer un ou deux dégénérés à la retraite, [les généraux commandant l'armée russe, NDLR] il a donné l'ordre de neutraliser l'unité la plus apte au combat de toute la Russie. La vie d'un ou deux traîtres a été placée au-dessus de celle de 25 000 héros. (Prigogine, 23 juin)

Devant la gravité de la situation, Poutine mobilise le FSB et tient un discours à la nation.

La Russie mène aujourd'hui la guerre la plus difficile pour son avenir, repoussant l'agression des néonazis et de leurs commanditaires. Toutes les machines militaires, économiques et informationnelles de l'Occident sont tournées contre nous. [...] Nous nous battons pour la vie et la sécurité de notre peuple... Tout ce qui nous affaiblit doit être mis de côté. Nos ennemis extérieurs utilisent tous les arguments pour nous miner de l'intérieur. Ainsi, les actions qui divisent notre unité sont des actes de trahison à l'égard de notre peuple, de nos frères de combat qui se battent actuellement sur la ligne de front. C'est un coup de poignard dans le dos de notre pays et de notre peuple. C'est exactement ce qui s'est passé en 1917, lorsque le pays a participé à la première guerre mondiale, mais que la victoire lui a été volée. Les intrigues et les querelles menées dans le dos de l'armée se sont révélées être la plus grande ca-



politique de classe. La moindre revendication économique d'envergure nationale, la moindre revendication démocratique se heurte immédiatement frontalement avec le régime capitaliste semi-dictatorial incarné aujourd'hui par Poutine. Cela signifie qu'elles sont immédiatement révolutionnaires, au sens où leur satisfaction implique de porter des coups mortels au régime, de mettre en avant son renversement. Donc cette organisation politique de classe ne peut être que révolutionnaire pour être cohérente et fidèle aux objectifs qu'elle avance.

Alors, il faut renouer avec la tradition du Parti bolchevik et commencer à rassembler les briques de ce programme pour permettre à la classe ouvrière russe de constituer son organisation révolutionnaire.

Au premier rang de ce programme doit figurer :

- la classe ouvrière, l'immense majorité de la population russe a besoin de la paix, pas de la guerre impérialiste contre nos voisins ukrainiens.
- arrêt immédiat de la guerre coloniale que la bourgeoisie russe a déclenchée contre l'Ukraine !
- retrait des troupes russes, restitution des territoires conquis à l'Ukraine !
- soldats du front, tournez vos armes contre vos généraux, imposez l'arrêt immédiat des combats !
- rapatriement immédiat de tous les soldats du front dans leurs foyers !
- droits démocratiques pour les soldats du rang !

Le gouvernement ukrainien est un gouvernement capitaliste. Il est puissamment soutenu par les impérialistes nord-américains et ouest-européens opposés à l'impérialisme russe, regroupés dans et autour de l'OTAN. Mais le prolétariat russe n'a aucun intérêt à s'affronter avec le prolétariat ukrainien. Au contraire, si le prolétariat russe parvient, contre ses généraux, à imposer la paix, il pourra trouver les moyens de renouer avec le prolétariat ukrainien et lutter ensemble pour leur émancipation.

Le gouvernement de Poutine ne peut tolérer aucune opposition, il arrête, matraque, juge et emprisonne.

- libération immédiate de tous les prisonniers politiques !
- légalisation de l'association Mémorial !
- respect des libertés démocratiques et des minorités nationales !
- séparation de l'État et de l'Église orthodoxe !

Les auteurs de la guerre impérialiste sont les capitalistes russes, leur gouvernement avec Poutine et toute sa clique qui accaparent les richesses produites par la classe ouvrière en Russie, qui volent et s'emparent des richesses produites en Afrique et qui ont jeté leur dévolu sur l'Ukraine dans le même but.

- ni Poutine, ni Prigogine !
- à bas le gouvernement des capitalistes !
- formation de conseils de travailleurs, d'étudiants et de soldats !
- expropriation de tous les oligarques !
- pour un gouvernement des travailleurs en Russie, qui renoue avec la révolution d'octobre 1917, et en particulier avec l'internationalisme prolétarien !

Quant au mouvement ouvrier des autres pays impérialistes, il doit se souvenir que le principal ennemi est sa propre bourgeoisie et il doit encourager la lutte de classe de ses frères et ses sœurs de Russie en luttant pour :

- l'abolition de l'OTAN,
- le retrait des troupes américaines d'Europe, la fermeture de toutes les bases militaires américaines, françaises, britanniques..., le retrait des flottes de guerre des eaux internationales, la fin des immixtions à l'étranger de leur propre État,
- le rétablissement en Ukraine des libertés démocratiques supprimées par Zelenski, le respect de la langue russe par l'État ukrainien, l'autodétermination de la population du Donbass,
- le renversement de tous les gouvernements bourgeois, pour les États-Unis socialistes d'Europe ouverts à la Russie et à l'Ukraine.

29 juin 2023

Collectif révolution permanente)



REVOLUTION COMMUNISTE
Groupe marxiste internationaliste / Collectif Révolution permanente en France

Arrêt immédiat du massacre à Gaza ! p. 2
Aux côtés du peuple palestinien, en toute clarté ! p. 3
Le stalinisme, colosse du régime nazi de 1933 à 1944 p. 5
Déclaration internationale pour la défense du peuple palestinien, pour un programme et une organisation révolutionnaire en Palestine p. 10
À quelle classe a servi la conférence sociale ? p. 14
Le projet de budget 2024 p. 17
Argentine : ni Massa, ni Milei p. 19
Chili : le projet de l'Assemblée constituante p. 20
Histoire du PC chinois 1945-1949 p. 23
Marie-Victoire Pinon 1945-2023 p. 25
ABC du marxisme : l'herméneutique p. 28

n° 66 novembre 2023 2 euros

Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste*
envoyer 15 euros (ou plus en mentionnant « soutien »)
à l'ordre de ARTP à l'adresse postale : ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM

Prénom

Adresse

Code postal

Ville.....

Pays.....

Adresse électronique@.....



CoReP

NIGER : POUR LA FERMETURE DES BASES MILITAIRES FRANÇAISES ET AMÉRICAINES !

9 SEPTEMBRE

Nous ne renonçons pas au droit d'opposer un impérialisme contre un autre et d'utiliser leurs antagonismes, mais seul un gouvernement révolutionnaire du peuple est capable de le faire sans devenir l'instrument d'un impérialisme contre un autre. (Trotsky, 11 août 1937)

Au Niger, le 26 juillet 2023, au petit matin, la garde présidentielle commandée par le général Abdourahamane Tiani, séquestre le président Mohamed Bazoum, élu en 2021, à l'intérieur de la résidence présidentielle, à Niamey. Des troupes prennent position à des endroits stratégiques de la capitale.

L'influence de l'impérialisme français s'effondre au Sahel

Le coup d'État de juillet au Niger vient après une série d'autres, au Mali en août 2020 et mai 2021, en Guinée en septembre 2021, au Burkina Faso en janvier et septembre 2022. Il précède celui du Gabon d'août 2023. Ce que l'impérialisme français considérait comme son « pré carré » s'effondre comme un château de cartes, ce qui l'affaiblit en France comme dans le reste du monde.

Peu après le putsch, l'état-major se réunit le 26 juillet dans une caserne et crée le « Conseil national pour la sauvegarde de la patrie » (sic).

Nous, Forces de défense et de sécurité réunies au sein du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP), avons décidé de mettre fin au régime que vous connaissez. Cela fait suite à la dégradation continue de la situation sécuritaire, la mauvaise gouvernance économique et sociale. (CNSP, Communiqué, 26 juillet 2023)

Le Niger est le 4^e producteur mondial d'uranium, avec 4 gisements dans le nord-ouest :

- un site à Azelik relève d'une coentreprise entre l'État et les groupes capitalistes chinois CNCC et ZXJOY ;
- celui d'Akouta est épuisé mais en cours de réhabilitation et de dépollution, celui d'Arlit tourne à plein, celui d'Imourarem est encore à l'étude, tous les trois sont aux mains d'une coentreprise entre l'État et le groupe capitaliste français Orano (ex-Areva, ex-Cogema).

85 % de la population n'a pas accès à l'électricité. Le groupe chinois Gezhouba (CGGC) construit actuellement le barrage de Kandadji qui devrait doubler la production d'électricité, tandis que le groupe chinois CMB a déjà livré une cimenterie à Badaguichiri.

L'extraction et le raffinage de pétrole d'Agadem (sud-est nigérien) sont confiés à une coentreprise entre l'État et la multinationale chinoise CNPC. La CNPC construit aussi un oléoduc de 2 000 km, le plus long d'Afrique, jusqu'au port de Sèmè-Kpodji (Bénin) destiné à exporter du pétrole brut.

La principale mine d'or est l'affaire d'une coentreprise entre l'État et la firme canadienne Endeavour.

Les putschistes misent, comme leurs homologues du Mali et du Burkina, sur le sentiment hostile à la France qui est l'ancienne puissance coloniale et la principale armée étrangère sur place.

Le gouvernement français refuse de reconnaître les autorités issues du coup d'État, maintient son ambassadeur et ses troupes. Le gouvernement du Nigéria et plusieurs autres élus de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao/ECOWAS, à laquelle appartient le Niger) protestent contre le coup et menacent de rétablir le président élu, comme ils l'ont déjà fait.

Un front uni antiimpérialiste au service des généraux

L'Union sacrée pour la sauvegarde de la souveraineté et de la dignité du peuple (M62) naît en août 2022 d'un bloc d'une « quinzaine d'organisations de la société civile ».

Les organisations de la société civile nigérienne appellent tous les syndicats, les organisations de la société civile, les universitaires, les hommes des médias, les transporteurs, les agriculteurs, les éleveurs et les leaders religieux à se joindre à elles pour la défense et la sauvegarde de la souveraineté et de la dignité du peuple dangereusement menacées. (M62, 2 août 2022)

Un an plus tard, le M62 se rallie immédiatement au coup d'État.

Le M62 nourrit l'espoir que ce coup de force sera l'ultime opportunité de réparer les dérives du régime déchu et de restaurer la dignité du peuple nigérien. (Mahaman Sanoussi, secrétaire général du M62, 27 juillet 2023)

L'état-major et le M62 travaillent, pour l'instant, la main dans la main. Celui-ci appelle à une marche de soutien aux putschistes le 30 juillet à Niamey au cours de laquelle des centaines de jeunes scandent des slogans antifrançais et convergent vers l'ambassade de France.

De leur côté, les directions des syndicats de travailleurs salariés se prosternent devant la junte.

L'Union des Syndicats des Travailleurs du Niger félicite et apporte son soutien indéfectible au Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP) pour la dénonciation des accords de défense militaire avec l'État français. L'USTN encourage le CNSP à persévérer dans son combat patriotique de lutte contre l'insécurité et la sauvegarde de l'intégrité territoriale. (USTN, 13 août 2023)

Certaines le font en compagnie d'une organisation de petits et grands patrons.

L'unité d'actions syndicales du Niger (UAS) composée de l'Alliance des Travailleurs du Niger (ATN), de la Convergence des Travailleurs du Niger (CTN), des Syndicats des Commerçants, Importateurs, Exportateurs et Grossistes du Niger (SCIEDN), de l'Intersyndicale des Travailleurs du Niger (ITN) a rappelé que l'ensemble du peuple nigérien est debout derrière son armée et tient à saluer la décision digne, courageuse, fraternelle et panafricaniste des pays frères du Mali, du Burkina Faso et de la Guinée-Conakry. (UAS, 2 août 2023)

Le 11 août, à l'appel du M62, plusieurs milliers de manifestants défilent devant la base militaire française avec des drapeaux nationaux et russes. Le 14 août, la justice décide de libérer le coordonnateur du M62 du Niger, Abdoulaye Seydou.

Le 26 août, le stade Seyni Kountche de Niamey (30 000 places) est rempli aux deux-tiers pour soutenir et écouter les généraux. Les drapeaux sont nigériens, russes et algériens.

Les islamistes du CUAFVC entrent en scène

Les islamistes, peu actifs dans la rue jusqu'alors, tentent de rivaliser avec le M62. Leur Cadre unique d'action des forces vives du changement (CUAFVC) dont le chef est le Cheikh Djibril Soumaila Karanta, président de l'Association islamique du Niger (qui a reçu officiellement l'ambassadeur américain à son siège le 21 juillet 2021) convoque des manifestations dans le pays le 1^{er} septembre.

La foule regroupée à l'Escadrille [la place à proximité de la base française] a exécuté une prière collective,



26 juillet, Niamey, le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie apparaît sur Télé Sahel



30 juillet, Niamey, manifestation avec drapeaux impérialistes russes convoquée par le M62 à l'ambassade de France / photo Balima Boureima

certains sur leurs tapis et d'autres à même le sol. La finalité est d'implorer le Tout-Puissant en ce jour saint de l'Islam, pour protéger le Niger et son peuple des méfaits et des complots qui le visent. Ainsi, après cette prière, des oulémas se sont succédé sur le podium pour faire des prêches et éclairer la lanterne des manifestants sur le noble combat qui se fait depuis le 26 juillet par les Nigériennes et les Nigériens. (Office national d'édition et de presse, 3 septembre 2023)

Le porte-parole des bourgeois cléricaux enjoint à la population d'obéir à la junte militaire.

L'histoire nous enseigne qu'à chaque fois qu'un peuple et ses dirigeants font bloc autour de la défense des intérêts stratégiques, ils sortent victorieux face aux ennemis. C'est pourquoi le CUAFFVC a invité toutes les forces vives de la nation à faire bloc derrière nos militaires regroupés au sein du CNSP. (Boulamine Moustapha, 1 septembre 2023)

L'histoire a surtout confirmé l'avertissement d'un dirigeant de l'Internationale communiste (1919-1923).

Quant aux États et nations arriérés, il faut tout particulièrement avoir présent à l'esprit... la nécessité de lutter contre le clergé et les autres éléments réactionnaires et moyenâgeux... ; contre le panislamisme et autres courants analogues..., contre la tendance à parer des couleurs du communisme les courants de libération démocratique bourgeois des pays arriérés. (Vladimir Lénine, *Première ébauche de thèses sur la question nationale et coloniale*, 5 juin 1920)

Le lendemain 2 septembre, la manifestation du M62, plus massive, plus bruyante et plus jeune, encercle la base de l'armée française. Aucun orateur ne se soucie de la présence militaire américaine. Parmi eux, figure le ministre du commerce et de l'industrie nommé par la junte.

Présent à ce mémorable évènement révolutionnaire, le ministre du Commerce et de l'Industrie du Niger, M. Seydou Asman accompagné des opérateurs économiques, est venu, apporter son soutien... Et aucun nigérien ne doit rester à la traîne dans cette marche vers la souveraineté. Pour le ministre cette mobilisation est le point de départ de la plus grande révolution de notre

pays, parce que dit-il, beaucoup de choses vont être revues pour que ça puisse uniquement profiter au peuple. (Office national d'édition et de presse, 3 septembre 2023)

Dans son discours, la trésorière du M62 avalise la fable complotiste selon laquelle les djihadistes sont créés et armés par l'État français.

Nous nous sommes réunis ici, hommes, femmes, civils et militaires pour un seul objectif qui est le Niger... Ce ne sont pas ces terroristes qui nous combattent parce qu'ils ne peuvent pas faire ce massacre de centaines de morts civils et militaires... Ce terrorisme ne vient pas du ciel, ça ne pousse pas de la terre, ça a été créé par la France, autrement, nous ne pouvons pas comprendre quelqu'un qui n'a jamais été à l'école faire des armements, des munitions, faire des embuscades. (Souleymane Falmata Taya, 2 septembre 2023)

Loi des gestes médiatiques, l'extraction d'uranium par Orano continue.

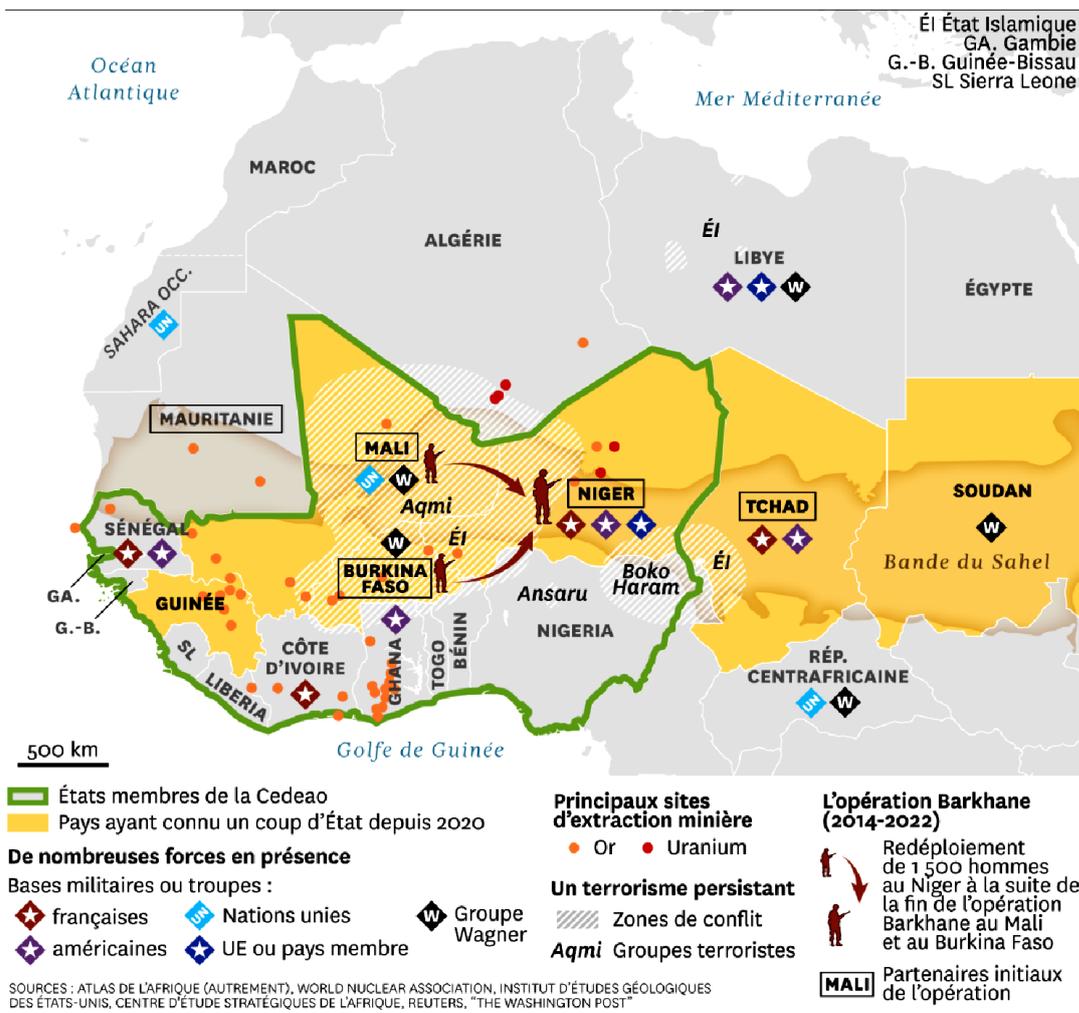
Les autres puissances impérialistes jouent leur carte

L'impérialisme russe a pris pied au Centre-Afrique en 2018, au Mali en 2022. En retour, l'armée capitaliste privée Wagner pille les ressources naturelles, à son compte et à celui de l'État russe. Le 11 août, la Russie met en garde contre toute tentative de déloger les putschistes.

La Chine est de plus en plus influente en Afrique, où elle dispose d'une base militaire. Elle est le premier fournisseur de biens au Niger et le deuxième investisseur derrière la France. Le gouvernement Xi est pris par surprise par le coup d'État, qu'il ne condamne pas. Le 4 septembre, à l'issue d'un entretien avec le premier ministre du gouvernement nommé par la junte, l'ambassadeur annonce que son pays est prêt à servir de médiateur.

Les États-Unis sont très présents militairement. Leur principale préoccupation est d'empêcher la Russie de supplanter la France. Le gouvernement Biden condamne le renversement du président, mais sans le qualifier de coup. Il poursuit, comme l'ONU, l'aide humanitaire. Le 7 août, il envoie la vice-ministre des affaires étrangères (« sous-secrétaire d'État ») Nuland s'entretenir avec la junte à Niamey. Le 9 août, le ministre des affaires étrangères Blinken rappelle à l'ordre le Niger, la Cedeao et la France en demandant une « résolution pacifique » de la crise.

L'Allemagne tente de prendre une place en Afrique. Le chancelier Scholz a ainsi visité, en mai 2022, le Niger, le Sénégal et l'Afrique du Sud, le ministre de l'économie, Habeck, s'est rendu en Namibie et en Afrique du Sud en décembre 2022, en février 2023 le ministre des finances, Lindner, est allé au Mali et au Ghana, etc. Après le coup, l'UE suit la France et décide de sanctions. Au fil du temps, la Suède et l'Allemagne se sépa-



rent de la France et se prononcent clairement contre toute intervention militaire, même africaine, une option que la France encourage. L'ambassadeur allemand n'est pas menacé d'expulsion.

Indépendance de classe et solidarité internationale des travailleurs !

Au Niger, la classe ouvrière doit apparaître comme classe, lutter contre toutes les exploitations et oppressions, s'opposer à la réaction islamiste sous toutes ses formes, arracher la lutte contre l'impérialisme des mains des généraux corrompus et impotents. Pour y parvenir, la classe ouvrière a besoin de créer un parti ouvrier révolutionnaire dont les mots d'ordre immédiats seraient :

- fermeture de toutes les bases militaires !
- aucune censure de la junte sur les informations !
- rupture des syndicats de travailleurs salariés avec la junte !
- création de milices ouvrières et paysannes contre les djihadistes et les menaces d'intervention
- annulation de la dette publique envers le FMI, la BM, les grandes puissances !
- contrôle ouvrier sur la production et l'exportation d'or, d'uranium et de pétrole !

Dans les États voisins, les travailleurs doivent se lever pour protéger le peuple nigérien et ouvrir la voie, avec

eux, d'une véritable démocratie basée sur les conseils ouvriers et paysans :

- aucune menace d'intervention militaire de la Cedeao au Niger !
- fin immédiate des sanctions !
- dehors, toutes les troupes étrangères !
- abolition des frontières coloniales par une fédération socialiste d'Afrique du Sahel !

En France, dans un pays où la classe ouvrière compte des milliers de travailleuses et travailleurs d'origine nigérienne (et où des centaines de jeunes nigériens étudient), les partis ouvriers, les syndicats de salariés et les syndicats étudiants doivent prendre position contre leur bourgeoisie rapace et son gouvernement :

- retrait des troupes françaises du Niger ! Fermeture de toutes les bases militaires françaises !
- fin des sanctions contre le Niger ! Annulation de la dette envers les banques et l'État français !
- liberté de circulation et d'établissement des travailleurs et étudiants nigériens !

9 septembre 2023

Collectif révolution permanente
 (Argentine, Autriche, Espagne, France, Turquie)



CoREP

NON À L'INVASION, À L'OCCUPATION, À L'ANNEXION ET L'ÉPURATION ETHNIQUE DE L'ARTSAKH (HAUT-KARABAKH) !

10 OCTOBRE

Le 19 septembre, l'armée azerbaïdjanaise a commencé une opération d'occupation sous prétexte de restaurer l'ordre constitutionnel et lutter contre le terrorisme. Le Haut-Karabakh en litige entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan depuis environ 35 ans est redevenu le terrain d'une guerre de haute intensité, après les conflits de 1988-1994 et de 2020. Le boucher autocrate Aliyev avait clairement annoncé son intention plus d'une fois.

Seuls 120 000 Arméniens vivent au Haut-Karabakh. Soit ils accepteront notre présence et notre souveraineté, soit nous les détruirons. Nous installerons nos compatriotes sur ces terres.

Durant sa déclaration à l'occasion de ses 61 ans, Aliyev a clairement annoncé qu'après le Haut-Karabakh, ce serait le tour de l'Arménie d'être envahie.

Le 20 septembre, avec l'occupation du Haut-Karabakh, les massacres, l'invasion et les opérations de nettoyage ethnique se sont accélérés. Aujourd'hui, la presque totalité de la population arménienne de 120 000 habitants ont été exilés en Arménie. L'armée du boucher Aliyev est en train d'incendier et de détruire les bâtiments culturels et religieux arméniens (églises, écoles, etc.).

Le Haut-Karabakh constitue une zone arménienne depuis très longtemps. Elle appartenait au premier royaume arménien connu dans l'histoire. Depuis 2 500 ans, l'écrasante majorité de la population a toujours été constituée par des Arméniens.

Le processus en cours n'est rien d'autre que l'arrachage et l'expulsion d'un peuple des terres où il vivait depuis 2 500 ans. Il s'agit de la destruction de l'héritage historique et culturel. Il s'agit de l'effacement de

toute trace dans cette région comme si elle n'avait jamais eu lieu.

Le processus en cours est une occupation, une invasion, un exode massif et un génocide. Comme en 1915, devant les yeux du monde entier et accompagné d'un silence de mort, la nation arménienne fait face à un exode et un nettoyage ethnique. Ce qui a lieu au Haut-Karabakh est le résultat inévitable des politiques belliqueuses menées par les États régionaux d'un côté, et de la rivalité impérialiste globale de l'autre.

À l'époque impérialiste, la paix est le nom de la pause qui sert à préparer des nouvelles guerres. Les guerres, les occupations, les invasions, les exodes, les pogromes et les génocides sont la nourriture fondamentale du système impérialiste-capitaliste. Il est possible de voir dans le contexte particulier du Caucase du Sud que le système pourrissant impérialiste-capitaliste fondé sur les États-nations est le principal obstacle devant la possibilité de vie en paix de l'humanité.

Le revers de l'époque de l'impérialisme est qu'elle est aussi celle de la révolution prolétarienne. Et c'est là que se noue le point principal de la solution définitive à la question du Haut-Karabakh.

Les frontières artificielles tracées autour d'une table par des dirigeants, le droit international, les revendications historiques de territoires n'ont aucune légitimité aux yeux des communistes internationalistes que nous sommes. Le fait que selon le droit international, le Haut-Karabakh soit considéré comme un territoire azéri ne change en rien la réalité selon laquelle l'Azerbaïdjan est l'envahisseur. À l'époque de l'URSS, le Haut-Karabakh était une région autonome rattachée à l'Azerbaïdjan, en 1988 le peuple du Haut-Karabakh a choisi de se rattacher à l'Arménie suite à un référendum, l'URSS est intervenue militairement face à cet événement et a ratta-

ché d'abord le Haut-Karabakh à sa souveraineté, puis l'a remis à l'Azerbaïdjan.

En 1991, le peuple du Haut-Karabakh a déclaré son indépendance suite à un référendum qu'il a organisé puis a constitué son propre gouvernement. L'Azerbaïdjan, qui ne l'a pas reconnu, a mené une intervention armée. Entre 1991 et 1994, la région du Haut-Karabakh s'est transformée en une zone de guerre avec l'Arménie. Depuis 1991, l'Artsakh était un État qui avait son propre gouvernement. Cependant, aucun pays n'a reconnu cet État. Les pays impérialistes et les États régionaux, comme ils ne respectaient pas le droit à l'autodétermination du Haut-Karabakh, ont préparé le terrain à l'élargissement de la guerre, au pourrissement de cette question.

Aujourd'hui, les gouvernements azéri et turc ou la presse mondiale affirment que le Haut-Karabakh a hissé le drapeau blanc suite à une opération de 24 heures de l'armée azerbaïdjanaise et qu'il n'y a pour ainsi dire pas eu de résistance. Ce récit cache le blocus de 9 mois qu'a subi le Haut-Karabakh et la manière dont les équilibres internationaux se sont transformés, elle omet comment les nouveaux équilibres mondiaux qui ont résulté de l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont joué en faveur de l'Azerbaïdjan. L'occultation de cette réalité fait les affaires à la fois de l'Azerbaïdjan, de la Turquie, de la Russie et de l'impérialisme occidental ; elle permet de dissimuler la politique annexionniste de l'Azerbaïdjan, le soutien à l'invasion de la Russie et de la Turquie et l'hypocrisie de l'impérialisme occidental.

Suite à la guerre du Haut-Karabakh en 2020, le contrôle du corridor de Latchine qui permet de relier la région à l'Arménie a été laissé à la Russie. Cette dernière remplissait le rôle d'une « force de paix » responsable de garantir les passages. Depuis décembre dernier, la Russie a progressivement transféré le contrôle de ce corridor à l'Azerbaïdjan. Ce dernier a imposé des limitations et a empêché le passage entre le Haut-Karabakh et l'Arménie, condamnant ainsi le peuple du Haut-Karabakh à vivre dans une prison coupée du monde extérieur.

Les 120 000 Arméniens du Haut-Karabakh n'ont pas eu accès aux denrées de base, que le pain a été rationné, qu'en raison d'une pénurie de carburant les véhicules ne fonctionnaient plus et que les gens étaient obligés de marcher des kilomètres afin de faire la queue pour obtenir du pain. Dans la région, la pénurie alimentaire, de médicaments, de produits hygiéniques et de carburant a atteint des niveaux graves. Les responsables du Haut-Karabakh ont déclaré que durant les 9 derniers mois, un mort sur trois était dû à une alimentation insuffisante. Le corridor de Latchine a subi un blocus de la part de l'Azerbaïdjan qui a prétendu que le corridor était utilisé pour procurer des armes à des groupes illégaux et qu'il servait à des activités de minages illégaux.

Lorsque le peuple du Haut-Karabakh a été entraîné dans un tourbillon de famine, de misère et de mort par le régime d'Aliyev, ni la Russie, ni les États impérialistes occidentaux n'ont élevé la voix. À part quelques appels et de messages de condamnation faiblards de la part des impérialistes occidentaux, aucune action concrète n'a été entreprise. Cette situation a encouragé le régime d'Aliyev à renforcer son blocus sur le corridor de Latchine.

Poutine a offert le Haut-Karabakh à l'Azerbaïdjan, car il a concentré toute son attention sur l'Ukraine. Elle essaye de briser l'embargo qui lui est imposé via l'Azerbaïdjan et la Turquie. Par conséquent, elle n'a pas voulu remettre en question ses relations avec ces deux États.

Quant aux puissances impérialistes d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest qui mettent toujours en avant les droits de l'homme, la démocratie et le respect de la souveraineté nationale, leur hypocrisie a été nettement démasquée une fois de plus. En raison de l'embargo imposé à la Russie avec la guerre en Ukraine, des problèmes d'approvisionnement en gaz naturel et en pétrole sont apparus en Europe. Le manque est compensé par l'Azerbaïdjan. Lorsque les intérêts sont en jeu, les discours sur les droits de l'homme, la démocratie et la paix sont remis au placard. Si l'Europe capitaliste a besoin du gaz naturel et du pétrole azéri, le fait que le peuple du Haut-Karabakh soit victime d'exode forcé ou de génocide n'a aucune importance. L'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, etc. ne font état des droits de l'Homme, de démocratie, de paix, de respect de la souveraineté nationale que s'il s'agit d'affaiblir l'impérialisme russe ou un autre rival.

Le comportement de la Russie et de l'UE le prouve encore une fois : aucun État impérialiste ne sera jamais un ami fiable ni pour les peuples opprimés, ni pour la classe ouvrière.

Depuis que le gouvernement de Pachinian est arrivé au pouvoir en Arménie, il n'a pas voulu dépendre uniquement de la Russie, il a tenté de développer ses relations à l'ouest et à mener une politique d'équilibre entre les États-Unis et la Russie. Cependant, cette stratégie a échoué.

Depuis 30 ans, le gouvernement d'Azerbaïdjan a investi des sommes records dans l'armement, il tire sa légitimité politique de l'hostilité aux Arméniens et le projet de reconquérir le Haut-Karabakh. Les armes achetées pendant ces 30 dernières années l'ont été en grande partie à la Russie.

Bien que l'Arménie soit membre de l'Organisation de sécurité collective dont la Russie est au centre et qui se positionne comme alternative à l'OTAN, cette année elle n'a pas autorisé de manœuvres militaires sur son territoire sous la direction de la Rus-

sie. Pachinian avait affirmé dans une déclaration au journal italien *La Repubblica* que « La Russie s'était retirée du Caucase du Sud ».

L'Iran est l'alternative la plus proche, mais la moindre alliance avec ce pays signifierait la rupture des relations avec l'Union européenne et l'impérialisme occidental.

Aujourd'hui, la souveraineté nationale de l'Arménie se trouve menacée. Elle ne compte ni pour la Russie, ni pour les États-Unis.

La Russie, quant à elle, ne cherche qu'à se dégager un espace et transformer l'Arménie en colonie sous son contrôle en prétextant protéger contre les menaces de l'Azerbaïdjan et de la Turquie. Le député de la Douma Yevgens Fedorov a déclaré que « *l'Arménie ne sera désormais plus un État indépendant. Nous allons reprendre le contrôle de l'Arménie et elle fera partie de la Russie.* »

La Turquie et l'Azerbaïdjan, eux, cherchent, comme depuis 1915, à créer une Arménie sans Arméniens avec une politique turaniste [panturque qui vise à la captation de tous les peuples turcophones par l'État bourgeois turc]. Et cela signifie expulsion, nettoyage ethnique et génocide.

Ni Pachinian qui mise sur l'impérialisme occidental, ni ses opposants qui misent sur l'impérialisme russe ne peuvent libérer l'Arménie du piège de la domination étrangère. L'unique moyen de se libérer de ce blocus passe par la rupture avec l'impérialisme et le capitalisme, par la construction de la Fédération socialiste du Caucase. Seules les révolutions socialistes constituent la solution pérenne et réaliste pour la zone du Caucase qui s'est transformée comme le Proche-Orient voisin en une zone de rivalités impérialistes et qui avance à grande vitesse vers des affrontements ethniques pour des intérêts impérialistes. La clé de cette solution se trouve entre les mains de la classe ouvrière du Caucase. Et l'unique outil pour cela est le parti communiste révolutionnaire international. Tant que la question de la direction communiste internationaliste ne sera pas résolue, toutes les destructions par le système impérialiste capitaliste continueront.

En 2018, contre l'ordre établi pourrissant des oligarques une lutte des masses travailleuses dans les rues



au vu le jour. En l'absence d'une direction révolutionnaire, Pachinian a rempli ce vide et a utilisé cette montée des masses comme une courte échelle pour arriver au pouvoir. Il a qualifié son arrivée au pouvoir de « révolution ». L'Arménie est entrée dans une crise politique de laquelle il est impossible de s'extirper. Sa souveraineté nationale est menacée et de plus, ses portes ouvertes sur le monde se referment, elle entre dans un processus d'isolement et de solitude dans l'arène internationale. Pachinian transforme le pays en un pion utile de l'impérialisme occidental dans le Caucase et ce faisant, il glisse vers l'autoritarisme. Quant aux opposants, ils n'ont aucune perspective concrète autre que restaurer les relations avec la Russie et se transformer en un pion fidèle de Poutine. Ces deux cliques bourgeoises ne parviennent à offrir d'autre avenir aux travailleurs d'Arménie que la pauvreté, l'exploitation, la misère, le chômage, la répression étatique et le placement de la souveraineté nationale sur une table de casino.

Suite à l'invasion du Haut-Karabakh, l'exploitation capitaliste, le chômage, la pauvreté, la crise politique et la répression de l'État iront en s'accroissant. En raison des migrations de masse venant du Haut-Karabakh, des problèmes de logement, de chômage et d'accès aux nécessités vitales fondamentales se feront vivement sentir. L'opposition à Pachinian et la colère augmentent à grande vitesse dans le pays.=-

C'est précisément là qu'il existe un besoin pour la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière d'Arménie. Le seul élément qui possède la force de sortir de ce dilemme est cette classe ouvrière. Et l'unique moyen pour ce faire est de construire un parti ouvrier révolutionnaire sur la base du programme communiste internationaliste, qui s'enracinera au sein de la classe ouvrière en mettant en avant le pouvoir des travailleurs en Arménie et la Fédération socialiste du Caucase. La construction de partis ouvriers révolutionnaires dans tout le Caucase est l'outil indispensable pour faire cesser toutes les destructions de l'impérialisme et pour-un rassemblement de peuples libres et égaux.

Non à la guerre entre les peuples, non à la paix entre les classes ! L'Azerbaïdjan envahisseur, hors du Haut-Karabakh !

Reconnaissance du droit du peuple du Haut-Karabakh à déterminer son avenir ! Il faut donner la possibilité à tous les peuples expulsés du Haut-Karabakh à revenir dans leur pays !

À bas les dictatures d'Aliyev, de Poutine et d'Erdogan !

Vive la Fédération socialiste du Caucase !

10 octobre 2023

Collectif révolution permanente
(Argentine, Autriche, Espagne, France, Turquie)



CoReP

POUR LA DÉFENSE DU PEUPLE PALESTINIEN ! POUR UN PROGRAMME ET UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE EN PALESTINE !

13 OCTOBRE

Chaque jour nous apporte la preuve que le sionisme est incapable de résoudre la question juive. Le conflit entre Juifs et Arabes de Palestine prend une tournure de plus en plus tragique et menaçante. (Trotsky, 18 janvier 1937)

Samedi 7 octobre, la barbarie a franchi un nouveau pas en Palestine : d'abord par l'attaque du Hamas au sud-ouest d'Israël avec environ 1 200 personnes massacrées délibérément, pour la très grande majorité des civils, femmes, enfants, jeunes et personnes âgées, plus de 2 600 blessés et entre 100 et 150 personnes enlevées. Ensuite, par les bombardements incessants de l'armée israélienne sur les 2 millions de Palestiniens enfermés dans la bande de Gaza (41 km de long pour une largeur de 6 à 12 km), entraînant à cette heure plus de 1 300 morts et plus de 6 000 blessés, soumises à un blocus total, y compris des denrées vitales comme l'eau, le fioul indispensable pour produire de l'électricité, les médicaments... Les hôpitaux, débordés par le nombre de blessés, sont délibérément ciblés par l'armée israélienne. Une probable intervention militaire israélienne au sol dans l'étroite bande de Gaza surpeuplée entraînera inévitablement des milliers de morts et de blessés supplémentaires et des destructions innombrables.

L'origine de cette violence en Palestine, qui n'a jamais cessé, réside dans la colonisation de la Palestine à partir de 1882 par le nationalisme bourgeois juif (le sionisme) qui prétendait que la place des Juifs n'était ni en Europe ni en Amérique, mais seulement en Palestine, où existait une minorité juive en paix avec les Arabes musulmans et chrétiens. Le projet colonial n'était pas d'exploiter la main-d'œuvre arabe, mais de l'expulser et de la remplacer par un prolétariat juif, soumis par l'idéologie nationale à la nouvelle bourgeoisie.

L'impérialisme britannique a le premier soutenu le sionisme avec la déclaration Balfour de 1917 pour renforcer ses propres positions au Proche-Orient à l'issue de la

première guerre mondiale. Quand Hitler prit le pouvoir en Allemagne en 1933, l'État américain ferma ses frontières aux Juifs d'Europe. Le mouvement sioniste tenta de collaborer avec le régime nazi dans le but d'envoyer les Juifs allemands en Palestine. En vain. Avec la complicité de l'État britannique, le nationalisme juif mit sur pied en Palestine, à partir de 1920, des organisations terroristes (Haganah, Irgoun), pour intimider, assassiner et poser des bombes contre tous ceux qui leur résistaient.

Après la deuxième guerre mondiale, le génocide des Juifs d'Europe par l'impérialisme allemand, le sionisme devint prépondérant dans la diaspora juive, même si la plupart des Juifs d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord ne s'installèrent pas en Palestine. Les communistes internationalistes de la Ligue communiste révolutionnaire de Palestine et de la 4^e Internationale s'opposèrent évidemment à la colonisation.

En ce qui concerne la Palestine, la 4^e Internationale déclare que la répudiation totale du sionisme est un préalable pour une fusion des luttes des ouvriers juifs avec les luttes émancipatrices, sociales et nationales des travailleurs arabes. Elle déclare qu'il est profondément réactionnaire d'exiger une immigration juive en Palestine, comme il est réactionnaire, en général, de faire appel à l'immigration d'opresseurs dans les pays coloniaux. (Congrès de la 4^e Internationale, mai 1948)

En 1948, l'État d'Israël est fondé sur l'expulsion de 700 000 Arabes palestiniens de leurs terres, de leurs villes et villages, avec le soutien de l'impérialisme américain et de la bureaucratie stalinienne du Kremlin. La majorité du mouvement ouvrier juif (le Parti travailliste-Mapaï, le parti pro-stalinien Mapam, l'appareil syndical de la Histadrout) du nouvel État était sioniste. Le syndicat excluait les travailleurs arabes et le Mapaï fonda Israël. Le Parti communiste israélien (Maki), sous influence du Kremlin, accepta Israël.

Depuis cette date, il y a en Palestine un État colon, Israël, et un peuple colonisé, les Palestiniens, dont des centaines de milliers ont été parqués dans des camps dont plus de 1,5 million à Gaza. En outre, une partie de la population arabe de Palestine a dû s'exiler, le plus souvent dans des camps misérables du Liban, de Jordanie et de Syrie. Selon l'ONU, ils sont 4,7 millions à y survivre. Le sionisme devient un terrorisme d'État, utilisant systématiquement la violence militaire contre les Arabes. Contre cette oppression, le peuple palestinien n'a cessé de se lever. Mais il n'a jamais eu de direction politique prolétarienne et révolutionnaire. Après la fondation d'Israël et sa dotation de l'arme atomique avec l'aide de l'État français, la résistance est passée des mains des religieux musulmans aux nationalistes panarabes au discours vaguement socialiste regroupés dans l'OLP (Fatah, FPLP, FDLP...), liés en fait à tel ou tel régime nationaliste des États bourgeois de la région et à la bureaucratie de l'URSS.

Mais un de ces régimes, la Syrie, a convergé avec Israël, avec la monarchie de Jordanie mise en place par l'État britannique et l'aile chrétienne de la bourgeoisie du Liban appuyée par l'État français pour écraser la résistance palestinienne regroupée dans l'OLP. Avec la restauration du capitalisme en URSS en 1992, l'OLP a négocié avec Israël les accords d'Oslo sous l'égide de l'État américain en 1993 entérinant la partition de la Palestine entre deux États : en fait, la reconnaissance d'un État colonial surarmé et la création de deux bantoustans sans armée véritable.

C'est à ce moment-là que l'islamisme (Hamass, Djihad) est devenu populaire chez les opprimés en misant sur la religion et l'antisémitisme. Le Fatah, qui a choisi de devenir le larbin des États-Unis et d'Israël, conserve le gouvernement formel de la Cisjordanie (« l'Autorité palestinienne »), en refusant désormais toute élection ; le Hamass, initialement favorisé par Israël, a pris le contrôle de la bande de Gaza avec l'appui de la dictature des mollahs d'Iran (qui persécute les minorités kurde, arabe, azérie...), des émirs du Qatar (qui surexploitent féroce-ment des prolétaires palestiniens dans leurs frontières) et d'une partie de la bourgeoisie musulmane du Liban, en réprimant tous ceux qui se réfèrent au socialisme.

Parallèlement, la nature colonialiste, théocratique et raciste de l'État d'Israël s'est affirmée de plus en plus, en même temps que se développaient tous ses moyens militaires, de surveillance et de répression contre les Palestiniens. En 1977, pour la première fois, le gouvernement a échappé au Mapai (Parti travailliste), initialement majoritaire dans l'État colonial. L'organisation Matzpen qui rassemblait en 1962 des militants arabes et juifs contre le sionisme, qui tendait la main au FDLP et au FPLP dans les années 1970, a été disloquée par la répression.

Après la signature des accords d'Oslo de 1993, la Cisjordanie a été découpée dès 1995 en 3 zones aboutissant au contrôle total par Israël de 60 % du territoire, le nombre de colons n'a pas cessé d'augmenter et la Cisjordanie s'est transformée en une mosaïque d'implantations de

colonies étouffant peu à peu toute possibilité pour les Palestiniens. Ainsi, à partir de 2002, l'État d'Israël a érigé un mur de plus de 700 km empiétant sur les terres des Palestiniens de Cisjordanie et les soumettant à d'incessants contrôles et tracasseries pour se déplacer. Ainsi, l'implantation illégale de colonies, commencée en 1967, s'est-elle accélérée en Cisjordanie, puis autour de Jérusalem Est et sur le plateau du Golan, s'appropriant en toute illégalité les terres, les ressources en eau, avec la protection de l'armée. Par exemple, la loi fondamentale adoptée le 19 juillet 2018 établit comme un principe à valeur constitutionnelle la supériorité des droits des Juifs sur ceux des Arabes palestiniens résidant en Israël. Sous l'égide de Trump, en 2020, les accords d'Abraham ont consacré le rapprochement entre Israël et Bahreïn, les Émirats arabes unis, suivis par le Maroc et le Soudan tandis que des pourparlers sont en cours avec l'Arabie saoudite. La dictature militaire égyptienne ne fait pas mystère de son étroite coopération avec Israël et elle participe au blocus de Gaza en collaboration avec l'État sioniste.

Ainsi les accords d'Oslo, approuvés par l'OLP, appuyés par toutes les puissances impérialistes, encensés par les agents de la bourgeoisie dans la classe ouvrière (partis « réformistes », bureaucraties syndicales), se sont-ils avérés n'être qu'une duperie contre les Palestiniens. Comme l'avaient annoncé les communistes internationalistes, le mythe de la création de deux États coexistant pacifiquement s'est totalement fracassé sur la réalité des faits.

Enhardie par les avancées obtenues jour après jour contre les droits des Palestiniens à l'ombre des accords d'Oslo, la fraction la plus décidée de la bourgeoisie israélienne a décidé de passer à la vitesse supérieure. Le sixième gouvernement Netanyahu, mis en place le 21 décembre 2022, est une coalition entre le Likoud et des partis ultrareligieux et fascistes qui sont la pointe avancée du sionisme conquérant, très implantés chez les colons en Cisjordanie. Sur 120 députés à élire, les élections de novembre 2022 ont en effet attribué 32 sièges au Likoud et 32 sièges aux partis ultrareligieux et fascistes. Les noms de ces partis parlent d'eux-mêmes : le Shas (Séfarades orthodoxes pour la Torah), le Parti sioniste religieux, le Judaïsme unifié de la Torah, Otzma Yehudit (Force juive, nouveau nom du parti Kach classé comme organisation terroriste par les États-Unis et l'Union européenne) et enfin Noam (Plaisir -sic !- fondé sur la haine envers les LGBT et autres minorités sexuelles). D'ailleurs, sur 40 ministres et ministres délégués, les partis ultrareligieux et fascistes détiennent 20 postes, et non des moindres, allant d'un poste de vice-premier ministre à celui de la sécurité nationale, de l'Intérieur à celui des Finances en passant par la Santé, la Construction et le Logement, par un ministre adjoint à celui de l'Éducation pour défendre dans les programmes « l'identité juive nationale » ainsi qu'un poste spécialement créé pour le développement des colonies dans la zone C. La zone C ainsi définie par les accords

d'Oslo de 1995 représente en fait les territoires occupés soit 60 % de la Cisjordanie.

Une des principales figures de ces partis fascistes, Smotrich, chef du Parti sioniste religieux, ne cachait pas ses intentions quand il annonçait dans un document programmatique qu'il fallait imposer un « Grand Israël », donc en finir avec la fiction des deux États, et liquider tout espoir des Palestiniens à constituer leur État. En renforçant la colonisation d'abord :

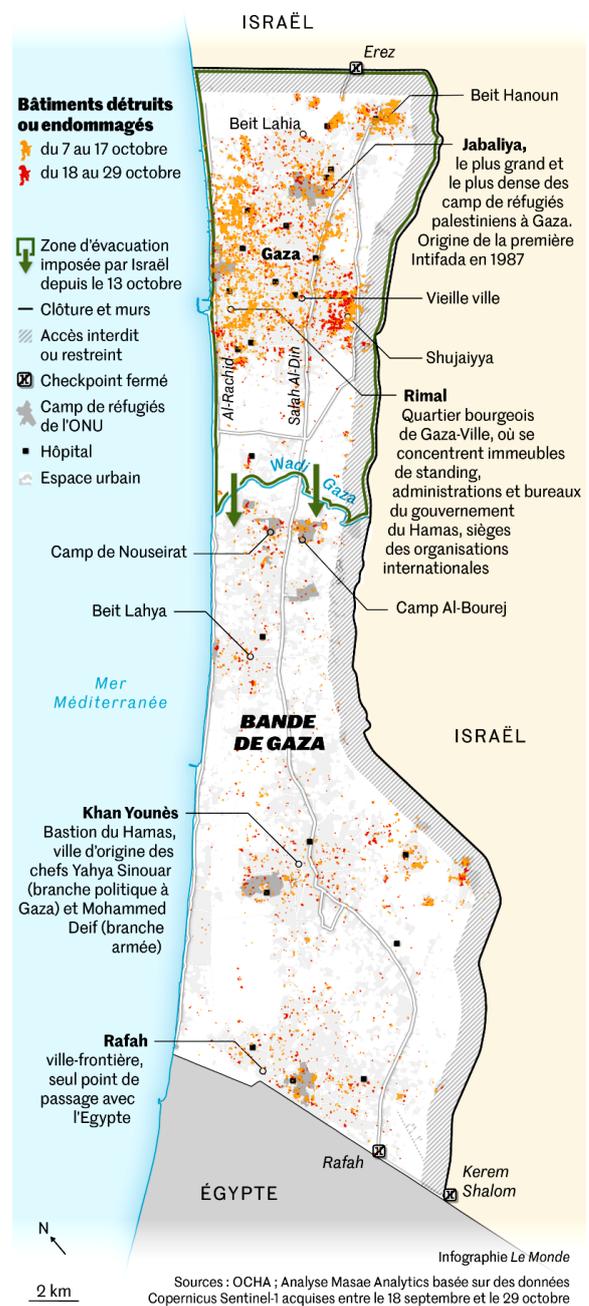
Nous préciserons que notre ambition nationale d'un État juif du fleuve à la mer est un fait accompli, un fait qui ne se discute ni se négocie. Cette étape sera réalisée par un acte politico-juridique d'imposition de la souveraineté sur toute la Judée et la Samarie, et par des actes de colonisation concomitants : l'établissement de villes et de villages, la mise en place d'infrastructures comme il est d'usage dans le « petit » Israël et l'encouragement des dizaines et des centaines de milliers d'habitants à venir vivre en Judée-Samarie. De cette façon, nous pourrons créer une réalité claire et irréversible sur le terrain. (Un seul espoir, 2017)

Ce processus qui est en cours depuis plusieurs années s'est encore renforcé depuis l'installation du dernier gouvernement alliant Likoud avec les fascistes et les fanatiques religieux. Des villages palestiniens sont régulièrement attaqués par les colons et les raids meurtriers de l'armée israélienne se multiplient. Le but définitif annoncé est d'écraser militairement les tentatives de résistance, de faire émigrer les Palestiniens récalcitrants et de priver de la quasi-totalité des droits politiques ceux qui accepteraient de rester, comme le droit d'élire des députés à la Knesset. Tout cela n'est pas très démocratique ? Qu'importe, Smotrich a d'autres valeurs :

L'État d'Israël a été fondé par la force de la croyance en la justice de l'histoire biblique, et par la force de l'accord des nations du monde -à un moment historique rare - pour réaliser la vision et restituer la Terre d'Israël au peuple d'Israël [...] Cette croyance en la justice de notre cause est vitale, et ceux qui en sont dépourvus auront en effet du mal à défendre l'exigence que les Arabes de Judée et de Samarie abandonnent leurs ambitions nationales au profit des nôtres. (Un seul espoir, 2017)

Ce qui a changé depuis, c'est que son auteur et ses comparses sont aujourd'hui au gouvernement à égalité et main dans la main avec le Likoud, que Smotrich est ministre des Finances et vice-président de la Knesset... Si Netanyahu avait entrepris de limiter les pouvoirs de la Cour suprême, c'était bien sûr pour éviter de se voir poursuivi, lui et ses acolytes véreux, pour divers délits de corruption. Mais aussi pour avoir les coudées franches dans son entreprise contre les Palestiniens et ne pas risquer d'être censuré par des avis de quelques juges un peu moins sous l'emprise de la « justice biblique » que son gouvernement et pouvant estimer ses mesures « déraisonnables ».

Les organisateurs de Hofshim be Artzenou (Libres dans notre patrie) des manifestations massives contre la réforme de la Cour suprême (300 000 personnes au total le 25 février) se sont cantonnés à la défense de la démocratie de l'État colonial et ont brandi le drapeau israélien, excluant volontairement toute participation d'organisation de défense des droits des Palestiniens, sans jamais remettre en cause la politique colonisatrice de l'État d'Israël. Néanmoins, en profitant des manifestations, des associations ont attaqué la colonisation et brandi l'État le drapeau palestinien à Tel-Aviv et à Jérusalem. En outre, la grève des réservistes affaiblissait le principal instrument du colonialisme, l'armée israélienne, spécialement dans l'aviation.



La politique déjà adoptée par la guérilla panarabe des années 1970 contre les civils juifs, reprise par le Hamas ces dernières années et qu'il vient de mener encore plus loin est impuissante à détruire Israël. Au contraire, elle renforce le chauvinisme et le racisme dans la population juive. Sans une hésitation, le Havoda (Parti travailliste ex-Mapaï), le Meretz (ex-Mapam) et la direction de la centrale syndicale Histadrout se rangent aujourd'hui derrière Netanyahou. Un cabinet de guerre d'union nationale vient d'être constitué entre le Likoud et le Parti de l'unité nationale ; les ministres fascistes religieux n'en font pas partie, mais c'est sans importance car c'est leur politique qui s'applique. La diaspora juive, qui se distancait du 6^e gouvernement Nétanyahou incorporant les fascistes, se ressoude à l'État colonial.

Aujourd'hui, une fraction du peuple palestinien est à nouveau victime du terrorisme étatique à grande échelle avec le blocus de Gaza, les bombardements incessants et la menace d'une invasion militaire meurtrière à Gaza. C'est à nouveau la population civile palestinienne, beaucoup plus que les dirigeants du Hamas, qui va payer le prix du sang sous les bombardements, avec la huitième opération militaire israélienne sur Gaza en dix ans. Pour la résistance palestinienne qui a pris les armes, c'est l'impasse. Les forces militaires israéliennes sont beaucoup plus puissantes que les combattants palestiniens avec tout un arsenal d'équipements militaires alliant l'aviation aux blindés, etc.

Si les travailleurs conscients du monde entier sont aux côtés de tout peuple opprimé, quelle que soit sa direction du moment, cela ne suffit jamais. Pour ouvrir une perspective au peuple palestinien, il faut avant tout un programme politique révolutionnaire.

- Contre la majorité des réformistes (et aussi d'organisations « trotskystes » comme LO/France, le SP/Grande-Bretagne, le PO/Argentine, l'AWL/Grande-Bretagne, le POI/France...), il faut en finir avec le mythe de la constitution d'un État palestinien dans les quelques lambeaux de territoires morcelés qu'Israël n'a pas encore annexés, totalement inviable et qui consacre la colonisation de la Palestine. Toute solution démocratique passe par le démantèlement préalable de l'État sioniste, un État d'apartheid, belliciste et instrument des puissances impérialistes occidentales en Asie de l'ouest.
- Contre quelques débris du stalinisme (et aussi de nombreux courants centristes comme la QI palestinienne, la FT-QI, l'UIT-QI et la LIT-QI moréniennes, la QI-WSWS healyste...), il faut en finir avec le prétendu front uni antiimpérialiste avec les islamistes du Hamas, avec les régimes bourgeois réactionnaires arabes, perse ou turc.
- Ceux-ci se retournent au gré de leurs intérêts et des pressions des différents impérialismes. Au con-

traire, la classe ouvrière du monde entier doit soutenir les luttes des travailleurs, des femmes et des minorités nationales de la région, aux prises avec leur gouvernement corrompu jusqu'à la moelle comme au Liban, contre la dictature comme en Syrie et en Iran, contre les princes et les monarchies d'Arabie saoudite et de Jordanie... Il faut en finir avec la soumission à la bourgeoisie palestinienne, que ce soit son aile cléricale, misogyne et antisémite financée par les ayatollahs et les émirs, son aile compradore, dépendante d'Israël.

Il faut un parti ouvrier révolutionnaire pour unir le prolétariat, l'arracher au sionisme et à l'islamisme. Les travailleurs palestiniens doivent nouer des liens fraternels avec les éléments conscients du prolétariat israélien. Le prolétariat israélien ne peut exister comme classe et mener une lutte contre sa bourgeoisie qu'en reconnaissant les droits démocratiques et nationaux des Arabes palestiniens, dont le premier est le droit au retour. Les mots d'ordre du prolétariat conscient sont donc :

- libération de tous les combattants arabes, unité de la Palestine,
- égalité de tous les Palestiniens (juifs et arabes ; hommes et femmes ; musulmans, juifs, chrétiens, athées), séparation de l'État et des religions,
- droit des travailleurs hébreux dans ces conditions de vivre en Palestine,
- gouvernement des travailleurs, expropriation des groupes capitalistes.

La seule force sociale capable d'établir une Palestine unifiée, démocratique, laïque où pourront vivre tous ceux qui le veulent à égalité de droits est la classe ouvrière arabe, juive, turque, kurde, perse... de la région qui abolira les frontières héritées de la colonisation et instaurera la fédération socialiste du Proche-Orient.

Toutes les puissances impérialistes ont réaffirmé leur soutien à Israël et à « son droit à se défendre ». Mais le droit du peuple palestinien à se défendre contre le sort qui lui est réservé depuis 1948 est totalement ignoré, même par celles qui ont défendu le droit de l'Ukraine à exister contre l'État russe qui voulait l'annexer. Plus que jamais, l'antisionisme est volontairement assimilé à de l'antisémitisme par les gouvernements bourgeois et les manifestations de solidarité avec le peuple palestinien sont parfois interdites.

Une campagne de front unique rassemblant toutes les organisations ouvrières, syndicats et partis, doit donc se développer au plan international en défense de tout militant et organisation antisioniste, contre toute livraison d'armes à Israël et en solidarité avec le peuple palestinien.

16 octobre 2023

Collectif révolution permanente
(Argentine, Autriche, Espagne, France, Turquie)

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

GMI/FRANCE

DEMANDE D'ADHÉSION AU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

16 AVRIL

Objet : construire une organisation communiste révolutionnaire

Chères camarades, chers camarades,

Le Conseil constitutionnel a validé le 14 avril l'essentiel de la loi contre les retraites que Macron s'est empressé de promulguer dans la nuit. Même si la colère est grande chez les travailleurs comme dans la jeunesse, la bourgeoisie va probablement remporter une victoire supplémentaire, malgré une mobilisation très importante de plus de trois mois. Parmi ses représentations politiques, le RN semble renforcé au détriment de LR et de Renaissance.

Un bilan devra être tiré. En effet, ce n'est pas la combativité qui a manqué, ni le nombre des manifestants, ni la profondeur de la mobilisation jusque dans les petites villes. Mais force est de constater que la classe ouvrière n'a pu imposer la grève générale en débordant le dispositif mis en place dès le début par les chefs syndicaux et les partis ouvriers bourgeois. Ce dispositif a consisté :

D'une part à convoquer la kyrielle de journées d'action assorties de grèves saute-moutons parfaitement inoffensives pour le gouvernement et la bourgeoisie, assorties de grèves reconductibles dans les secteurs les plus en pointe qui les ont laissés isolés.

D'autre part à tenter de faire croire que l'affaire pouvait se régler par la discussion parlementaire, les amendements, la motion de censure avec des partis bourgeois, la saisine du Conseil constitutionnel et maintenant le référendum, bref dans le cadre du respect du parlementarisme et de la Constitution gauloise.

En se dressant contre la grève générale, en multipliant les impasses et les diversions, les appareils contrerévolutionnaires du mouvement ouvrier ont protégé le

gouvernement d'une irruption révolutionnaire qui, bien au-delà de l'obliger à capituler sur les retraites, l'aurait menacé dans son existence-même et aurait pu poser la question du renversement de l'État bourgeois, d'un autre gouvernement, d'un gouvernement des travailleurs qui en finisse avec l'exploitation et la recherche du profit.

Ce qui a manqué, c'est un parti ouvrier révolutionnaire du type du Parti bolchevik, ou au moins une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste suffisamment forte à l'échelle nationale pour déjouer les manœuvres des partis « réformistes », pour aider les travailleurs à submerger les obstacles des bureaucrates syndicaux, pour s'organiser eux-mêmes pour contrôler leur propre mouvement et le défendre contre l'appareil répressif de l'État et les groupes fascistes, pour jeter les bases d'un autre pouvoir.

Le Groupe marxiste internationaliste a combattu pour la grève générale parce qu'il a pour programme la dictature du prolétariat et le socialisme mondial. Il lui est arrivé, dans cette voie, de collaborer avec le NPA-Jeunes comme à Lyon le 31 janvier.

En s'opposant à la coalition front populiste de la NUPES qui satellise la direction opportuniste du NPA-B, votre regroupement peut contribuer à la construction d'une organisation ouvrière révolutionnaire à l'échelle nationale. C'est pourquoi nous demandons à vous rejoindre comme courant.

Avec notre salut communiste révolutionnaire,

16 avril 2023

Direction nationale
du Groupe marxiste internationaliste



CoReP

LA RÉUNION INTERNATIONALE APPELÉE PAR LOTTA COMUNISTA À MILAN LES 15 ET 16 JUILLET 2023 : UN COUP D'ÉPÉE DANS L'EAU

5 AOUT

Lotta comunista (LC) est une organisation de taille significative qui se garde bien d'affronter la bureaucratie syndicale de la principale centrale italienne, la CGIL. LC ne se prononce pas pour l'ouverture des frontières aux travailleurs et aux réfugiés.

Le 22 janvier 2023, LC et 5 autres organisations italiennes lancent une invitation « à toutes les organisations qui s'inspirent des traditions internationalistes du mouvement ouvrier » qui n'est pas adressée au Collectif révolution permanente (CoReP, dont fait partie le Groupe marxiste internationaliste).

Le 5 mai, le CoReP et la Ligue pour la 5^e Internationale (L5I) sont invités sur proposition d'un des 6 associés italiens de l'initiative, le Partito Comunista dei Lavoratori (PCL).

Dès le 15 juillet, dans le local de LC de Milan, la réalité de la lutte des classes mondiale s'introduit dans le débat et opère un tri entre :

- une organisation qui justifie l'invasion russe de l'Ukraine (LQI),
- quelques unes qui, tout en condamnant l'invasion, considèrent que la Russie n'est toujours pas capitaliste (CIO, FTQI, PO/Argentine),
- une majorité pour qui il faut être neutre car il s'agirait d'une guerre entre puissances impérialistes (AMRCV/Italie, CC/Italie, CORQI, FIR/Italie, LC/Italie, LCR Tankyuha/Japon, NP/Russie, RC/Italie...),
- une minorité qui condamne l'invasion comme impérialiste (CoReP, IS, L5I, LIS, PCL/Italie, RSO/Allemagne, UITQI).

La représentante RP de la FTQI présente un récit du mouvement de défense des retraités en France qui n'a que peu de rapport avec la réalité.

Le représentant de LC/Italie se vante que son gourou avait prévu, dès 1954, que la Chine, déjà capitaliste [sic], deviendrait une grande puissance impérialiste. Puis, sans diplomatie aucune, il lance une charge frontale contre ce qu'il appelle le trotskysme.

Le PCL et la L5I ayant refusé de proposer un texte commun à l'ouverture de la réunion, la porte-parole du CoReP soumet une proposition de résolution le 15 juillet. Ce texte figure sur le site du CoReP, ainsi que les deux interventions de sa représentante.

Le 16 juillet, au nom des 6 organisateurs, un dirigeant de Lotta comunista décrète que la situation permet de continuer à débattre mais que « les conditions ne sont pas réunies pour adopter une résolution qui ait un sens ».

Le responsable de CR qui parle au nom du NPA-R n'a pas un mot pour défendre l'héritage du Parti bolchevik, de l'Internationale communiste, de la 4^e Internationale.

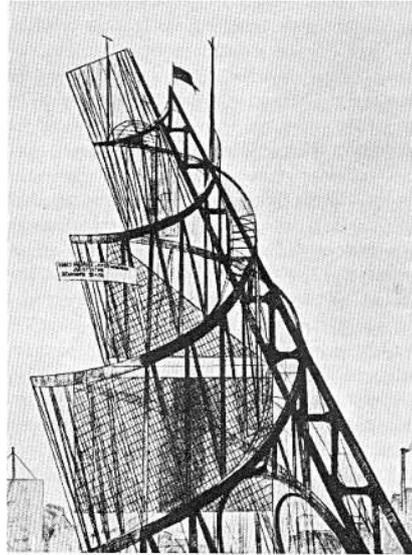
Heureusement, plusieurs orateurs ripostent à l'offensive contre le trotskysme (UITQI, L5I, RSO/Allemagne, PCL...).

Le Comité promoteur ne soumet pas le projet du CoReP au vote. La proposition des 6 organisateurs italiens se borne à un nouvel appel, reprenant les termes du premier, pour convoquer une deuxième rencontre dans 6 ou 12 mois.

Seul le représentant du PO/Argentine (qui mise en Italie sur d'autres forces que LC et le PCL) et celle du CoReP disent la vérité : la rencontre de Milan ne débouche sur rien.

5 aout 2023

Bureau international du CoReP



CoReP

CONSTRUIRE UNE NOUVELLE INTERNATIONALE (DÉBAT ENTRE CoReP, L5I, OTI, RSO/ALLEMAGNE AU CAMP DE LA L5I À BERLIN)

15 AOUT

Intervention du représentant du CoReP

Merci à la Ligue pour la Cinquième Internationale pour l'invitation à ce camp d'été et pour nous donner l'opportunité d'avoir cette discussion.

Le mode de production capitaliste, fondé sur le profit, est en train de détruire l'environnement humain. Les crises économiques sont récurrentes, provoquant encore plus de chômage et de pauvreté. Les États bourgeois détruisent les conquêtes sociales, restreignent les libertés... Les partis politiques de la bourgeoisie cherchent des boucs émissaires en s'appuyant sur la religion, le racisme, l'homophobie...

L'impérialisme russe a envahi l'Ukraine, et Poutine a attribué l'indépendance de l'Ukraine à une trahison du Parti bolchevik. En raison du sentiment national et du manque de motivation des troupes russes, l'Ukraine n'a pas été conquise. Le prolétariat russe peut mettre fin à la guerre, acquérir des libertés démocratiques et établir des relations fraternelles avec les minorités nationales et avec les peuples voisins.

Les Rohingyas sont persécutés par l'État birman. Le Cachemire est victime de l'État indien. Les Kurdes sont une minorité opprimée par plusieurs États capitalistes. Israël poursuit sa brutale colonisation de la Palestine. L'État afghan a chassé les filles des écoles. L'État iranien impose le port du voile. Même dans le pays le plus avancé – économiquement et scientifiquement –, l'aile fascisante ou cléricale de la bourgeoisie restreint les droits à l'avortement.

Pourtant les trahisons répétées des partis « réformistes » et des bureaucraties syndicales corrompues ont aidé le capitalisme à survivre, à de nombreuses reprises, récemment leur refus d'appeler à la grève générale en France et en Grande-Bretagne. Le réformisme est le courant le plus influent du mouvement ouvrier. Il se compose des bureaucraties corrompues des partis social-patriotes et des syndicats. L'entrisme dans ces organisations est une option. Le front unique ouvrier concerne les organisations ouvrières. La stratégie communiste actuelle, c'est-à-dire la révolution permanente, s'oppose à tout type de front populaire, notamment dans les pays dominés avec le front unique anti-impérialiste

Il n'est plus dans le programme communiste depuis près d'un siècle. Lorsque le terme a été inventé par Zinoviev et Radek en 1922, il avait déjà été invalidé par le massacre du Parti communiste de Turquie par le régime nationaliste bourgeois. La contre-révolution menée en 1927 par le Guomindang en Chine a conduit l'Opposition de gauche internationale (de l'Internationale communiste) à substituer la stratégie de la révolution permanente au front unique anti-impérialiste. La réintroduction du front unique anti-impérialiste en 1951 par Pablo et Mandel a conduit à la trahison de la révolution bolivienne en 1952, lorsque la direction internationale a soutenu l'aile gauche du MNR nationaliste bourgeois.

Pour mettre fin à la marche vers la barbarie, les travailleurs conscients doivent se regrouper, en vue d'ex-

proprié le capital, de remplacer les États bourgeois par des gouvernements ouvriers fondés sur des conseils ouvriers, avec une planification de la production et de la distribution qui préserve la planète. Pour cela, il nous faut un programme d'action, un parti ouvrier authentique dans chaque pays, et une internationale communiste révolutionnaire à l'échelle mondiale.

Ceci reposera sur des dizaines de milliers de militants qui veulent renverser la bourgeoisie, affronter ses bandes armées et retrouver la voie de la révolution d'Octobre. La construction de l'internationale communiste et de ses sections en tant que partis ouvriers révolutionnaires résultera d'une longue lutte. Il s'agit de rassembler, avec patience, à l'échelle internationale et dans chaque pays, les militants communistes internationalistes, qu'ils viennent du soi-disant trotskysme, d'autres courants du mouvement ouvrier, ou du nationalisme des opprimés

Les questions de tactique nationale (sur l'activité dans les syndicats, sur le vote, sur l'opportunité de présenter des candidats...) ne peuvent être résolues que sur une base internationale, d'une façon centralisée et démocratique. Il s'agit de séparer ce qui dans le mouvement ouvrier est révolutionnaire de ce qui est opportuniste et sectaire. Les communistes sont pour la démocratie ou-

vière dans tout le mouvement ouvrier. C'est à partir de là que les organisations communistes travaillent ensemble pour la construction d'une internationale ouvrière révolutionnaire qui permettra la victoire définitive de la révolution socialiste, la libération de l'humanité de l'exploitation, ouvrira la voie au communisme-socialisme, vers une société d'abondance qui permettra l'épanouissement de tous.

Conclusion du représentant du CoReP

Un grand merci pour cette discussion. Les interventions des camarades ont donné beaucoup d'inspiration, avec de nombreuses questions importantes. Elles incluent la place de la jeunesse. C'est décisif, à la fois pour le présent et pour le futur, et il est essentiel d'avoir une organisation de jeunesse autonome, à la fois dans l'Internationale et dans chacune des sections.

Une camarade s'est interrogée sur le réformisme. Comment se délimiter ? Quelle position adopter ? Le réformisme fait référence à des partis et à des bureaucraties syndicales qui prétendent qu'il est possible de parvenir au socialisme par des réformes, au lieu de la révolution. Avant la 1^{re} Guerre mondiale, c'était une illusion, après la 1^{re} Guerre mondiale, c'est une trahison. Ce fut la démonstration pratique qu'aucun compromis ne peut être fait avec le capital, on le sait. Entre réformistes et révolutionnaires, il existe aussi des centristes qui vacillent entre les deux, ni réformistes ni révolutionnaires. À une étape ils choisissent l'un ou l'autre, mais en tant que centristes ils ne sont pas révolutionnaires.

Maintenant comment nous coordonner ? Quelles étapes ? nous devons d'abord être clairs, à la fois en termes programmatiques et pratiques. C'est pourquoi nous devons nous délimiter, comme Marx et Engels l'ont fait contre les anarchistes, comme Lénine l'a fait contre les réformistes, comme Trotsky l'a fait contre les staliniens comme les communistes révolutionnaires l'ont fait contre les centristes.

Le point décisif est : aucune alliance avec la bourgeoisie. C'est le principal enjeu de notre discussion sur le front unique anti-impérialiste : aucune coalition avec la bourgeoisie. C'est une des questions sur lesquelles nos organisations doivent discuter, à la fois en des termes pratiques et en des termes théoriques.

15 aout 2023

Délégation du CoReP

Für Rätemacht und Revolution!
KLASSENKAMPF
Nummer 68 | Januar/Februar 2023 | 2,-
Zeitung der Gruppe Klassenkampf, ost. Sektion des Kollektiv permanenten Revolution

STATT DER INFLATION HINTERHER ZU VERHANDELN:
PREISE

AUTOMATISCHE KRETA CIRKLO
CERCLE DE GUIX CIRCULO DE TIZA
N° 12 octavo 2023

socialismo al barbareco

Contenido:

- Aumentan las tensiones interimperialistas, aumenta la escalada militar.....2
- Para cerrar el paso a la reacción PP-VOX no es suficiente votar.....4
- Francia: ¡Justicia para Nahel!.....9
- ¡El proletariado ruso puede detener la guerra imperialista en Ucrania!.....11
- Argentina: ¡Por el triunfo de la clase trabajadora en Jujuy!.....16
- Construir la Internacional revolucionaria hoy Resolución para la Conferencia de Milán.....18
- La clase obrera y el problema de la vivienda.....22

Internaciema Kolektivista Cirklo



CoReP

PROPOSITION À LA L5I ET À L'OTI D'UNE DÉCLARATION COMMUNE SUR LA PALESTINE

20 NOVEMBRE

Chers camarades,

Alors que les attaques des troupes sionistes à Gaza contre la population civile se poursuivent et que l'armée et les colons fascistes persécutent et assassinent des civils palestiniens en Cisjordanie, un mouvement de solidarité avec le peuple palestinien s'est formé dans le monde entier.

La plupart des organisations soutenant les manifestations et autres protestations soutiennent l'appel au cessez-le-feu. Même si cela pourrait apporter un soulagement à court terme à une partie de la population de Gaza, cela ne changerait pas la position fondamentale de l'État sioniste qui se réserve le droit de continuer à piétiner le droit du peuple palestinien à l'autodétermination avec le soutien des puissances impérialistes les plus importantes du Nord, l'Amérique et l'Europe occidentales et poursuivre l'oppression de la population arabe en Israël, à Gaza et en Cisjordanie occupée.

La solution démocratique révolutionnaire au conflit du Proche-Orient nécessite la destruction de l'État sioniste d'Israël qui est construit sur la colonisation de la Palestine. C'est la condition préalable à l'égalité de tous les Palestiniens (Juifs, Hébreux et Arabes ; hommes et femmes ; musulmans, juifs, chrétiens et athées). Cet État multiethnique, démocratique et laïc doit être dirigé par un gouvernement ouvrier afin de plaider en faveur qui n'est possible que dans une fédération d'États socialistes au Proche-Orient.

Nous pensons que nos courants internationaux – L5I, OTI et CoReP – s'accordent sur cette perspective. Nous proposons donc que

Les trois organisations adoptent une déclaration

commune qui peut avoir un retentissement bien plus grand que leur audience actuelle

Sur la base de l'appel des syndicats palestiniens, nous menions une campagne commune pour porter cet appel auprès des organisations syndicales et des organisations de travailleurs des pays où nous avons des sections ou des groupes. Nous voyons cela comme une opportunité d'introduire un point de vue de classe dans le mouvement de solidarité et de promouvoir ainsi le développement d'une solidarité prolétarienne qui est actuellement en train d'émerger :

En Grande-Bretagne, de nombreux syndicats ont déclaré leur solidarité avec la population de Gaza. Workers Power rend compte des activités du Réseau de Solidarité MENA. En Italie, les dockers de Livourne ont empêché les livraisons d'armes à Israël.

Dans l'État espagnol, la CGT anarchiste et des syndicats plus petits soutiennent l'appel à la solidarité des syndicats palestiniens, et à Barcelone, les travailleurs empêchent également les livraisons d'armes à l'État sioniste.

En Allemagne également, un mouvement de solidarité se forme dans les entreprises et les syndicats autour de certaines parties de la « gauche syndicale ».

Des organisations de la L5I, de l'OTI et du CoReP travaillent déjà dans ce sens. Nous proposons de coordonner ou de combiner ces travaux afin d'unir nos forces.

20 novembre 2023

Bureau international du CoReP



GMI/FRANCE

1953 : LE SOULÈVEMENT OUVRIER EN ALLEMAGNE DE L'EST ET LA 4^E INTERNATIONALE

8 SEPTEMBRE

*Après l'insurrection du 17 juin,
Le secrétaire de l'Union des écrivains
Fit distribuer des tracts dans la Stalinallée.
Le peuple, y lisait-on, a par sa faute
Perdu la confiance du gouvernement
Et ce n'est qu'en redoublant d'efforts
Qu'il peut la regagner.
Ne serait-il pas
Plus simple alors pour le gouvernement
De dissoudre le peuple
Et d'en élire un autre ?*

(Bertolt Brecht, « La Solution », 1953)

De la défaite de l'impérialisme allemand à la « guerre froide »

Lors des négociations de Téhéran, Yalta et Postdam, Staline, Roosevelt et Churchill sont d'accord sur une chose : il faut empêcher que la guerre mondiale débouche, comme la précédente, sur des crises révolutionnaires, comme le préfigure la révolution italienne de 1943. En particulier, même après 12 années de fascisme et 6 années de guerre, la classe ouvrière allemande constitue une menace pour le capital comme pour la bureaucratie.

La Grande-Bretagne, les États-Unis et l'URSS posséderont l'autorité suprême en ce qui concerne l'Allemagne. Ils pourront décider le désarmement complet, la démilitarisation et le démembrement de l'Allemagne. (Protocole de Yalta, art. 3, février 1945)

Ce n'est nullement pour des raisons militaires, alors que le Reich était déjà à genoux que les villes de Dresde et Essen sont rasées par l'aviation américaine, mais parce qu'elles représentent des bastions ouvriers. Pour la même raison, les troupes de l'État « soviétique » ont

carte blanche pour violer et liquider qui leur plait dans la population allemande.

Les dignitaires nazis, les grands propriétaires fonciers et les capitalistes fuient à l'approche de l'Armée rouge et vont à la rencontre de l'US Army. La Sainte Alliance contrerévolutionnaire entre Washington et le Kremlin divise sciemment l'Allemagne pour paralyser le prolétariat, la classe révolutionnaire de l'époque du capitalisme en déclin. Après la capitulation du régime nazi, en mai 1945, les armées des États-Unis, de la Grande Bretagne, de l'URSS, de la France remise en selle occupent l'Allemagne dont la population est souvent affamée et déplacée. La Conférence de Postdam d'août redessine la frontière de l'est, au profit de la Pologne et de l'URSS. Le reste est partagé en 4 zones d'occupation (américaine, anglaise, française et russe). Berlin, enclavée dans la dernière, est aussi découpée en 4 secteurs.

En Allemagne, l'effondrement des nazis et la destruction de l'armée amenaient la destruction de l'État bourgeois. Spontanément, dans toute l'Allemagne, les masses ouvrières ont commencé, au niveau des usines, des localités, à réorganiser la vie, à s'organiser. Elles ont constitué des organes embryonnaires de pouvoir. Plus brutalement encore que dans les zones que les troupes américaines, anglaises, françaises occupèrent, l'armée de l'URSS a exercé directement le pouvoir et réprimé dans sa zone d'occupation, détruisant toute organisation, toute forme politique prolétarienne. (Stéphane Just, « À propos d'une possibilité théorique et de la lutte pour la dictature du prolétariat », La Vérité n° 588, septembre 1979)

Les rapports économiques, sociaux et politiques de l'URSS sont incompatibles avec ceux du « *glacis* » dès 1944. Dans un premier temps, la bureaucratie de l'URSS pille l'est de l'Allemagne, tout en maintenant le capitalisme et en tolérant le multipartisme. Néanmoins, la seule force armée sur place est « *l'armée soviétique* » (le nom d'Armée rouge est abandonné en 1946). Staline crée en avril 1946 un instrument politique à sa botte confié à Walter Ulbricht, le Parti socialiste unifié (SED), résultant de la fusion forcée des restes du Parti social-démocrate (SPD) et du Parti communiste (KPD). La centrale syndicale FDGB passe sous la mainmise du SED.

RDA contre RFA, la division du prolétariat est consacrée

Aussitôt après la capitulation de l'Allemagne et du Japon, l'État américain (qui vient d'utiliser l'arme atomique contre la population civile au Japon) et son valet britannique tentent d'étouffer tout risque de révolution en Europe (Grèce...) et en Asie (Chine...) et de rétablir le capitalisme en URSS. Mais les travailleurs américains et britanniques sous l'uniforme, mobilisés au nom de la lutte contre le fascisme, sont réticents (la section britannique de la 4^e Internationale, le RCP, intervient vigoureusement chez les conscrits). L'armée chinoise officielle équipée par les États-Unis s'effondre face à celle du Parti communiste chinois. Les travailleurs déclenchent à l'ouest de l'Allemagne en 1948 une grève générale contre l'inflation et le chômage.

Pour se ménager un point d'appui en Asie contre la révolution, le gouvernement des États-Unis accepte la reconstitution des grands groupes capitalistes au Japon en 1948, tout en installant plusieurs bases militaires. En Europe, l'impérialisme hégémonique répudie en 1947 le plan Morgenthau de colonisation de l'Allemagne. Il lance le plan Marshall de reconstruction du capitalisme en Europe et proclame en mai 1949 une « *République fédérale allemande* » (BRD/RFA, capitale : Bonn). En mai 1952, les accords de Bonn abolissent le statut d'occupation (même si les bases militaires américaines sont maintenues) et admettent le réarmement de la RFA. Le gouvernement américain lance une alliance militaire (OTAN) contre l'URSS en 1949.

L'offensive de la puissance impérialiste hégémonique en Europe exacerbe les conflits entre les restes de la bourgeoisie nationale, son personnel politique d'un côté, les services secrets russes, l'armée de l'URSS et les partis staliniens reconfigurés. La bureaucratie de l'URSS riposte en expropriant à partir de 1947 le capital dans les pays d'Europe centrale, en les transformant en « *démocraties populaires* » (sic), en interdisant les autres partis et en proclamant en octobre 1949 une « *République démocratique allemande* » (DDR/RDA, capitale : Berlin, chef du gouvernement : Otto Grotewohl).

Les États d'Europe centrale sont alors calqués sur l'URSS

La « *guerre froide* » consacre la division de l'Allemagne et de sa classe ouvrière. Sur la plus grande partie, un État capitaliste est restauré, dont la bourgeoisie est impérialiste mais rendue prudente par son échec historique. Sur le reste de l'Allemagne et dans tout le glacis, Staline, en s'appuyant sur l'armée de l'URSS et sur une mobilisation limitée des travailleurs, exproprie le capital. Ainsi naissent des petits États modelés sur l'État ouvrier dégénéré de l'URSS, dépendant de l'URSS et des autres « *démocraties populaires* » d'Europe centrale pour leurs échanges économiques.

Les entreprises industrielles capitalistes et les grandes propriétés foncières de Junkers sont nationalisées, mais aussi les petites fermes, les boutiques et les ateliers. Les opposants politiques sont arrêtés, les libertés démocratiques supprimées, une police politique stalinienne est mise en place en 1950 (Ministère de la Sécurité d'État, Stasi).

Cette éventualité avait été envisagée par la 4^e Internationale dans le programme de transition adopté à sa conférence de 1938.

Il est impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. (L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, 3 septembre 1938, GMI, p. 29)

Le manifeste adopté par la 4^e Internationale à sa conférence de 1940 avait constaté que c'était le cas dans une partie de l'ancien État polonais, passée sous le contrôle de l'URSS en 1939.

La mainmise sur la Pologne orientale -gage de l'alliance avec Hitler, et garantie contre Hitler- a été accompagnée de la nationalisation de la propriété semi-féodale et capitaliste en Ukraine et en Biélorussie occidentales. Sans cela, l'URSS n'aurait pas pu incorporer les territoires occupés. (La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, 26 mai 1940, GMI, p. 16)

En 1949, dans l'est de l'Allemagne, le moteur de l'économie n'est plus le profit. Pour autant, la classe ouvrière ne contrôle pas l'économie étatisée puisque la planification est aux mains d'une bureaucratie qui usurpe le pouvoir. La différence est que, comme la transformation est décidée de l'étranger et qu'elle est opérée grâce à la présence d'une armée étrangère, à la différence de la Yougoslavie et de l'Albanie en 1945, le règne bureaucratique prend aussi une dimension d'oppression nationale, qui augmente avec la répression russe des mouvements de masse d'Allemagne, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Pologne... avec le soutien de Tito, Mao et Castro.



30 mai 1953, Pilsen, Tchécoslovaquie

Dès lors, l'analyse par la 4^e Internationale de l'URSS (« État ouvrier dégénéré ») peut être étendue à la RDA et aux autres « démocraties populaires ».

La propriété étatique n'est pas encore la propriété sociale car cette dernière a ses prémices dans le dépérissement de l'État, la réduction des inégalités et la dissolution graduelle de la notion même de propriété dans la morale et les coutumes de la société. Le développement réel de l'Union soviétique a suivi une marche opposée. L'inégalité s'accroît et, avec elle, la contrainte de l'État. Dans des conditions favorables, à la fois sur le plan intérieur et international, la transition de la propriété d'État au socialisme est possible. Cependant, dans des conditions défavorables, un retour au capitalisme est tout aussi possible. (« La 4^e Internationale et l'URSS », 31 juillet 1936, thèse 2, Quatrième Internationale n° 1, octobre 1936, p. 7)

On peut qualifier l'URSS d'État ouvrier de la même façon qu'on qualifie d'organisation ouvrière un syndicat que dirigent et trahissent des opportunistes, c'est-à-dire en fait des agents du capital. (thèse 18, p. 10)

L'URSS continue à rester un État ouvrier dégénéré. (L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, 3 septembre 1938, GMI, p. 36)

Il faut donc y renverser la bureaucratie usurpatrice

Le programme de la 4^e Internationale vis-à-vis de l'URSS vaut aussi pour la Yougoslavie, la Chine, la RDA... La stratégie communiste comporte deux volets.

Il faut défendre la propriété étatisée et la planification contre la restauration du capitalisme.

Assurément, la nationalisation des moyens de production dans un pays, surtout dans un pays arriéré, n'assure pas encore la construction du socialisme. Mais elle est susceptible de renforcer les conditions favorables au socialisme, à savoir le développement planifié des forces productives. Tourner le dos à la nationalisation des moyens de production sous prétexte qu'elle n'assure pas en elle-même le bien-être des masses équivaut à con-

damner à la destruction une fondation de granit sous prétexte qu'il est impossible de vivre sans murs ni toits. L'ouvrier qui a une conscience de classe sait qu'une lutte victorieuse pour une émancipation totale est impensable sans la défense d'une conquête aussi colossale que l'économie planifiée contre la restauration des rapports capitalistes. Ceux qui ne peuvent pas défendre les anciennes positions n'en prendront jamais de nouvelles. (La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, 26 mai 1940, GMI, p. 17)

Cela implique de défendre tout État ouvrier contre tout État bourgeois. La 4^e internationale n'est pas neutre en cas d'affrontement.

L'avant-garde mondiale du prolétariat soutiendra l'URSS en cas de guerre, en dépit de la bureaucratie parasitaire... La défaite de l'URSS balayerait la bureaucratie soviétique, mais substituerait aussi le chaos capitaliste à la propriété étatique et collective. (« La 4^e Internationale et l'URSS », thèse 15, 31 juillet 1936, Quatrième Internationale n° 1, octobre 1936, p. 9)

Cela implique de lutter pour débarrasser l'État ouvrier de la bureaucratie qui le mine. Vu que la bureaucratie ne tolère pas le débat, et encore moins l'existence d'une organisation communiste (bolchevik-léniniste), il faudra une révolution, même si l'économie est déjà étatisée, pour établir réellement le pouvoir des travailleurs.

La classe ouvrière s'est vu spoliée de la dernière possibilité de restructurer légalement l'État. La lutte contre la bureaucratie devient nécessairement une lutte révolutionnaire... Le développement du socialisme nécessite inévitablement une révolution politique, c'est-à-dire l'élimination violente du despotisme politique de la bureaucratie. (« La 4^e Internationale et l'URSS », thèse 15, 31 juillet 1936, Quatrième Internationale n° 1, octobre 1936, p. 9)

Seul le soulèvement révolutionnaire victorieux des masses opprimées peut régénérer le régime soviétique et assurer sa marche en avant vers le socialisme. (L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, 3 septembre 1938, GMI, p. 40)

Contre l'ennemi impérialiste, nous défendrons l'URSS de toutes nos forces. Cependant, les conquêtes de la révolution d'octobre ne serviront le peuple que s'il se montre capable d'agir envers la bureaucratie stalinienne comme il le fit jadis envers la bureaucratie tsariste et la bourgeoisie. (Lev Trotsky, « Lettre aux travailleurs d'URSS », 26 avril 1940, La Lutte antibureaucratique en URSS, 1923-1940, 10-18, t. 2, p. 302)

La préparation du renversement révolutionnaire de la caste dirigeante de Moscou est l'une des tâches principales de la 4^e Internationale. (La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, 26 mai 1940, GMI, p. 19)

La mort de Staline fragilise la bureaucratie et desserre la chape de plomb

À Saalfeld (Thuringe), le 16 août 1951, l'arrestation de mineurs d'uranium pour un délit banal entraîne une grève. Une foule de 3 000 travailleurs attaque le commissariat de police. Ils ne reprennent le travail qu'après la libération de leurs camarades.

En 1952, la consommation chute, d'autant que la RDA se réarme à son tour : sous la pression du Kremlin, elle consacre 10 % de son budget aux forces armées (KVB). Les récoltes sont médiocres. Une partie de la population rejoint la RFA : 166 000 en 1951, 182 000 en 1952, 226 000 rien que pour le premier semestre de 1953.

Le 5 mars 1953, Staline, le chef suprême de la bureaucratie de l'URSS et de l'appareil stalinien international, meurt. En URSS, aussitôt, le sommet de l'appareil politique qui coiffe la caste privilégiée se déchire entre Malenkov, Khrouchtchev et Beria, l'ancien chef de la police politique NKVD. Le 27 mars, celui-ci décrète l'amnistie politique pour un million de prisonniers du Goulag.

En Tchécoslovaquie, Gotwald, mis en place par Staline à la tête du PCT et de l'État, meurt quelques jours après son maître. Le 30 mai, face à l'inflation, le gouvernement change la monnaie et l'amarre au rouble russe (1 couronne nouvelle = 50 couronnes anciennes). Le 1er juin, des ouvriers des usines automobiles Skoda de Pilsen, des aciéries et mines d'Ostrava, de l'usine de moteurs électriques CKD-Vysocany de Prague, etc., qui ne veulent pas recevoir leur paye en ancienne monnaie, se mettent grève et manifestent. La « milice » (la police locale) fraternise.

À Pilsen, une foule de 5 000 ouvriers venant des usines avait pris d'assaut l'hôtel de ville. Les ouvriers réclamèrent des élections libres. Les manifestants foulèrent aux pieds les portraits de Staline et de Gotwald... Ce n'est qu'au cours de l'après-midi que l'arrivée d'une importante unité motorisée de l'armée réussit à disperser la manifestation... C'est de la même manière que le gouvernement réprima les grèves et manifestations de mécontentement dans les autres centres industriels. (François Fejtö, Histoire des démocraties populaires, 1969, Seuil, t. 2, p. 28)

Le 9 juin, en RDA, le SED, après une convocation d'Ulbricht et Grotewohl à Moscou, proclame un « cours nouveau ». La privatisation des petites et moyennes entreprises industrielles est annoncée. Le gouvernement permet aux paysans de quitter les coopératives et diminue fortement leurs livraisons obligatoires à l'État. Les trafiquants sont libérés. Les pasteurs peuvent de nouveau prêcher. Des augmentations de salaires sont consenties aux travailleurs qualifiés pour qu'ils ne quittent pas la RDA. Mais aucune concession n'est faite aux ouvriers et aux employés. Au contraire, le gouvernement exige d'augmenter le rendement dans les entreprises, ce qui fait baisser les salaires.



Une révolution ouvrière s'amorce en RDA

À Berlin-Est, le 12 juin, la tension monte dans le secteur du bâtiment concentré dans la Stalinallee (l'histoire fait parfois des pieds de nez) où des grèves éclatent contre les cadences infernales et l'inflation. Le 15, les maçons de deux chantiers se rassemblent contre les nouvelles normes. Les dirigeants syndicaux officiels proposent, comme d'habitude, de transmettre les doléances aux autorités. Mais l'assemblée générale se rebiffe, les ouvriers élisent leurs propres délégués pour agir en leur nom.

Le 16 juin, Tribüne, l'organe de la confédération FDGB justifie l'augmentation des normes de travail. Le même jour, les ouvriers du BTP de Berlin cessent le travail pour accompagner leurs délégués au local de la confédération syndicale, avec une banderole : « nous exigeons une réduction des normes ! ». Auparavant, le cortège fait le tour des chantiers voisins. Au fur et à mesure que la manifestation enfle, les ouvriers crient : « Travailleurs, rejoignez-nous ! », « L'union fait la force ! », « Nous voulons des élections libres ! », « Nous voulons être libres, pas des esclaves ! ».

Un cortège de dix mille personnes arrive au local syndical qu'elles trouvent fermé. Il part au siège du gouvernement (la Maison des ministères) et exige la présence d'Ulbricht et Grotewohl, chefs respectifs du SED et du gouvernement. Elle reprend le vieil hymne socialiste et scande : « Grève générale pour demain ! ». Alors qu'Ulbricht reste invisible, des bureaucrates subalternes annoncent le renoncement aux nouvelles normes de production.

Il est trop tard. Des délégués du bâtiment parcourent toute la capitale pour appeler à la grève générale. Des cheminots et des routiers répandent les nouvelles dans tout le pays malgré la censure.

Le 17, toute l'Allemagne de l'est est en effervescence. À Magdebourg, les ouvriers libèrent les prisonniers politiques et manifestent en exigeant la légalisation du SPD. À Halle et Erfurt, la grève est générale, l'assaut est donné aux prisons. À Leipzig, des usines sont pour la plupart en grève et la manifestation de rue est très violente. De grandes entreprises comme le chantier naval Neptun (Rostock), les usines Zeiss (Iéna), Lowa (Gorlitz), Olympia (Erfurt), Buna (Halle), les usines de locomotives de



Carte de la grève générale du 17 juin 1953

Babelsberg, les aciéries de Fürstenwalde et de Brandebourg, sont en grève illimitée.

Des comités de grève sont élus. Celui de la ville de Bitterfeld adopte la résolution suivante :

- 1 – Démission du gouvernement.
- 2 – Constitution d'un gouvernement provisoire composé de travailleurs progressistes,
- 3 – Libre existence de tous les grands partis démocratiques d'Allemagne occidentale.
- 4 – Élections libres, secrètes, directes, avant 4 mois.
- 5 – Libération de tous les détenus politiques : politiques proprement dits, « criminels économiques » et tous les gens poursuivis pour croyance religieuse.
- 6 — Effacement des frontières de zone et retrait de la police frontalière.
- 7 – Retour à un niveau de vie normal.
- 8 – Dissolution de l'armée dite « nationale ».
- 9 – Pas de représailles contre les grévistes.

D'autres revendiquent un salaire égal pour les femmes, la fin du travail aux pièces... La plus grande partie de l'intelligentsia ne s'associe pas : par exemple, l'enseignement n'est pas touché. L'exception est la couche de techniciens et d'ingénieurs en contact avec les ouvriers. La force déterminante est le prolétariat manuel des villes, ce qui explique qu'il n'y ait pas de demande de privatisation de l'économie ou d'incorporation à la RFA capitaliste.

La plupart des membres du SED venus du KPD d'avant-guerre participent activement aux grèves et aux manifestations. Par contre, les hiérarchies catholique et évangélique réproouvent.

Au moins 1 million de travailleurs participe à des grèves ou des manifestations de rue. 700 localités et 1 000 sites de travail sont concernés. La FGDB estime après coup que les $\frac{3}{4}$ de l'effectif de l'industrie métallurgique de Berlin ont fait grève. La lutte n'est pas qu'économique : dans tout le pays, les organes officiels, les locaux de la Stasi, les commissariats et les prisons sont attaqués, avec une forte participation de femmes.

Le gouvernement Ulbricht-Grotewohl, débordé et impuissant, est sur le point de s'effondrer. Tout le système bureaucratique à l'est de l'Europe et même en URSS risque de se disloquer. Les consignes de Moscou sont de réprimer.

Le 17 juin, l'armée « soviétique » occupe les grandes entreprises et les gares. Le soulèvement est qualifié par les médias de « contre-révolutionnaire », de « complot fasciste », « commandité par les Occidentaux »... En fait, les responsables américains interdisent à la radio américaine en langue allemande RIAS, très écoutée en RDA, de parler de la grève générale. Le chancelier ouest-allemand et son patron de Washington redoutent tout autant la révolution sociale qui exproprierait le capital que Ulbricht et ses maîtres du Kremlin craignent la révolution politique qui les chasserait du pouvoir et leur ferait perdre leurs privilèges.

J'invite les hommes et les femmes qui aujourd'hui à Berlin demandent à être affranchis de l'oppression et de la misère... à ne pas se laisser entraîner par des provocateurs à des actes qui pourraient mettre en danger leur vie et leur liberté. Un véritable changement dans la vie des Allemands de la zone soviétique ne peut résulter que du rétablissement de l'unité allemande dans la liberté.
(Konrad Adenauer, 17 juin 1953)

Le commandement russe proclame l'état de siège. La police est-allemande, l'armée allemande en formation et l'armée russe intimident. À Berlin, 50 000 travailleurs se rassemblent place Marx-Engels. Les chars russes foncent sans avertissement dans la foule. Au total, entre 60 et 100 manifestants sont tués. Le mouvement se poursuit dans d'autres villes le 18 avant d'être réprimé de la même manière. Au total, 16 000 personnes sont arrêtées (70 % sont des ouvriers, d'après les documents gouvernementaux). Les tribunaux ordinaires condamnent 1 524 personnes à 1 an de prison ou plus et 3 à mort. Plusieurs centaines de personnes sont déportées en Sibérie. 3 policiers allemands et 42 soldats soviétiques qui refusent de tirer sur les travailleurs sont fusillés.

Début juillet, des sidérurgistes de Thale (Saxe) font grève pour demander la libération de grévistes arrêtés en juin. Mi-juillet, plusieurs milliers de travailleurs de la chimie de Schkopau (Saxe) et de matériel optique de Iéna (Thuringe) font grève pour la libération des prisonniers politiques, la démocratisation de la FDGB, la réduction de l'armée. La répression de ces grèves est sévère et met fin au mouvement.

Le mouvement ouvrier mondial se divise : les chefs sociaux-démocrates et travaillistes s'alignent sur l'anti-

communisme de la bourgeoisie américaine et allemande ; les chefs staliniens salissent les travailleurs allemands comme la bureaucratie de RDA et d'URSS.

Un agent américain révèle comment l'émeute fasciste a été fomentée... Le 17 juin a été choisi comme jour J d'une tentative pour rallumer, en partant de Berlin pour le déployer en République démocratique allemande, un foyer de guerre. (L'Humanité, 22 juin 1953)

3 millions de personnes, sur une population de 19, fuient à l'ouest. La RDA construit un mur en 1961 pour empêcher cet exode, ce qui va servir la propagande bourgeoise en RFA et dans le monde entier. Le régime bureaucratique gonfle l'effectif de la Stasi (qui dépasse en proportion celui de la Gestapo) mais augmente les salaires plus vite que la productivité pour éviter une nouvelle crise sociale. En RFA, le parti stalinien KPD, déjà persécuté par l'État bourgeois, est discrédité. Cela l'obligera à se renommer en DKP peu avant d'essayer des scissions mao-staliniennes à répétition.

Les révisionnistes du trotskysme à l'épreuve

Déjà, en 1953, alors que les grèves de Tchécoslovaquie et la crise révolutionnaire d'Allemagne de l'est confirment le programme de la 4^e Internationale (1933-1940), il n'y a plus de « mouvement trotskyste ». La 4^e Internationale, fondée pour prendre la relève de l'Internationale communiste dégénérée n'est pas au rendez-vous de l'histoire.

Un dirigeant de la section britannique, Ygaël Gluckstein (Cliff), découvre en pleine guerre froide que l'URSS est capitaliste et refuse, en 1950, de soutenir la Chine durant la guerre de Corée. Depuis, les cliffistes ont soutenu les ayatollahs contrerévolutionnaires en Iran, mis sur pied un front populaire avec les islamistes en Grande-Bretagne, applaudi à la défaite de l'URSS face aux djihadistes en Afghanistan, ont rampé devant les Frères musulmans puis les généraux en Égypte, se sont ralliés à l'aile sociale-démocrate du Parti démocrate aux États-Unis, etc.

Robert Barcia (Hardy), le fondateur du groupe français VO qui débute en 1950, n'a jamais été membre de la 4^e Internationale. Pourtant, VO prétend bizarrement vouloir la « reconstruire ». Pour Hardy comme pour Cliff, aucun changement significatif n'a eu lieu en Europe centrale dans la seconde moitié du 20^e siècle, pas plus qu'en Chine, au Vietnam, à Cuba...

De même que, dans son propre pays, Hardy considère que mai 1968 n'est qu'une grève économique. Pour les hardystes, le stalinisme ne trahit pas, il n'est pas contrerévolutionnaire. Il s'arrête à mi-chemin, il est insuffisant. Au nom de l'implantation dans les entreprises, VO-LO fournit des centaines d'adjoints disciplinés à la direction de la CGT. LO n'a toujours pas vu que la Russie est redevenue capitaliste en 1991-1992.

Les dirigeants de la 4^e Internationale d'après-guerre, Michalis Raptis (Pablo), Ernest Mandel (Germain),



Berlin, 17 juin 1953

Pierre Frank, etc., s'adaptent à Tito et Mao, des chefs de partis staliniens qui prennent le pouvoir en Yougoslavie en 1945 et en Chine en 1949. Puis le secrétariat international (SI) modifie le programme en 1951 pour transformer l'internationale en groupe de pression :

- sur les castes privilégiées au pouvoir en Yougoslavie, en Chine, en URSS (la ligne de la réforme de la bureaucratie),
- sur les appareils corrompus du mouvement ouvrier dans les pays impérialistes (la pratique de l'intégration aux bureaucraties syndicales et de l'entrisme prolongé dans les partis réformistes),
- sur les mouvements nationalistes petits-bourgeois et bourgeois dans les pays dominés (la ligne du front uni antiimpérialiste), Pablo lui-même devient conseiller de Ben Bella, le chef du gouvernement nationaliste bourgeois à l'indépendance de l'Algérie, jusqu'au coup d'État militaire de 1965.

Inévitablement, il y a résistance au sein de la 4^e Internationale, si bien que le SI pabliste expulse en 1952 la majorité de la section française (Parti communiste internationaliste) animée par Marcel Bleibtreu (Favre) et le scissionne (la minorité pabliste qui usurpe le nom PCI est la matrice des fondateurs du NPA français).

La pratique prouve rapidement qu'il ne s'agit pas d'un malentendu politique ou d'une question de personnes. Face à l'insurrection ouvrière de 1953, le PCI défend une orientation correcte (voir annexe ci-dessous), contrairement au SI révisionniste.

Écarté par Pablo en 1951 au profit de celui du groupe argentin de Posadas, le POR mené par Hugo Bressano (Moreno) entre dans le mouvement nationaliste bourgeois péroniste en 1954 puis célèbre Mao. Les morénistes sont une variante du pabliste dont ils retrouvent la branche principale lors de la « réunification » de 1963, sur la base d'une commune adaptation à la bureaucratie cubaine.

Un groupe issu de la section britannique, la RSL dirigée par Isaac Blank (Grant), rejoint le SI révisionniste en 1957. Les grantistes quittent la « 4^e Internationale » pabliste en 1964, mais gardent l'illusion que les partis ouvriers bourgeois et les mouvements nationalistes bour-

geois peuvent être mis au service des travailleurs. Un chef grantiste, Alan Woods, donne même des conseils au colonel Chavez, le dirigeant nationaliste bourgeois du Venezuela, jusqu'à la mort de celui-ci en 2013.

Devant l'amorce de révolution politique en 1953 en Tchécoslovaquie et en Allemagne de l'est, le SI pabliste de la « 4^e Internationale » refuse de demander le retrait des troupes russes de l'est de l'Europe et s'en remet de fait à une aile de la bureaucratie parasitaire. Au milieu de phrases orthodoxes obligées, le pablisme révèle sa véritable orientation : le stalinisme serait capable de se réformer et d'avancer vers le socialisme sous la pression des masses.

Les dirigeants soviétiques et ceux des différentes « démocraties populaires » et des partis communistes ne pourront plus falsifier ou ignorer la signification profonde de ces événements. Ils sont obligés de persévérer dans la voie de concessions encore plus amples et plus réelles pour ne pas risquer de s'aliéner à jamais le soutien des masses et de provoquer des explosions encore plus fortes. Ils ne pourront plus désormais s'arrêter à mi-chemin. Ils s'efforceront de doser les concessions pour éviter des explosions encore plus graves dans l'imédiat et faire si possible une transition « à froid » de la situation actuelle à une situation plus supportable pour les masses. (SI de la 4^e Internationale, « Déclaration sur l'Allemagne orientale », 25 juin 1953)

Le SI (Pablo, Mandel, Grant, Posadas...) récidive en 1956 quand une crise survient en Pologne et une véritable révolution ouvrière éclate en Hongrie. Quand la révolution prolétarienne est bloquée en 1961 à Cuba et en Amérique latine par la coalition du M26J castriste et du PSP stalinien ; quand ceux-ci se transformeront en bureaucratie privilégiée sur le modèle de l'URSS et alignée sur celle-ci, les dirigeants du SU de la « 4^e Internationale » (Mandel, Moreno, Hansen, Maitan...) se découvriront tous castristes. Telle est l'origine partagée du NPA français et du PTS argentin.

Les seuls qui analysent correctement la révolution cubaine sont marginaux dans le « mouvement trotskyste » : une fraction du POR bolivien (autour de Guillermo Lora) et un noyau de jeunes opposants au sein du SWP américain (Tim Wohlforth, James Robertson). Hélas, ultérieurement, les robertsonnistes confient aussi la défense des États ouvriers à la bureaucratie stalinienne. Aujourd'hui, toutes les branches du robertsonisme pensent que la Chine reste un État ouvrier, presque toutes que la Russie n'est pas capitaliste et la principale est alignée sur le nationalisme québécois au Canada.

Pour le reste du « trotskysme », il ne se passe grand-chose à Cuba de 1958 à 1961. Selon Cliff, Hardy, Healy, Lambert, etc., Cuba est tout aussi capitaliste en 1961 qu'avant la grève générale et le renversement de Batista par la guérilla, l'affrontement avec les États-Unis, l'ar-

mement de la population, l'expropriation du capital, l'alignement sur l'URSS, les scissions procastristes des partis staliniens d'Amérique latine... Ce qui n'est l'opinion ni du Pentagone et de la CIA, ni des anciens capitalistes réfugiés à Miami. C'est de ce type de cécité politique que sont issues des organisations comme LO/France, le SWP/Grande-Bretagne, le POID/France, le SEP/États-Unis...

Malgré la répression en 1953 du prolétariat est-allemand et la confirmation ultérieure de l'impossibilité de réformer les bureaucraties staliniennes, jamais le SI (renommé SU en 1963) ne se corrigera pour revenir au bolchevisme-léninisme, jamais il ne tentera de construire des partis ouvriers révolutionnaires afin de renverser les bureaucraties de Yougoslavie, de Chine, d'Allemagne de l'est, de Hongrie, de Pologne, d'URSS...

La crise de direction du prolétariat et le sursis procuré au capitalisme mondial

Faute d'internationale ouvrière, de parti révolutionnaire, le prolétariat ne peut y prendre le pouvoir et ouvrir la voie du socialisme mondial. Dans les pays d'Europe de l'est, la direction des soulèvements populaires contre la bureaucratie, qui ne cessent jamais, passe à des classes intermédiaires et pro bourgeoises. En 1989, le régime de RDA s'effondre face à un exode massif de sa population à l'ouest et à des manifestations de masse dirigées par les Églises chrétiennes.

À la fin du 20^e siècle, après avoir écrasé toutes les poussées des masses, la bureaucratie ne voit plus d'issue que dans la restauration du capitalisme et le pillage individuel de la propriété étatique. La bureaucratie russe cède l'Allemagne de l'est à la bourgeoisie allemande en 1989 et elle restaure le capitalisme en Russie et en Chine en 1992. Ainsi, l'histoire confirme la nature fondamentalement contrerévolutionnaire du stalinisme.

Où la bureaucratie, devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'État ouvrier, renversera les nouvelles formes de propriété et rejettera le pays dans le capitalisme ; où la classe ouvrière écrasera la bureaucratie et ouvrira une issue vers le socialisme. (L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, 3 septembre 1938, GMI, p. 36)

Aujourd'hui, pour que le prolétariat renverse la bourgeoisie de l'Allemagne capitaliste réunifiée, des États-Unis impérialistes, de l'Argentine étranglée par le FMI, d'Israël colonisatrice, de la Russie redevenue impérialiste, de la France impérialiste... il faut un parti révolutionnaire, une nouvelle internationale ouvrière qui parte du programme de l'Internationale communiste du temps de Lénine et de la 4^e Internationale du temps de Trotsky.

8 septembre 2023

Groupe marxiste internationaliste



EKIB/TURQUIE

LE CHEMIN DE LA RÉVOLUTION PERMANENTE EN PALESTINE

31 NOVEMBRE

La région du Proche-Orient qui a contribué de façon importante au développement de l'humanité en termes historiques et culturels est en même temps le laboratoire des guerres antiimpérialistes, des luttes des classes, des révolutions et des contrerévolutions. Cette région qui est importante pour le partage impérialiste constitue, de nos jours, une région où règnent les guerres, les invasions, les annexions, les conflits interethniques ou religieux et où la guerre et la destruction font partie de la routine de la vie quotidienne.

Dans cette région, la Palestine est sans aucun doute un pays où ne manquent guère la guerre, l'invasion, la résistance et les tentatives révolutionnaires. La Palestine est l'histoire d'une colonisation qui n'a cessé, de l'Empire ottoman à l'Empire britannique, de l'Empire britannique à la construction de l'État sioniste d'Israël, de destructions de masse et des intifadas. L'époque de l'impérialisme est en même temps l'époque des révolutions prolétariennes. Et l'un des ports vitaux sur la voie de la révolution prolétarienne mondiale est la région du Proche-Orient. Parmi les locomotives de la révolution du Proche-Orient se trouve la Palestine. La Palestine se trouve enfermée depuis environ un siècle dans un paradoxe constant. Chaque guerre de destruction coloniale qui vise le peuple palestinien conduit à un soulèvement.

Chaque intifada ouvre la voie à un nouveau processus de négociations et chaque nouveau processus de négociation a pour résultat une période de « paix » sous contrôle des États impérialistes. Et chaque période de « paix » se transforme en un période de préparation pour une nouvelle guerre et un poignard dans le dos du peuple palestinien. Les travailleurs palestiniens se trouvent pris en étau entre l'impérialisme, le sionisme, le nationalisme arabe mélangé avec de l'islamisme et des révolutionnaires qui se définissent par rapport au

nationalisme arabe.

Aujourd'hui, le peuple palestinien fait encore face à une nouvelle opération coloniale de destruction. Dans ce travail, nous analyserons l'histoire coloniale en Palestine de l'Empire ottoman à l'Empire britannique et le processus de développement du capitalisme. Nous répondrons à la question : qu'est-ce que le sionisme ? Nous examinerons de près la situation du mouvement ouvrier avant l'établissement de l'État d'Israël et l'évolution idéologique du parti communiste de Palestine. Nous regarderons sur quelles bases a été construite l'État d'Israël et analyserons les organisations de résistance mises sur pied en Palestine et leurs perspectives idéologiques et programmatiques. Nous examinerons les processus allant de 1967 à la paix d'Oslo et les intifadas qui se sont développées ensuite et ferons un effort pour tirer des leçons historiques et programmatiques.

Nous tâcherons d'apporter des réponses concrètes aux questions de savoir comment la question palestinienne peut trouver une solution, quel programme révolutionnaire et quelle stratégie socialiste sont nécessaires pour la Palestine et le Proche-Orient et quelles sont les tâches révolutionnaires internationalistes.

L'ancienne Palestine : le colonialisme de l'empire ottoman à l'empire britannique

La question qui apparaît aujourd'hui comme la question palestinienne n'est que le maillon le plus faible de l'ensemble de problèmes qui sont apparus de manière inévitable après que les impérialistes ont modelé le Proche-Orient selon leurs intérêts et qu'ils ont choisi de détruire les oppositions à ces ambitions.

La solution pour régler la question palestinienne (l'indépendance, la liberté, la paix, la laïcité, la terre, etc.) se noue dans la révolution socialiste du Proche-Orient. C'est pourquoi, la question palestinienne ne trouvera pas une solution uniquement avec la lutte des classes laborieuses palestiniennes.

La stratégie de la révolution permanente au Proche-Orient constitue la seule solution constructive. Afin de pouvoir comprendre correctement la question palestinienne qui est le maillon faible de l'impérialisme au Proche-Orient, il est crucial d'analyser la Palestine d'avant l'impérialisme, c'est-à-dire l'époque de l'empire ottoman. Les fondements de la structure sociale en Palestine trouvent leur origine durant cette période. Les classes modernes ainsi que la structure d'État contemporain qui sont apparues en tant que résultat des modifications de cette structure sociale, l'origine des changements de production dans les formes de production sociale se situent pendant la période ottomane.

L'ordre traditionnel en Palestine reposait sur un équilibre despotique entre les chefs tribaux, les oulémas (le clergé musulman) et la bureaucratie ottomane. Les structures tribales continuaient à exister dans les villages. Les impôts étaient déterminés par des préfets nommés par le gouvernement d'Istanbul, les cheiks des tribus aidaient les préfets à les fixer. Le montant des impôts était calculé en fonction de la taille du village. Les cheiks des tribus et les bureaucrates de l'État collectaient ensemble les impôts. Cette situation montre bien que l'appareil d'État ottoman était un tout despotique constitué par les chefs de tribu, les oulémas (les « clergés ») et les bureaucrates unis.

Le contrôle par l'État de la campagne était à un niveau permettant d'empêcher que la rivalité entre tribus ne dégénère en conflit armé. La tâche la plus importante des cheiks était de résoudre les problèmes surgissant dans les campagnes. En un sens, ces cheiks étaient des autorités assurant le droit et l'ordre. Dans les campagnes palestiniennes, en plus de l'agriculture, les jardins de légumes, la poterie, les moulins et les fours, les ateliers de production de savon, de sésame et d'huile d'olive ainsi que les hammams avaient permis une richesse relative.

Avec la seconde moitié du XIX^e siècle, des changements fondamentaux avaient commencé dans l'ordre ottoman. La modification de tous les équilibres de classe, l'évolution des futures classes qui allaient apparaître avec l'accélération du capitalisme allaient murir en fonction de ces changements fondamentaux. Les années 1830 furent les années qui ont vu l'économie palestinienne commencer à s'articuler au capitalisme européen. Avec les bateaux à vapeur, des produits élaborés en Angleterre et en France arrivaient dans la région et l'importation et l'exportation de biens entre l'Europe et la Palestine augmentaient rapidement. Avec la loi sur les terres et le cadastre qui a été promulguée en 1858, ont été légalisés le transfert de biens avec

l'héritage et une pratique consistant à régler d'avance à l'État les revenus d'un bien public pour ensuite collecter du public des revenus d'utilisation du bien, dans un but lucratif. Avec la légalisation en 1869 de la privatisation des terres appartenant à l'État, la voie était ouverte pour les cheiks autrefois désignés par les tribus de se transformer en une classe de propriétaires terriens.

Ce processus qui a vu les rapports de propriété et entre classes changer complètement s'est achevé dans les années 1870. Avec le nouveau système, les cheiks vivaient dans les villes et leur fortune était mesurée en fonction des villages qu'ils possédaient. Les cheiks de tribus se sont transformés en classe détenant toute la propriété des villages.

Ceux avec qui ces nouveaux riches devaient partager le pouvoir au sein de la communauté musulmane citadine étaient les oulémas. Ces oulémas qui se positionnaient au-dessus des cheikhs dans la hiérarchie de l'ordre ancien ont conservé cette même structure hiérarchique dans l'ordre nouveau. Il était également question d'une hiérarchie au sein de la caste des oulémas. Les oulémas de Palestine, et particulièrement ceux de Jérusalem, qui prétendaient descendre du prophète, possédaient une position privilégiée.

La propriété des oulémas et des cheiks ne se transformait pas en nouveaux investissements dans l'appareil productif, bien au contraire, elle était utilisée pour un luxe exubérant.

Avec un décret de l'époque de la réorganisation (« tanzimat »), les minorités chrétiennes et juives qui avaient obtenu l'égalité en droit pouvaient, après autorisation des consulats étrangers, bénéficier de toutes les capitulations accordées à ces pays et étaient exemptés de tous les impôts, y compris des taxes douanières. De plus, avec la levée de l'interdiction pour les minorités de s'occuper de commerce intérieur, leur pouvoir économique a atteint un niveau jamais égalé auparavant. Cette situation a fait que les dominants arabes qui reposaient sur les castes religieuses ottomanes ne pouvaient plus rivaliser économiquement.

Avec la constitution du capital financier (capital usurier ou banquier), les minorités ont commencé à contrôler ces secteurs. Des grandes entreprises de production d'agrumes ont vu le jour. Tous les produits de ces entreprises étaient exportés. Le développement du capital financier a entraîné la spéculation sur les produits agricoles.

Le résultat a été l'augmentation rapide des impôts sur les terres. Le poids fiscal qui était de 12,5 % en 1897 s'approchait de 50 % au début des années 1900 et selon le nouveau système le montant de l'impôt était calculé non sur le produit net, mais sur le produit brut. Dans cette situation, même les villageois qui vendaient leurs terres se transformaient en esclaves de la dette. Au début des années 1900, un exode rural rapide a vu le jour. Cet exode préparait le terrain à la prolétarianisation

des villageois. Et cette situation signifiait que les classes de propriétaires terriens tels que les cheiks ou les oulémas fondaient comme neige au soleil et devenaient impuissants en termes économiques.

Durant les années 1900, les entrepreneurs et gouvernements européens investirent en Palestine, l'industrialisation progressait et dans les villes étaient construits des bureaux de poste, des églises, des monastères, des centres culturels, des centres d'accueil pour les candidats au pèlerinage à la Mecque et pour les touristes.

La Palestine connaissait un développement du capitalisme au début des années 1900. Les changements fondamentaux ont eu un effet déterminant dans l'attitude des dominants féodaux arabes et de la bourgeoisie des minorités face à l'empire ottoman durant la Première Guerre mondiale qui allait éclater en 1914. De même, ces changements ont créé les conditions matérielles du passage de la Palestine de l'Empire ottoman à l'Empire britannique.

Le passage de la Palestine au mandat britannique

Le passage de la Palestine sous domination britannique constitue le point de départ du processus modelant la carte politique du Proche-Orient d'aujourd'hui. Avec l'éclatement de la première guerre de partage impérialiste, les équilibres de force changeant en permanence dans le monde ont provoqué l'intervention beaucoup plus active de l'impérialisme britannique en Palestine et au Proche-Orient. À cette époque, les politiques de l'impérialisme britannique ont été façonnés sous la pression de trois différents centres d'intérêts.

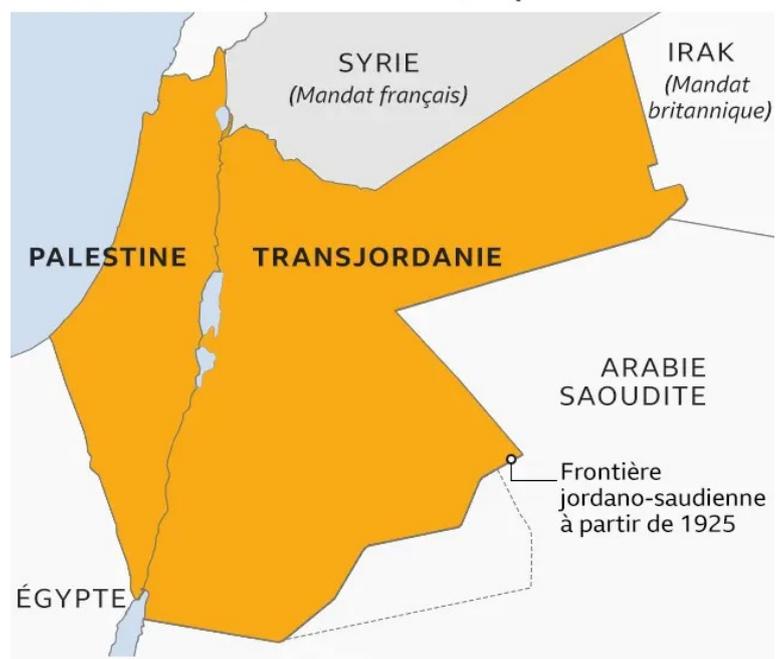
Le premier était les Arabes dont avaient besoin les Anglais pour affaiblir le front sud de l'empire ottoman. Durant les premières années de la guerre, les responsables britanniques ont, lors des réunions avec Hussein Ibn Ali qui était le chérif de la Mecque, laissé les questions des frontières et du système de gouvernement dans l'ambiguïté et ont promis qu'après la guerre, une confédération arabe comprenant non seulement la presqu'île arabe mais également la Syrie, l'Irak, le Liban et la Palestine actuels verrait le jour.

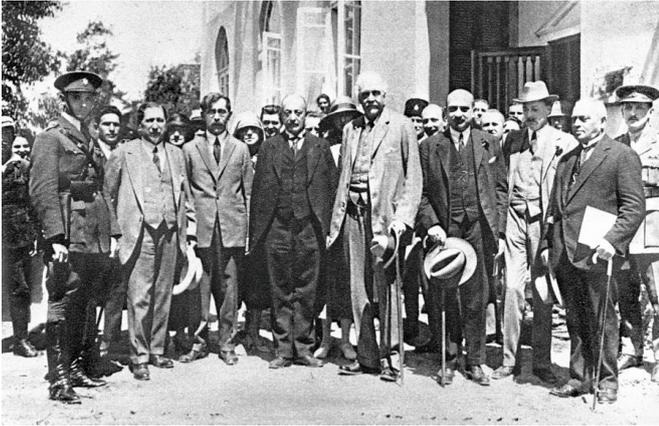
Cela entraînait nettement en contradiction avec les désirs des sionistes. Pourtant, parmi les hommes d'État britanniques se trouvaient beaucoup à soutenir le sionisme, une partie parce qu'elle voulait chasser la population juive de la Grande-Bretagne, c'est-à-dire pour des raisons antisémites, une autre partie, car elle croyait qu'en raison de l'impact grandissant du sionisme aux États-Unis, le soutien britannique au sionisme encouragerait les États-Unis d'Amérique à entrer en guerre avec eux.

De plus, la confédération arabe promise au chérif Hussein entraînait en contradiction non seulement avec les désirs des sionistes, mais aussi avec les

but impérialistes de la France. Les hommes d'État britanniques savaient que l'opinion publique américaine ne voulait guère que leur pays prenne une position centrale dans la marche politique du monde, et même si les États-Unis participaient à la guerre, pour empêcher l'Allemagne de se renforcer à nouveau après celle-ci et face au danger du bolchevisme, ils estimaient indispensables une alliance franco-britannique. L'accord secret entre la France et la Grande-Bretagne appelé l'accord Sykes-Picot prévoyait de limiter la confédération arabe de manière à satisfaire l'impérialisme français et le sionisme. Selon cet accord, la grande Syrie (comprenant le Liban actuel) était décrite comme une zone d'influence française, la Mésopotamie qui comprenait l'Irak actuel comme zone d'influence britannique ; quant à la Palestine, elle était laissée à une administration internationale à condition que cette dernière ne perde pas de vue que le judaïsme mondial avait un lien de conscience et émotionnel avec l'avenir du pays. Ainsi, la zone de souveraineté de la confédération arabe se trouvait de facto limitée à la presqu'île arabe. Cet accord est resté lettre morte. Durant la première guerre de partage impérialiste, l'impérialisme britannique a promis à la bourgeoisie arabe un État comme décrit ci-dessus et les a ajoutés à ses rangs pour les utiliser comme pions face à l'empire ottoman. Si l'on regarde la carte du Proche-Orient actuel, on verra qu'il se trouve des dizaines d'États avec des frontières comme si elles étaient dessinées avec une règle. Tout le peuple arabe a été divisé en 20 États différents sur cette carte. Le représentant du colonialisme qu'est la Grande-Bretagne a utilisé cette tactique dans de nombreuses régions : Nord-Sud en Irlande, Inde et

Palestine sous mandat britannique





1925, Tel-Aviv, visite de Lord Balfour, A sa droite sur la photo, Weizmann, futur premier président d'Israël

Pakistan dans le sous-continent indien, Turcs et Grecs à Chypre...

Avec la tactique de diviser pour régner de l'impérialisme britannique, dans les pays colonisés ou semi-colonisés les peuples ont été conduits à se battre entre eux, et ils ont été épuisés avec des dynamiques artificielles produits par cet impérialisme. Toutes les frontières tracées par le capitalisme qui a organisé son existence sous la forme d'États-nations l'ont été en tant que résultat de guerres impérialistes, suite à des massacres des masses laborieuses au profit des intérêts des bourgeoisies nationales. Toutes les frontières sont des éléments artificiels construits par les classes bourgeoises dans le cadre du système impérialiste-capitaliste.

Le capitalisme global qui est dans son ère de pourrissement tente de survivre en créant des provocations artificielles nationales, ethniques, religieuses, sectaires et en rendant les masses laborieuses cruelles. Tout ce qui est présenté comme un intérêt national implique la mobilisation des masses laborieuses au prix de leur vie et de leur sang pour les intérêts de la bourgeoisie. Le processus vécu au Proche-Orient est précisément cela. Pourquoi les États arabes ne parviennent pas à réaliser l'unité nationale sous un seul toit, pourquoi ils reconnaissent tous l'État d'Israël et établissent des relations commerciales, militaires et diplomatiques avec lui ? La réponse à cette question ne se trouve ni dans la duplicité de la bourgeoisie arabe, ni dans le fait que la conscience nationale ne soit pas assez développée, ni dans le fait qu'ils ne parviennent pas à constituer une oumma. Elle peut s'expliquer par les intérêts de la bourgeoisie de tous les pays arabes. Les intérêts de la bourgeoisie arabe et les contradictions en son sein sont des obstacles à la réalisation d'une quelconque union au Proche-Orient. La bourgeoisie arabe est incapable de réaliser une quelconque union. L'unité face à l'impérialisme au Proche-Orient ne peut être atteinte que sous la direction de la classe ouvrière qui ne se définit pas par la langue, la religion ou la nation, ayant adopté le programme internationaliste marxiste et dans le cadre de la fédération socialiste du Proche-Orient.

Qu'est-ce que le sionisme ?

Les Juifs qui ont fait l'objet de nombreuses pressions et de massacres, qui ont été obligés de s'exiler de leur lieu de vie tout au long de l'histoire ont commencé à connaître une situation plus confortable à la fin du XIX^e siècle. À cette date, dans les pays avancés qui avaient achevé la révolution démocratique bourgeoise, la ségrégation avait décliné et la plupart des Juifs s'étaient intégrés à la société dans laquelle ils vivaient.

Dans les pays qui n'avaient guère réussi à se développer d'un point de vue capitaliste, qui n'avaient pu achever la révolution démocratique bourgeoise comme ceux de l'Est de l'Europe, en Pologne, dans la Russie tsariste, ils subissaient une lourde oppression. Le sionisme est né à la fin du XIX^e siècle en tant que courant politique.

En tant que mythe religieux, l'origine du sionisme est très ancien. La mythologie sioniste repose sur deux fondements : le premier est que depuis des siècles (depuis l'exil imposé par le roi de Babylone), ils vivaient en rêvant de revenir à la « mère patrie ». Le second est, de manière liée, que tous les Juifs sont, à la fois durant l'époque de « l'exil » et depuis la fondation de l'État d'Israël, sionistes et qu'il est impossible de concevoir les choses autrement. La première doctrine politique sérieuse du sionisme se trouve dans *L'État des Juifs* du journaliste autrichien Theodor Herzl. En 1897, s'est tenu le premier congrès mondial sioniste. Cette idéologie trouve ses références fondamentales dans les livres sacrés de la religion juive (*Ancien Testament* pour les chrétiens). Il y est écrit que les Juifs sont les élus de Dieu, que l'exil de Palestine est passager et qu'avec l'arrivée du Messie, tous les Juifs retourneront en Palestine.

Le sionisme accepte l'antisémitisme comme un élément inévitable. Pour cette raison, il affirme qu'il est absurde de se défendre en s'organisant. La seule possibilité est de constituer son propre État afin d'y rassembler tous les Juifs du monde. Le sionisme se nourrit de l'antisémitisme, prétend que l'antisémitisme fait partie de la nature humaine et pour prouver la validité de ces affirmations aux Juifs, pour pouvoir gagner une légitimité politique, pour pouvoir diriger les Juifs après la constitution de leur État, il a besoin de l'antisémitisme. Le sionisme se nourrit principalement de l'antisémitisme.

À l'échelle philosophique et pratique, il s'agit là d'un courant raciste. Il affirme que l'antisémitisme fait partie de la nature humaine et s'y oppose par son propre racisme. Son système de pensée repose sur la supériorité envers les autres ethnies et religions. Le résultat inévitable est qu'il se nourrit de la guerre. Le fait de trouver une base politique a été un processus douloureux pour le sionisme.

Cette idéologie qui a commencé à s'organiser dans les années 1880 n'a pu gagner un caractère de masse que suite au génocide des Juifs par les nazis. Les courants sionistes qui ont commencé à s'organiser dans les années 1880 n'ont eu une base réduite en Europe et en Amérique du Nord. Depuis environ un siècle, dans les pays

de l'Europe de l'Ouest, la répression officielle des Juifs avait cessé et ils s'étaient intégrés aux sociétés dans lesquelles ils vivaient à égalité de droits. Après la Révolution française, les Juifs de l'Europe de l'Ouest ont été libérés des interdictions et des pogroms qui pesaient sur eux. Comme l'antisémitisme était anachronique en Europe de l'Ouest, le sionisme ne parvenait pas à rassembler.

Quant à l'Europe de l'Est, les choses étaient à l'opposé. En Russie et en Pologne où vivaient la majorité des Juifs du monde se trouvaient au pouvoir des régimes autocratiques exerçant une répression intense. Particulièrement, le régime tsariste russe avait désigné les Juifs comme des boucs émissaires et organisait avec l'appui des agents de la police des attaques antisémites systématiques. Dans ces pays, la couche la plus pauvre de la classe ouvrière était constituée par les ouvriers juifs. En Russie tsariste et en Pologne les idées révolutionnaires se répandaient à grande vitesse et les organisations révolutionnaires gagnaient un caractère de masse. Parmi les ouvriers et paysans pauvres juifs, il était question d'une large sympathie pour les idées révolutionnaires et d'une adhésion en grand nombre aux organisations révolutionnaires.

Le nationalisme bourgeois (sionisme) était moins influent que le mouvement ouvrier (Bund, POSDR, SDKP...) dans les pays où la pression antisémite de l'État était la plus dure et où vivait le plus grand nombre de Juifs. Il existait comme une petite secte qui ne parvenait pas à trouver une base parmi les Juifs en Pologne et en Russie tsariste. Dans ces pays et afin de pouvoir trouver une base, le sionisme avait développé une phraséologie radicale avec des accents de classe sociale, cependant il avait été supplanté par le socialisme de l'Internationale ouvrière.

Les sionistes savaient que, pour atteindre leur but, ils devaient obtenir le soutien d'États puissants. Ils ont donc élaboré toutes leurs stratégies dans ce but. Ils ont fait la propagande selon laquelle ils seraient les gendarmes protégeant les intérêts des puissances au Proche-Orient.

Ils ont tenté de convaincre les puissances impérialistes que la persistance de leur hégémonie au Proche-Orient passait par l'établissement d'un État sioniste. Cela a commencé pour la première fois alors que la Palestine était une colonie ottomane. Le sioniste Herzl et ses amis ont rencontré le sultan Abdülhamid II pour tenter d'obtenir la permission de créer un État juif en Palestine. Ils ont promis qu'en échange, ils régleraient les problèmes financiers de l'Empire ottoman. Mais les sionistes n'ont pu obtenir une réponse favorable de la monarchie. La période était en même temps une période durant laquelle les équilibres entre puissances coloniales changeaient.

L'impérialisme britannique devenait très puissant. Dans de nombreux endroits au monde, un mouvement qui s'opposerait à l'impérialisme britannique aurait peu

de chances de survivre longtemps et d'obtenir des gains. Les sionistes ont dès lors mené toutes leurs activités dans le but d'obtenir le soutien de l'impérialisme britannique. Le point de vue fondamental des sionistes pouvait se résumer ainsi : « en Palestine, nous constituerons une partie de la ligne de défense de l'Europe face à l'Asie, nous serons l'avant-poste de la civilisation face à la barbarie. En tant qu'État neutre, nous serons en lien avec l'Europe, en échange l'Europe garantira notre sécurité ».

Le sionisme et le nazisme

Avec l'arrivée au pouvoir d'Hitler en Allemagne en janvier 1933, l'antisémitisme a atteint des sommets. Comme les Juifs étaient transformés en objets de la haine par le pouvoir fasciste, ils n'étaient plus en sécurité en Allemagne. Ce processus constitue en même temps la période où le sionisme a rassemblé le plus en Allemagne. Un aspect historique balayé sous le tapis par les historiens bourgeois est la collaboration et les liens étroits entre les nazis et les sionistes. Le principal but ici est de cacher la réalité de la collaboration du sionisme au génocide des Juifs en Allemagne nazie et également de dissimuler le fait qu'il n'y avait pas, entre le sionisme et la tragédie historique du peuple juif, un point commun historique, émotionnel ou matériel. Il existe deux raisons fondamentales à la dissimulation de cette réalité historique :

1. Le premier est de légitimer le sionisme
2. Le second est de renforcer l'antisémitisme

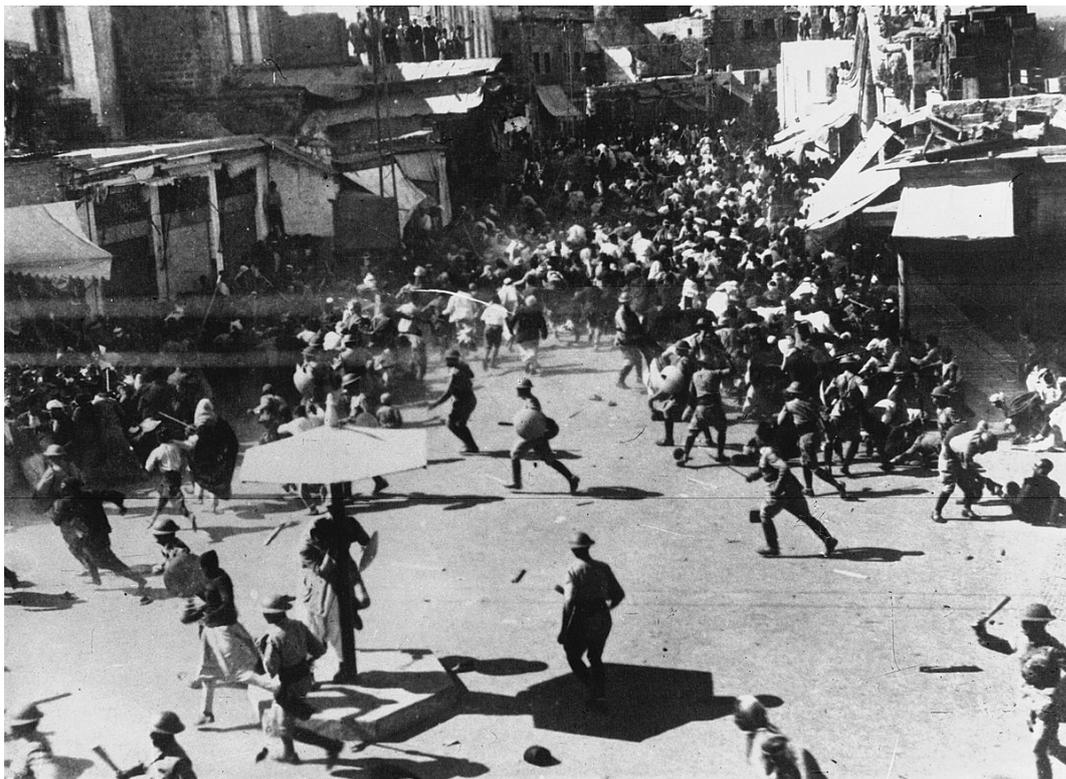
Tant que cette réalité historique est cachée, l'État sioniste d'Israël peut tirer sa légitimité du génocide des Juifs. Ainsi, le point de vue essentialiste « tous les Juifs sont sionistes » se répand et comme résultat inévitable de cette expansion, l'antisémitisme qui est un courant réactionnaire se renforce.

La Fédération sioniste d'Allemagne a envoyé le message suivant au gouvernement nazi le 21 juin 1933, le jour de son arrivée au pouvoir :

Une renaissance de la vie nationale telle que celle qui se produit dans la vie de l'Allemagne... doit également se produire dans le groupe national juif. À partir de la fondation du nouvel État qui a établi le principe de la race, nous souhaitons insérer notre communauté dans l'ensemble de cette structure de façon à ce que pour nous aussi, dans la sphère qui nous est assignée, une activité fructueuse pour la mère patrie soit possible. (citée par Ralph Schoenman, L'Histoire cachée du sionisme, 1988, GMI, p. 25-26)

Le soutien dès le premier jour au pouvoir d'Hitler des sionistes n'a pas varié dans les années suivantes. Le congrès sioniste mondial a refusé par 240 voix contre et 43 l'appel à action contre Hitler en 1933. L'organisation sioniste mondiale ne s'en est pas contenté et a brisé le boycott juif des biens allemands en se chargeant de leur distribution au Proche-Orient et en Europe du Nord.

Mildenstein du service de sécurité SS a séjourné pendant 6 mois en Palestine afin de soutenir le sionisme. Le ministre de propagande d'Hitler, Goebbels, a publié en 1934 un rapport de 12 chapitres vantant le sionisme. Ne s'en



Juin 1936, répression britannique des manifestations lors de la grève contre la colonisation par les sionistes

contentant pas, il a de plus commandé une médaille sur laquelle figurait une croix gammée sur une face, et l'étoile de David sioniste sur l'autre. En mai 1935, Heydrich qui était le président du service de sécurité SS, a séparé les Juifs en deux, « bons Juifs » et « mauvais Juifs ». Les bons Juifs étaient les sionistes, il était possible de collaborer en harmonie avec eux. Les mauvais Juifs étaient ceux qui n'étaient pas sionistes et il fallait s'en débarrasser.

Pour pouvoir émigrer, il était obligatoire d'obtenir des papiers auprès de l'Organisation sioniste mondiale. Entre 1933 et 1935, les deux tiers des Juifs allemands qui ont fait une demande pour obtenir ces papiers ont vu leur demande rejetée et ont été laissés seuls dans l'enfer nazi. Les sionistes rassemblaient les Juifs dotés de capital ou d'un métier et conformes à leur idéologie. Durant ce processus, ils ont travaillé de concert avec les nazis. Les sionistes transmettaient aux nazis la liste des Juifs qu'ils accueilleraient et ne s'opposaient pas à ce que le reste soit emmené dans des camps de concentration. Ils collaboraient ainsi au nettoyage ethnique des Juifs en Allemagne.

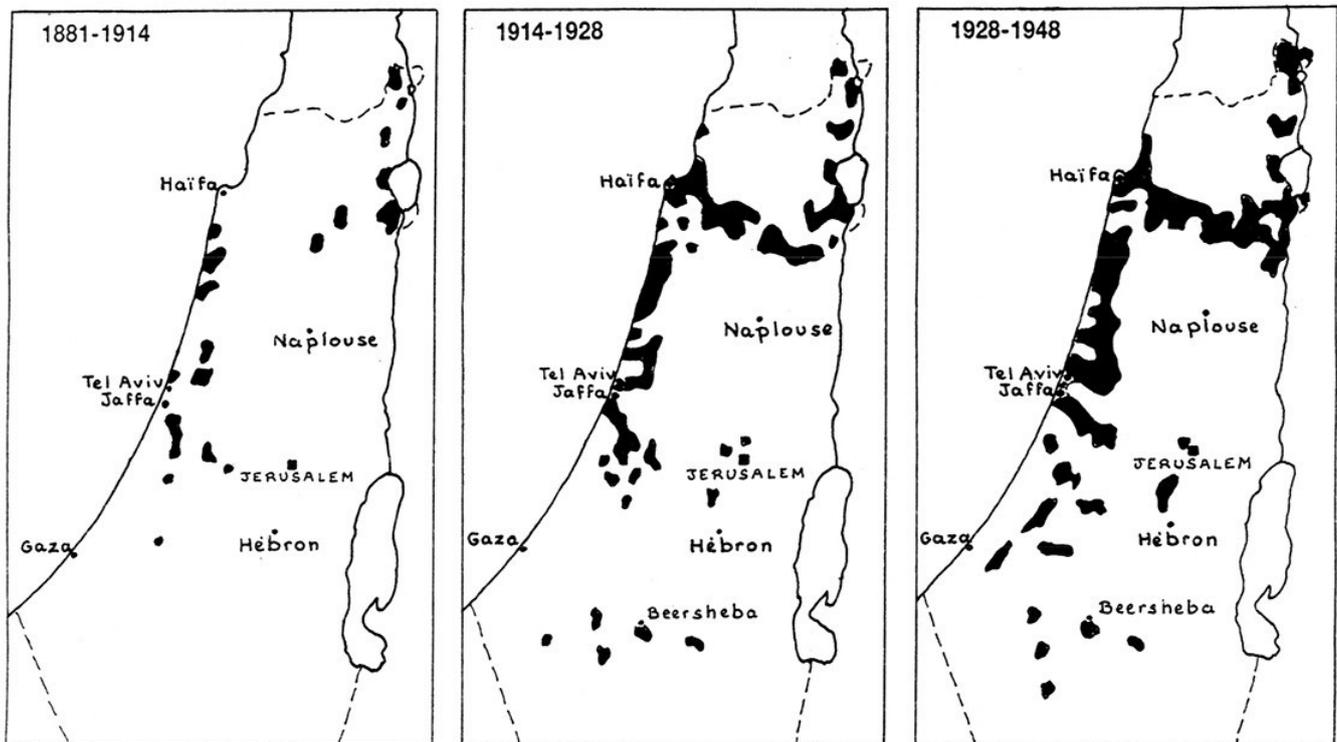
Alors que des millions de Juifs mourraient en raison du génocide mis en œuvre par les nazis, les organisations sionistes s'opposaient plus encore que les partis fascistes aux lois qui faciliteraient la migration vers les États-Unis d'Amérique ou bien en Europe de l'Ouest. Dans les parlements de ces pays, les sionistes votaient contre de telles lois. Il n'y avait qu'un seul but, empêcher les Juifs d'émigrer ailleurs qu'en Israël. Le futur premier ministre Yitzhak Shamir proposait l'accord suivant aux autorités

nazies le 11 janvier 1941 : l'extraction des masses juives d'Europe est la précondition pour résoudre la question juive ; or la réalisation de ce plan n'est possible que si ces masses s'établissent en Palestine qui est la mère-patrie du peuple juif et si un État juif est fondé dans ses frontières historiques...

L'organisation militaire nationale en Palestine, qui a bien conscience de la bonne volonté du Reich allemand et de ses responsables quant aux activités sionistes en Allemagne et quant aux plans d'émigration sioniste, partage les points de vue suivants :

- Il est possible d'avoir des intérêts communs entre le Nouvel Ordre qui sera établi en Europe de manière compatible avec la pensée allemande et les buts nationaux juifs incarnés dans l'organisation militaire nationale.
- La collaboration entre la nouvelle Allemagne et le monde juif reste possible.
- La fondation, dans le cadre d'un accord avec le Reich allemand, d'un État historique juif sur une base nationale et totalitaire est nécessaire pour les intérêts germaniques puissants au Proche-Orient à l'avenir.

L'organisation militaire nationale propose, à condition que les buts nationaux d'Israël soit reconnus par le gouvernement allemand, de prendre une part active à la guerre aux côtés de l'Allemagne. Pour résumer, le sionisme est largement un partenaire criminel du génocide des Juifs commis par les nazis. Il a utilisé les victimes du



Acquisition de terres par les Juifs (1881-1948) / Dominique Perrin, *Palestine, une terre, deux peuples*, Presses universitaires du Septentrion, 2020

génocide et leurs souffrances historiques pour ses propres buts colonialistes.

La fondation de l'État d'Israël

Avec l'arrivée au pouvoir des nazis en Allemagne lors des élections de 1933, les équilibres de pouvoir au Proche-Orient et plus particulièrement en Palestine sont entrés dans un processus de bouleversement, même si c'était de manière indirecte. Le gouvernement nazi collaborait d'un côté avec les sionistes pour purger l'Europe des Juifs et, de l'autre, il visait à attirer les États arabes dans ses rangs durant la seconde guerre mondiale, ou à tout le moins de faire en sorte que lesdits États adoptent une position neutre.

Le régime nazi a échoué dans cette stratégie. Les États arabes ont pris position contre l'Allemagne durant la seconde guerre mondiale. Lors des émeutes antisémites provoquées en Palestine de 1921 à 1929, près de 200 Juifs et plus de 150 Arabes en perdu la vie. L'Angleterre a, afin de calmer les émeutes arabes, mis une limite (pas appliquée) à l'établissement des Juifs en Palestine.

Les Palestiniens, las de la répression britannique et des pertes de territoires qui continuaient, ont entamé en 1936 une révolte qui allait durer trois ans. Les revendications fondamentales de cette révolte étaient les suivantes :

- Un gouvernement démocratique pour diriger la Palestine,
- L'arrêt de la colonisation sioniste,
- L'interdiction de l'achat de terrains par les sionistes.

Lors de cette révolte, des méthodes comme la grève générale multi classe ou le refus de payer les impôts ont été utilisées. Le gouvernement britannique a écrasé violemment cette révolte. Environ 6 000 Arabes ont été massacrés et leurs maisons ont été incendiées. L'impérialisme britannique a constitué une force de police supplétive en armant une partie des Juifs.

Cet État impérialiste qui avait eu du mal à contrôler la révolte a publié en 1939 un rapport limitant l'immigration juive et proposant l'indépendance au bout de dix ans de la Palestine. Selon ce rapport, l'achat de terrains par les Juifs allait être interdit, 75 000 migrants juifs allaient pouvoir venir dans les 5 années suivantes et ensuite, les portes allaient être refermées. Ainsi, l'État britannique voulait créer un État sous son commandement. Grâce à cet État tampon qu'il allait construire, le contrôle du Proche-Orient serait garanti, le canal de Suez serait protégé.

L'impérialisme britannique était, pour ses intérêts régionaux, en faveur de la création d'un État tampon arabe. En 1945, les groupes sionistes « révisionnistes » sont entrés dans une lutte armée en Palestine contre la Grande-Bretagne. Le terrorisme sioniste a considérablement compliqué la question palestinienne et proche-orientale.

La Grande-Bretagne a été contrainte de faire appel aux Nations-Unies pour la résolution de ce problème. À cette date, la population juive en Palestine a atteint les 600 000. Ce chiffre correspondait à un tiers de la population totale. En 1947, sous l'impulsion des États-Unis qui aspiraient à liquider l'influence britannique dans la région, l'ONU a adopté une résolution recom-

mandant la remise de l'administration de Jérusalem à une direction internationale et la division du pays en deux, pour les Arabes d'un côté et les Juifs de l'autre. Selon cette proposition, 47 % du pays revenait aux Arabes qui constituaient 70 % de la population et possédaient 92 % des terres. L'organisation sioniste terroriste Lehi (groupe Stern) assassina alors le rédacteur suédois du projet de partition Folke Bernadotte. Pour l'aile fasciste du sionisme, toute la Palestine devait être immédiatement colonisée.

Avec 33 votes pour, 13 votes contre et 10 abstentions, la proposition a été acceptée. Alors que la Grande-Bretagne s'était abstenue, l'URSS a voté pour. L'URSS a qualifié l'établissement de l'Israël sioniste de victoire contre l'impérialisme britannique. Suivant cette décision, le 14 mai 1948, l'État d'Israël a été proclamé.

Les Palestiniens et les États arabes existants qui n'acceptaient pas cette décision se sont soulevés avec l'appui de la Grande-Bretagne dont le but était de jouer les médiateurs avec l'intensification de la guerre et de dominer les deux parties. La Grande-Bretagne, avant de retirer ses forces de la Palestine, a ouvert ses frontières terrestres et a ainsi préparé le terrain pour que les pays arabes voisins puissent aider la Palestine.

Les masses palestiniennes, la Syrie, l'Irak, la Jordanie, le Liban et l'Égypte ont connu une défaite à l'issue de la guerre. Et ce résultat a causé le renforcement de l'État d'Israël, lui a permis de s'établir sur une zone plus large que prévue par l'ONU et d'agrandir sa zone de colonisation. La victoire d'Israël à l'issue de cette guerre a remodelé les équilibres au Proche-Orient.

Les États arabes ont refusé de reconnaître Israël. Les Juifs vivant depuis des siècles dans les pays arabes ont été forcés d'émigrer par suite de la persécution des régimes nationalistes panarabes. Près de 600 000 Juifs de plus se sont établis en Israël, provoquant une augmentation importante de sa population.

Les États-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne qui mettaient une distance avec Israël avant la guerre ont, suivant leurs intérêts dans la région, changé d'orientation et ont apporté un soutien sans réserve à cet État. Pour les États-Unis d'Amérique, il s'agissait de combler le vide laissé par l'impérialisme britannique. Pour l'impérialisme britannique, avec des États arabes tous plus instables les uns que les autres, il était incapable de protéger ses intérêts et qu'il avait besoin pour ce faire du jeune État d'Israël fort et stable.

L'un des premiers pays à reconnaître l'État sioniste d'Israël a été l'URSS. Elle avait considéré l'établissement de l'État d'Israël comme un affaiblissement de l'impérialisme britannique dans la région et avait qualifié cet État d'État antiimpérialiste. Dans ce cadre, elle avait fourni des armes et des munitions à Israël lors de la guerre de 1948-1949 via la Tchécoslovaquie. À la fin du conflit, Israël a, en obtenant le soutien de l'URSS, des États-Unis d'Amérique et de la Grande-Bretagne, installé sur des fondations solides son État construit au moyen du colonialisme.

La naissance et la mort du Parti communiste de Palestine

Le Parti communiste de Palestine a été constitué en février-mars 1919 suite à la scission du Poalei Zion (Travailleurs de Zion) lors de son 13^e congrès.

Le Poalei Zion avait été établi en 1900 dans la ville de Minsk en Russie, en opposition au Bund antisioniste. Il visait à créer un mouvement ouvrier sioniste. Selon l'un de ses théoriciens les plus importants, Ber Bonotchave, la lutte des classes « normale » était impossible pour les ouvriers juifs en raison des oppositions entre les ouvriers des autres nations et les Juifs. Pour cette raison, gagner les ouvriers



juifs au combat sioniste était pour lui le but principal. Ce n'est qu'après l'établissement d'une société juive qu'il pouvait être question de la lutte des classes.

L'aile droite se rallia à la « 2^e Internationale » réformiste d'après la première guerre mondiale et fut à l'origine du Parti travailliste, du syndicalisme sioniste Histadrout et de l'organisation terroriste Haganah.

Le désaccord avec l'aile gauche qui l'avait quitté en 1919-1920 partit d'une question linguistique. L'aile gauche refusait que la langue du parti soit l'hébreu [une langue artificielle créée par les sionistes à partir de l'hébreu ancien] et voulait utiliser le yiddish [la langue parlée par la majorité des travailleurs juifs d'Europe centrale]. L'aile gauche s'opposait par ailleurs à la fusion avec Hapoel Hatzair (Parti sioniste de la jeunesse ouvrière).

Par la suite, une fraction de l'aile gauche du Poalei Zion se tourna vers l'Internationale communiste et proclama le Parti socialiste ouvrier (MPS). Ne figuraient parmi les fondateurs du MPS que des Juifs et le parti n'était actif que parmi les ouvriers juifs. Dans un premier temps, il continua à soutenir le projet sioniste.

La première activité du MPS en direction des travailleurs arabes a été le tract en arabe publié le 1^{er} mai 1921. Dans ce tract, ils expliquaient que les ouvriers révolutionnaires juifs arrivant dans le pays visaient à lutter contre les capitalistes juifs, arabes et britanniques avec les travailleurs arabes. Le tract n'a pas eu d'écho notable parmi ces derniers. La manifestation illégale du MPS opposée à celle, légale, de la Histadrout à Jaffa le premier mai, a dégéré en une attaque des Arabes contre les Juifs. Alors, le gouvernement britannique a commencé à réprimer le MPS, les principaux dirigeants du parti (dont Leopold Trepper) ont été expulsés de Palestine.

L'hostilité profonde et les accrochages entre les travailleurs arabes et juifs sur fond de colonisation ont toujours causé des difficultés au mouvement révolutionnaire palestinien dans ses activités. La question de l'organisation des ouvriers et paysans arabes a constitué l'axe principal des relations entre le Parti communiste palestinien et l'Internationale communiste.

L'IC a exigé du MPS, en 1921, d'adopter une position nette contre le sionisme. Lorsque cette condition a été rejetée de façon certaine en 1922, l'Internationale communiste a appelé les communistes à scissionner.

Le 9 juillet 1923, le Parti communiste de Palestine (PCP) a été fondé. Le programme du nouveau parti était à la fois antisioniste et compatible avec celui de l'Internationale communiste. En mars 1924, le PCP a été accepté à l'Internationale communiste dont la première instruction pour le parti était de ne pas se limiter aux travailleurs de la minorité juive et de se diriger vers la classe ouvrière arabe. Le PCP a, dans ce but, fait paraître un journal de 1924 à 1926 pour les travailleurs arabes. Il a travaillé pour orienter ceux-ci vers la participation aux activités syndicales. Il a pris position

contre les expulsions des villageois arabes de leurs terres qui avaient été rachetées par les Juifs. Il a également pris position contre le nationalisme bourgeois arabe. Bien que le PCP restât petit, il a gagné un nombre significatif de militants arabes.

Avec le début en URSS de la contre-révolution bureaucratique stalinienne et la prise de contrôle de l'Internationale communiste par la bureaucratie stalinienne, cette dernière a adopté le programme réactionnaire antimarxiste du « socialisme dans un seul pays ». Ainsi, l'Internationale communiste cessait d'être le parti de la révolution mondiale et se transformait en un appareil de politique des affaires étrangères de l'État de l'URSS. Les programmes de révolution par étapes de la Seconde internationale étaient repris par le mouvement communiste global.

Le Parti communiste palestinien fut contaminé par cette régression. Après 1929, pour le PCP le principal combat n'était plus le pouvoir ouvrier qui devait être mis en place grâce à la lutte commune des travailleurs arabes et juifs. Désormais, la priorité était la lutte de libération nationale des masses arabes. Les communistes juifs devaient soutenir inconditionnellement cette lutte.

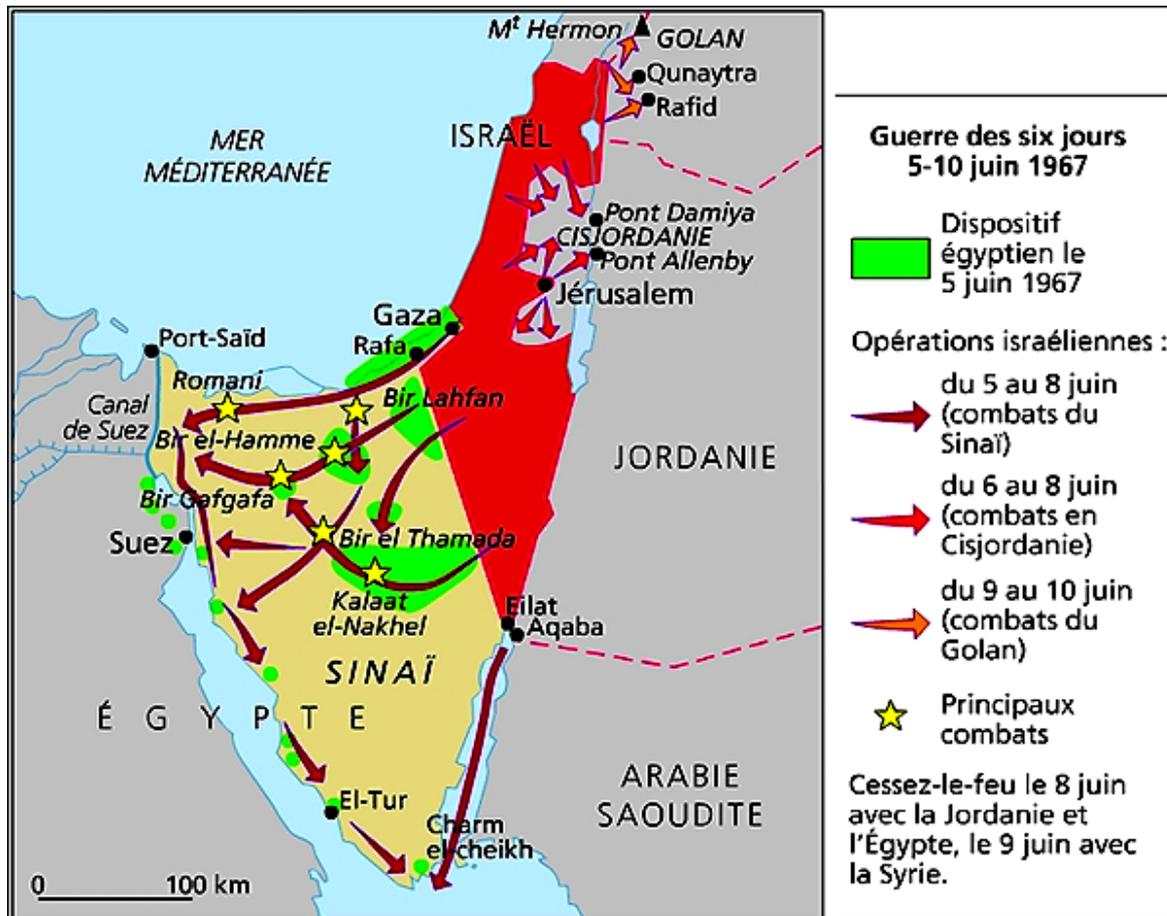
Après cette date, la principale force sociale était également modifiée. Il s'agissait pour le PCP d'organiser les paysans.

Après 1933, le parti n'avait plus qu'un seul but, à savoir soutenir la lutte de libération nationale. Pour cela, le programme de révolution socialiste avait été jeté à la poubelle et la perspective de former un front populaire commun avec le nationalisme arabe avait été adoptée. La révolte sur une base nationaliste et antisémite qui avait débuté en 1936 a été soutenue inconditionnellement. Une partie des membres arabes du PCP qui a quitté le parti ouvrier pour rejoindre le Parti nationaliste de la liberté.

En 1937, les communistes juifs ont constitué une section juive séparée. Celle-ci critiquait l'engagement du parti en faveur du nationalisme arabe et le fait qu'il tourne le dos à la classe ouvrière juive. En août 1940, la section



Mai 1948, Haïfa, la Haganah travailliste expulse des Palestiniens



juive Haemeth a scissionné fait paraître une revue s'appelant *la Vérité*. Pendant cette période, la section arabe PCP a glissé vers le nationalisme arabe, et la section juive a régressé vers un sionisme de gauche. Désormais au sein du PCP, l'unité des travailleurs juifs et arabes n'était même plus mentionnée dans les discours.

Lorsque la seconde guerre mondiale a éclaté, l'Internationale communiste avait désigné comme tâche à tous les communistes du monde la défense de « la mère-patrie des soviets ». Conformément à cet axe et aux intérêts de la diplomatie soviétique, tous les partis « communistes » ajustaient leurs positions.

En 1939, suite à l'accord entre Hitler et Staline, le PCP considérait que la guerre était une guerre entre impérialistes et s'opposait à ce que les Arabes et Juifs de Palestine y prennent part ainsi qu'à l'administration britannique de la Palestine.

Avec l'attaque allemande contre les soviets, cette attitude a entièrement changé. Il ne s'agissait plus de s'opposer à l'impérialisme britannique qui était l'allié de l'URSS et participait à la guerre contre l'ennemi commun, mais de le soutenir. Le PCP qui s'était fixé jusqu'alors comme principal but l'indépendance de la Palestine a commencé à soutenir son État colonisateur. L'impérialisme britannique n'a pas laissé ce geste du Parti communiste palestinien sans réponse. Il s'est vu être légalisé. Le Haemeth a rejoint le PCP.

Le 10 mai 1943, avec le refus des membres arabes du parti de soutenir la grève qui avait commencé dans les camps militaires britanniques dans la ville de Haïfa et qui était

organisée par la Histadrout, une nouvelle scission survint. La fraction juive a gardé le PCP et les membres arabes ont, quant à eux, créé l'Unité pour la libération nationale (NLL).

Après la seconde guerre mondiale, lorsque l'URSS a soutenu la fondation de l'État sioniste d'Israël et lorsqu'elle a fourni des armes et des munitions à l'État d'Israël, le communisme a été complètement liquidé en Palestine. Plus de la lutte commune des travailleurs juifs et arabes, plus de révolution socialiste.

La plupart des militant arabes ont rejoint des organisations nationalistes bourgeois ou le Parti communiste de Jordanie. Les membres juifs, eux, ont continué à exister une ligne sioniste de gauche sous l'étiquette de Parti communiste d'Israël (Maki).

La création de l'Organisation de libération de la Palestine

Israël, qui menaçait sans cesse les pays arabes et qui tentait de les envahir à chaque occasion a réalisé, avec la Grande-Bretagne et la France en 1956, une attaque impérialiste contre l'Égypte. Le véritable but de l'impérialisme britannique était, en utilisant Israël, de mettre à genoux l'Égypte sous le gouvernement de Nasser qui avait nationalisé le canal de Suez.

La Grande-Bretagne et la France n'ont pu résister aux pressions des États-Unis et ont été contraintes de se retirer sans avoir atteint leur but. Cette retraite a causé une montée en flèche du prestige de Nasser et la montée grande vitesse du nationalisme arabe.

La Jordanie, la Syrie, le Liban, l'Égypte, le Qatar, le Koweït et l'Irak ont pris la décision de s'organiser au sein d'une identité séparée pour le peuple palestinien lors de la conférence arabe de 1964. Ils ont ainsi fondé l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Ils ont placé à la présidence de l'Organisation de libération de la Palestine Ahmed Choukairy qui était l'adjoint au secrétaire général de l'Union arabe aux Nations Unies et le représentant permanent de l'Arabie Saoudite. Choukairy avait été nommé aux Nations Unies en 1950 en tant que délégué de la Syrie.

Le fait que la direction de l'Organisation de libération de la Palestine ait été constitué par des bureaucrates des États arabes et qu'il s'agisse d'une organisation créée par le haut avait un but évident. Le mouvement anticolonialiste qui venait de la base contre l'agressivité sans cesse croissant d'Israël se développait rapidement. Afin d'empêcher que ce mouvement ne leur échappe, les États arabes ont créé par consensus l'Organisation de libération de la Palestine.

L'armée de libération de la Palestine avait été constituée en tant qu'aile militaire de l'OLP. Cette aile militaire se composait des soldats palestiniens des armées des États arabes.

Indépendamment de l'OLP, en 1958 au Koweït, le Fatah a été fondé sous la direction de Yasser Arafat. Ce dernier était convaincu que la seule voie pour la libération de la Palestine passait par la lutte armée et qu'il fallait se préparer dans ce but. Le Fatah a réalisé sa première action armée en 1965. À partir de cette date, il a gagné la direction du mouvement de libération nationale de la Palestine.

Suite à la défaite des États arabes lors de la guerre de guerre des Six jours en 1967, Choukairy a démissionné de la présidence de l'OLP. En novembre 1968, le Fatah et de d'autres groupes de guérilla ont rejoint le Conseil national palestinien qui remplissait la fonction de parlement de l'OLP. Arafat a été élu à la présidence de l'OLP. Après l'arrivée à la présidence d'Arafat, la politique de l'OLP a évolué dans un sens plus radical et indépendantiste.

De 1967 aux accords d'Oslo

La troisième guerre entre Israël et les États arabes qui a eu lieu en 1967 a été, pour les communautés arabes, une défaite de grande envergure. Cette guerre s'est terminée avec la mort de 1 000 Israéliens et de 18 000 mille Arabes. Israël a envahi la Cisjordanie, Jérusalem-Est, la bande de Gaza, le Sinaï et le plateau Golan. Plus de 200 000 Arabes qui vivaient en Cisjordanie ont été contraints de migrer vers la Jordanie.

Suite à l'accord de paix signé avec l'Égypte en 1978, Israël s'est retiré en 1982 du Sinaï pour attaquer tout de suite après le Liban et envahir Beyrouth. Le 3 septembre, les phalanges fascistes libanaises, en collaboration avec Israël, ont occupé les camps de Sabra et Chatila et massacré 3 000 Palestiniens désarmés. L'OLP a

quitté le Liban et Israël a accepté de se retirer de Beyrouth, tout en continuant à occuper le sud du Liban.

Les Palestiniens ont déclenché en 1987 dans les territoires occupés à Gaza et en Cisjordanie une nouvelle intifada qui a été la seconde intifada après la révolte des années 1930. Son aspect le plus notable est qu'avec la participation forte des enfants et des jeunes, des grèves d'ouvriers et de villageois arabes ont eu lieu dans la région sous domination israélienne. Les grèves de masse en sérieusement touché l'industrie et l'agriculture. Cela a laissé une expérience importante sous l'angle de l'utilisation des méthodes de lutte de classe.

En 1969, Arafat qui était élu à la présidence de l'OLP défendait, pour la résolution définitive de la question palestinienne, la République laïque et démocratique à un seul État qui comprendrait les musulmans, les chrétiens et les israélites. Il liait la résolution de cette question à la destruction de l'État sioniste d'Israël.

Pourtant, en 1988, le Fatah a accepté l'occupation sioniste en faisant des grandes concessions sur son programme. Il a ainsi accepté la prétendue solution des deux États et a reçu en échange un mini-État qui comprenait la Cisjordanie et Gaza. Jérusalem-est est devenu la capitale et Arafat le chef de l'État. En tant que résultat des rencontres avec Israël sous l'égide des États-Unis d'Amérique, un accord de paix a été signé en 1993 à Oslo.

Cependant, il s'agissait d'un territoire tel que les liens entre les îlots d'habitation créés dépendaient du contrôle de l'armée israélienne. La circulation des humains et des marchandises était entravée. Il s'agissait plus d'une prison pour les Palestiniens que d'un État palestinien. Les accords d'Oslo n'étaient ni plus ni moins que le nom des chaînes que portait le peuple palestinien. La solution des directions nationalistes bourgeois et de l'impérialisme se limitait à cela. L'Autorité palestinienne avait pieds et poings liés, il est demeuré une caricature d'État qui ne pouvait aller plus loin que d'exercer sa puissance contre son propre peuple.

Israël a continué à augmenter le nombre des zones de colonisation civiles et des bases militaires en Cisjordanie et à Gaza. Il s'est retiré de 22 % des territoires qu'il avait promis d'évacuer au bout de 6 ans. Il a poursuivi ses massacres et a déclaré à chaque occasion qu'il ne reconnaissait pas la Palestine. Le résultat inévitable a été l'éclatement d'une nouvelle intifada .

Après 3 000 morts, un nouveau « processus de paix » a vu le jour sous l'égide des États-Unis d'Amérique. La « feuille de route » établie par les EU, l'ONU, l'Union européenne et la Russie a été transmise en 2003 aux « deux parties » qui l'ont signée.

Cette feuille de route prévoyait qu'Israël et la Palestine se reconnaissent mutuellement. Le Fatah légitimait une fois de plus la persistance de l'occupation sioniste en reconnaissant Israël. De plus, les frontières de l'État palestinien qu'Israël devait reconnaître conservaient leur caractère incertain. La plus grande perte pour la



Palestine de ce processus était la suivante : Arafat a dû se retirer des réunions sous prétexte qu'il soutenait le terrorisme. Ainsi, alors que la lutte anticoloniale d'indépendance de la Palestine était qualifiée de « terrorisme », l'occupation israélienne était avancée comme un sujet de « sécurité nationale ». Avec le retrait d'Arafat qui était identifié à la cause de la libération de la Palestine et qui avait été choisi comme dirigeant par le peuple palestinien, la volonté politique du peuple palestinien se trouvait mis hors-jeu. À la place d'Arafat, c'est le premier ministre marionnette Mahmoud Abbas qui participait aux rencontres.

Cette feuille de route avait été conçue entièrement en fonction des intérêts de l'État bourgeois d'Israël. Pourtant, l'État sioniste d'Israël a, dès le début, déclaré clairement qu'elle ne fonctionnerait pas et qu'il ne se sentait pas lié par la feuille de route. Comme à chaque fois, il ne s'est pas retiré des territoires occupés et s'est contenté d'évacuer une petite zone pour donner le change. Israël défendait l'envoi de tous les Arabes de Palestine en Jordanie et la construction d'un État palestinien dans ce pays. Pour l'État sioniste d'Israël il n'y avait qu'un seul chemin vers la paix, l'invasion de toute la Palestine, l'exil forcé des Arabes et la réduction en quasi-esclavage de ceux qui seraient restés. Chaque solution, chaque accord de paix conçu sous l'égide des métropoles impérialistes consistait en une méthode différente pour institutionnaliser l'occupation sioniste et de l'exil vers des camps du peuple palestinien.

Thèses sur la révolution permanente en Palestine

1) La question palestinienne n'est pas, contrairement à ce qu'avance la bourgeoisie mondiale, une guerre de religion ou bien une guerre ethnique. Il s'agit d'un problème d'occupation et de colonisation impérialistes. Le sionisme vise à occuper la totalité de la Palestine, l'exil de toute la population arabe des terres où ils vivent et la réduction en quasi-esclavage de ceux qui restent. Le but de l'État sioniste bourgeois, son idéologie officielle se sont organisés de bas en haut sur cet axe. La lutte anticoloniale du peuple palestinien est juste et légitime du point de vue historique. La perpétuation de l'existence de l'État sioniste d'Israël signifie que la Palestine peut à

tout moment faire l'objet de nouvelles invasions, annexions et de nettoyages ethniques. L'État sioniste d'Israël est le principal poste de police de l'impérialisme au Proche-Orient. Tout comme il est impossible de domestiquer l'impérialisme qui se nourrit fondamentalement de la guerre, des invasions et de l'exploitation, il est impossible de domestiquer ou de corriger le sionisme dont la raison principale d'exister est d'exiler les Palestiniens des terres où ils vivent et de commettre des nettoyages ethniques. Toute proposition de solution qui défend la continuité de l'État sioniste d'Israël revient à approuver que le peuple palestinien fasse face à des nouvelles occupations et à de nouveaux massacres ethniques. L'une des pierres angulaires pour être capable de défendre la révolution en Palestine et au Proche-Orient, de pouvoir construire des organisations compatibles avec ce but et de lever les obstacles qui se trouveraient devant est de placer la destruction de l'État bourgeois sioniste d'Israël comme un but fondamental. Faire des concessions sur la destruction de l'État sioniste bourgeois d'Israël signifie de capituler face au sionisme et à l'impérialisme.

2) Ce qui maintient le sionisme debout, ce qui le fait vivre en tant projet et ce qui l'a fait parvenir à nous jours est avant tout l'impérialisme des États-Unis d'Amérique, de la Grande-Bretagne et de l'Union européenne. L'État sioniste bourgeois est l'avant-poste de l'impérialisme au Proche-Orient. Sans cet avant-poste, l'impérialisme des États-Unis d'Amérique et de l'Union européenne ne peut maintenir la domination dont il jouit actuellement au Proche-Orient. Pour cette raison l'impérialisme ne renoncera pas à l'avant-poste sioniste au Proche-Orient, tout comme l'État sioniste bourgeois n'a aucune chance de survie sans le soutien de l'impérialisme. Par conséquent, la lutte pour la destruction de l'État sioniste bourgeois constitue en même temps une lutte directe contre l'impérialisme qui le nourrit et le maintient debout. La lutte pour les revendications les plus simples en Palestine comme l'indépendance, les droits démocratiques, les droits fondamentaux de l'Homme, le droit à la vie est à un niveau inséparable de la lutte socialiste contre l'impérialisme. De nombreuses expériences historiques et l'expérience de la lutte en Palestine ont montré de façon brulante qu'une lutte cohérente et globale contre l'impérialisme ne peut être menée que sous la direction de la classe ouvrière avec un programme révolutionnaire internationaliste et avec un parti révolutionnaire. Aussi radicales que soient les luttes et les actions des directions dépourvues de perspectives anticapitaliste et révolutionnaire internationaliste, au bout du compte ces directions finissent par se concilier avec le sionisme et l'impérialisme, et admettent la prison des îlots de l'État de Palestine contrôlé par l'État sioniste d'Israël déterminé par l'impérialisme.

3) Vanter les directions bourgeoises reposant sur le

nationalisme arabe et sur l'islamisme en Palestine comme l'OLP, le Fatah, le Hamas, le Djihad islamique, etc. et attendre de ces directions politiques qu'elles remportent des victoires contre l'impérialisme est une attitude totalement erronée et douteuse. L'impérialisme est avant tout le stade suprême du capitalisme. Il repose sur la domination mondiale du capital financier. Un discours antiimpérialiste déconnecté de la lutte anticapitaliste n'est rien d'autre qu'une tentative de diversion des politiques bourgeois et petit-bourgeois défendant le nationalisme. Une politique qui ne mène pas la lutte antiimpérialiste sur fond de lutte contre le capitalisme du pays dans laquelle elle se trouve et qui ne prend donc pas réellement position face au fonctionnement impérialiste-capitaliste n'est pas une politique antiimpérialiste mais une politique bourgeoise nationaliste. Sur ce point, aussi radicales que puissent paraître les organisations de type OLP, Fatah, Hamas, Djihad islamique, etc. et bien que leur base soit constituée d'ouvriers, de travailleurs et de villageois pauvres, tout leur programme représente les intérêts de la bourgeoisie palestinienne. Comme toute bourgeoisie nationale, la bourgeoisie palestinienne ne possède pas la capacité de livrer une lutte cohérente et globale contre l'impérialisme. Leur objectif consiste à satisfaire des intérêts bourgeois étroits et égoïstes limités à l'obtention d'un statut politique par la bourgeoisie palestinienne. Le programme politique et l'histoire de la lutte de la direction du Fatah et de l'OLP a eu lieu sur l'axe de la collaboration avec l'impérialisme. L'ONU qui est une institution impérialiste a approuvé l'État palestinien qui s'est transformé en vastes prisons en acceptant la solution à deux États. Toute la lutte du Fatah et de l'OLP a consisté à être reconnu dans le cadre du droit du système impérialiste-capitaliste. Le Hamas n'est guère différent, il place ses attentes dans l'ONU qui est une institution impérialiste en circonscrivant la lutte dans les frontières de la Palestine, il espère une modification de la politique palestinienne des États-Unis. Sa perspective est que l'État palestinien qui s'est transformé en une prison d'ilots déterminés par l'impérialisme devienne une prison avec de meilleures conditions de vie.

Alors que la réalité de l'aide reçue par les organisations comme le Hamas ou le Djihad islamique des régimes arabes réactionnaires et pendant un temps des États-Unis d'Amérique et des camps impérialistes apparaît au grand jour, qualifier la lutte de ces directions comme antiimpérialiste revient à défendre non les classes laborieuses palestiniennes mais les intérêts de la bourgeoisie palestinienne.

Même s'ils contiennent des phrases socialistes, le programme des organisations comme le Fatah ou le Front populaire de libération de la Palestine est globalement compatible avec le capitalisme. Le but ultime de leur lutte qui s'est entièrement circonscrite dans des objectifs se situant dans le cadre du système se concrétise dans l'État de Palestine indépendant et capitaliste. Ces

mouvements politiques qui ont démarré avec le nationalisme arabe pour adopter les théories stalinienne de révolution par étapes, séparent la libération nationale de la libération sociale et érigent des murs infranchissables entre ces deux aspects. Gagner d'abord la libération nationale est érigée en stratégie fondamentale, et ces mouvements avancent que pour ce faire, il faut d'abord former un front national large avec tous les mouvements nationaux et qu'il sera possible de parler de la révolution socialiste que lorsque la libération nationale sera achevée. Ces directions nationales qui sont des débris du stalinisme subordonnent la lutte des travailleurs palestiniens au nationalisme arabe et à l'islamisme et servent à ce que ces travailleurs se transforment en troupes aux ordres de la bourgeoisie palestinienne.

4) Les véritables alliés des travailleurs palestiniens ne sont ni les nationalistes arabes, ni les islamistes, ni les forces nationalistes de gauches qui sont des débris du stalinisme et qui subordonnent ces travailleurs à la bourgeoisie arabe. La totalité de ces directions politiques ne disposent d'autre objectif que d'obtenir un statut politique pour la bourgeoisie palestinienne et de le faire reconnaître au sein du droit du système impérialiste-capitaliste. Leur but n'est pas de lever l'état de captivité du peuple palestinien mais de le réduire au minimum.

Les classes dominantes arabes ne sont pas non plus des alliés des travailleurs palestiniens. Les États arabes sont au moins aussi responsables que le sionisme et l'impérialisme du fait que la question palestinienne est ce qu'elle est aujourd'hui. Ces États ne pensent qu'à leurs propres intérêts bourgeois et abordent la question palestinienne sous cet angle. Ils ont apporté un appui par le passé pour maintenir la lutte de libération palestinienne sous leur propre contrôle et la subordonner à leurs intérêts d'hégémonie régionale.

De nos jours, non seulement la totalité des États bourgeois arabes reconnaît l'État sioniste d'Israël, mais de plus ils entretiennent des relations commerciales, politiques et diplomatiques avec celui-ci. Ils ne se privent pas de soutenir les solutions de l'impérialisme des États-Unis d'Amérique et de l'Union européenne qui transforment la Palestine en ilots de prisons.

C'est pourquoi aucune direction politique bourgeoise, petite-bourgeoise, nationaliste ou islamiste n'est l'amie des classes laborieuses en Palestine. Le chemin pour la libération de celles-ci passe par la rupture révolutionnaire avec le nationalisme panarabe et l'islamisme.

L'unique allié des classes laborieuses de Palestine est constitué par la classe ouvrière juive et chrétienne vivant en Israël et plus généralement tous les travailleurs et opprimés du Proche-Orient. Pour cette raison, il faut un parti révolutionnaire possédant des sections fortes au Proche-Orient construit sur une base marxiste internationaliste qui puisse organiser la lutte révolutionnaire militante contre les classes capitalistes locales et la réaction bourgeoise dans l'optique de constituer les soviets du Proche-Orient.

5) La condition principale de la construction d'une direction révolutionnaire prolétarienne en Palestine contre le sionisme et l'impérialisme passe par la mise en avant d'un programme d'action qui assurera l'unité de tout le prolétariat de Palestine (athée, musulman, israélite ou chrétien ; arabe ou hébreu).

Le chemin passe par la rupture avec les idéologies qui sont des obstacles devant la révolution palestinienne et qui lient la classe ouvrière de Palestine à la bourgeoisie arabe et sioniste (le nationalisme arabe, l'islamisme, le sionisme, l'antisémitisme) et l'apparition devant tous les travailleurs et opprimés du Proche-Orient avec un parti révolutionnaire doté d'un programme révolutionnaire. Que les forces d'avant-garde de la classe ouvrière arabe et juive développent une stratégie socialiste conforme à cet objectif présente une importance vitale pour l'avenir de la révolution palestinienne et moyen-orientale.

6) À la base de cette stratégie et à chaque pas pratique doivent se trouver la nécessité de faire face à l'impérialisme et au sionisme, la nécessité de rupture avec le nationalisme arabe, l'islamisme, l'antisémitisme et le sionisme de gauche et le besoin d'assurer l'unité des ouvriers arabes et juifs durant la construction du parti. Les buts impériaux et expansionnistes de l'État bourgeois sioniste font partie de ses raisons fondamentales d'existence. Les deux revendications auxquelles il ne faut jamais renoncer pour perturber ce but impérial et expansionniste et assurer l'unité du prolétariat arabe-juif sont les suivantes :

Premièrement, il ne faut jamais renoncer à la lutte pour le retour des Arabes palestiniens qui ont été chassés de leurs terres depuis 1948, car comme cette revendication est diamétralement opposée à l'idéologie officielle de l'État sioniste bourgeois fondée sur l'expansion, elle possède un caractère affaiblissant le but d'occupation sioniste.

Deuxièmement, il faut que la classe israélienne prenne position contre toute l'oppression nationale sur les Arabes vivant dans la zone où l'État sioniste d'Israël exerce sa souveraineté, qu'elle revendique des droits égaux pour les Arabes, qu'elle s'organise dans des organisations ouvrières communes et qu'elle livre une lutte de classe commune. L'adoption d'une telle position signifiera que la classe ouvrière juive livre bataille contre l'idéologie raciste de l'État sioniste bourgeois. Par ailleurs, non seulement cela ouvrira la voie à la perte de l'hégémonie des organisations ouvrières sous contrôle sioniste et des organisations sionistes de gauche sur la classe ouvrière juive mais de plus servira de bouclier puissant contre la vague antisémite artificielle produite en permanence au sein de la classe ouvrière arabe.

7) La direction prolétarienne de la résistance palestinienne devra, afin de lever les obstacles devant la

révolution palestinienne et lutter contre l'impérialisme, livrer une lutte de classe sans concession contre l'Autorité palestinienne et la classe capitaliste locale. Et pour cela, elle doit participer à la lutte avec un programme visant à modifier entièrement les rapports de production ainsi que l'appareil d'État. Elle doit lutter pour exproprier sous contrôle ouvrier tous les biens et tous les moyens de production dans le pays de la bourgeoisie qui s'enrichit grâce à la corruption et à l'exploitation du travail des autres et qui se concilie avec le sionisme et l'impérialisme à chaque occasion pour ne pas perdre ses privilèges. Elle doit entrer dans la lutte pour abolir l'État et les organes de direction existants et pour un gouvernement ouvrier. Lors de l'organisation de cette lutte, il est obligatoire de constituer ses organisations d'autodéfense et ses milices ouvrières armées. L'établissement d'un gouvernement ouvrier et paysan en Palestine fera sans aucun doute face à une menace d'invasion à la fois de l'État sioniste d'Israël et des régimes arabes de la région et risquera de s'étouffer. L'unique voie pour l'établissement d'un État ouvrier en Palestine et pour rendre cet État viable passe par le renversement à la fois d'Israël et de tous les régimes arabes de la région et la réalisation de la révolution prolétarienne dans ces États. C'est pourquoi il est obligatoire de renverser les régimes réactionnaires aussi bien en Israël que dans les pays arabes. Et pour cela, la construction d'un parti révolutionnaire qui luttera pour les soviets ouvriers du Proche-Orient et qui disposera du programme de la révolution permanente en Israël, en Palestine et dans tous les pays arabes n'est pas une préférence mais une obligation.

Le prolétariat juif en Israël est parmi les prolétariats les plus avancés économiquement du Proche-Orient. Il se trouve intensément exploité par la bourgeoisie sioniste. Les 18 familles qui dirigent Israël accaparent 35 % de l'ensemble des revenus nationaux. Le sionisme qui est l'idéologie des classes dominantes pousse le prolétariat juif à se mobiliser pour les intérêts de la bourgeoisie. Il empêche la lutte des classes, la construction d'organisations ouvrières indépendantes de l'État et du capital et la naissance d'un mouvement ouvrier révolutionnaire. Les syndicats sionistes comme la confédération Histadrout servent à enchaîner le prolétariat juif. Ces chaînes doivent être brisées.

L'organisation internationaliste qui rassemblera les travailleurs arabes et juifs et qui construira leur lutte commune est indispensable pour la révolution en Palestine et dans tout le Proche-Orient.

31 novembre 2021

Enternasyonal Komünist İşçi Birliđi
(Union ouvrière communiste internationaliste)



RÉVOLUTION PERMANENTE

DÉCLARATIONS DE 2023

- Résolution sur l'Iran 3
- Adresse aux femmes travailleuses 9
- Adresse du Premier mai 11
- Résolution sur la France 14
- Résolution sur la Russie 17
- Résolution sur le Niger 22
- Communiqué sur le Haut Karabakh 26
- Résolution sur la Palestine 29

DÉBATS EN 2023

- Demande d'adhésion du GMI au NPA-R 32
- Bilan de la conférence internationale de LC à Milan 39
- Allocution au camp de Berlin de la L5I 37
- Proposition à la L5I et à l'OTI 38

HISTOIRE

- 1953 : Allemagne de l'Est 38
- La Palestine et la révolution permanente 45

Le but de l'association est la déchéance de toutes les classes privilégiées, de soumettre ces classes à la dictature du prolétariat en maintenant la révolution en permanence jusqu'à la réalisation du communisme. (Société universelle des communistes révolutionnaires, avril 1850)

Le Collectif révolution permanente est un regroupement international de communistes qui se base sur les programmes de la Ligue des communistes de 1847 à 1852, du conseil général de l'Association internationale des travailleurs de 1864 à 1872, de l'aile gauche de l'Internationale ouvrière de 1889 à 1914, de la Gauche de Zimmerwald de 1915 à 1919, de l'Internationale communiste de 1919 à 1922, de l'Opposition de gauche de l'IC de 1928 à 1933 et de la 4^e Internationale de 1933 à 1940.

site du collectif en allemand, anglais, catalan, espagnol, français, turc...

www.revolucionpermanente.com